

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

NOUS VOYEZ-VOUS?

PRATIQUES SOCIALES MÉDIATISÉES SUR LE WEB DE DEUX GROUPES  
DE FEMMES HAÏTIENNES POUR CONTRER LES VIOLENCES POST-SÉISME  
ENVERS LES FEMMES :

LA VISIBILITÉ COMME STRATÉGIE POUR LA JUSTICE SOCIALE.

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN TRAVAIL SOCIAL

PAR  
MÉLISSA ROUSSEL

SEPTEMBRE 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Plusieurs personnes ont contribué à la construction de ce mémoire et envers qui je désire exprimer ma plus profonde gratitude.

D'abord, un merci tout spécial à Sylvie Jochems, ma directrice de mémoire, qui, tout au long de mon cheminement académique, a su m'apporter, dans toute ta rigueur, ton ouverture et ta confiance en moi, un accueil des plus chaleureux et un cadre dans lequel j'ai pu me déposer, me sentir écoutée et être judicieusement accompagnée.

J'aimerais remercier tous mes amis pour leurs précieuses relectures, leur énorme soutien et leurs encouragements durant ces dernières années. Merci à toi Élodie, complice en amitié comme à la maîtrise, tu as fais partie des hauts et des bas de cette aventure, mais aussi de ma vie, depuis plusieurs années, et je t'en suis profondément reconnaissante. Ta présence, ta sensibilité, ton écoute et ta confiance en mes capacités m'ont à chaque fois redonné l'énergie nécessaire et surtout le courage de poursuivre.

Également, merci à Xavier d'avoir croisé mon chemin. Ton cœur grand comme la terre, ton optimisme et ta générosité à n'en plus finir m'ont été d'un indescriptible soutien et propulseur à la réalisation de ce mémoire. Un énorme merci à Florent pour ton indéfectible amitié, tes irrésistibles jeux de mots et ton éternel bienveillance. Merci pour tout. Et surtout d'avoir cru en moi. À Pierre, désopilant et attentionné...et à Théodore, source de bonheur, merci.

Sans oublier mon acolyte de feu Amélie. Merci pour notre belle amitié qui s'est développée au fil de nos sessions de travail... et pour les dix millions de fous rires. Un remerciement particulier à Danièle et ton indispensable soutien, ta compassion et ton humanisme désarmant. À Chantal, de m'avoir permis d'y voir une occasion de

développement et d'avoir grandement contribué à ce que je puisse « accoucher » dans les meilleures dispositions mentales possibles.

Finalement, un remerciement particulier à mes parents, France et Marthe et mon frère Vincent, pour leur inconditionnel appui, leur grande compréhension et leur curiosité grandissante envers le monde de la recherche.



## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES .....	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES .....	viii
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION.....	1
Portrait statistique de la nature et de l'étendue de la violence faite aux femmes (pré et post-séisme) en Haïti.....	1
CHAPITRE I : LE PROBLÈME DES VIOLENCES POST-SÉISME EN HAÏTI À L'ENCONTRE DES FEMMES .....	5
1.1 La violence faite aux femmes en contexte post-séisme en Haïti .....	6
1.1.1 Évolution de la violence faite aux femmes en Haïti en contexte pré et post-séisme de 2010.....	9
1.1.2 Conceptions des violences post-séisme faites aux femmes en Haïti et actions pour la reconnaissance .....	12
1.2 Les pratiques sociales médiatisées sur le web comme stratégie politique de groupes de femmes haïtiennes pour contrer les violences post-séisme.....	25
1.2.1 Action collective et visibilité dans l'espace public .....	26
1.2.2 Étudier l'action médiatique de groupes de femmes face au déni de reconnaissance des violences post-séisme envers les femmes en Haïti .....	28
CHAPITRE II : PRATIQUES DE MISE EN VISIBILITÉ POUR LA JUSTICE SOCIALE.....	30
2.1 Le déni de reconnaissance de la violence faite aux femmes en contexte post-séisme : du mépris à l'injustice envers les femmes haïtiennes. ....	31
2.1.1 La théorie de la reconnaissance sociale d'Axel Honneth.....	31
2.1.2 Limites de la théorie de la reconnaissance sociale selon Nancy Fraser .....	32
2.1.3 Recadrage du concept de reconnaissance par Nancy Fraser .....	33
2.1.4 Redistribution et reconnaissance : deux concepts indispensables dans une visée de justice sociale.....	36
2.1.5 L'action de mise en visibilité par les groupes de femmes haïtiennes dans l'espace public comme lieu privilégié de l'actualisation de la parole .....	38

2.2 La pratique médiatisée sur le web comme action de visibilité à des fins de reconnaissance .....	39
2.2.1 Les pratiques sociales médiatisées comme forme de reconnaissance .....	40
2.2.2 La visibilité comme condition d'accès à la reconnaissance .....	40
CHAPITRE III : MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE.....	43
3.1 Analyser les pratiques sociales médiatisées.....	44
3.2 Les deux cas à l'étude : Kay Fanm et SOFA.....	46
3.2.1 Le cas de SOFA.....	46
3.2.2 Le cas de Kay Fanm .....	47
3.3 L'ethnographie web .....	48
3.4 La recherche qualitative.....	49
3.4.1 Repérage des pratiques visibles sur le web : cartographie des usages .....	49
3.4.2 Documenter et catégoriser les actes langagiers : l'analyse de discours .....	52
3.5 Ancrage épistémologique : l'interactionnisme symbolique.....	55
3.5.1 Le langage comme objet de la recherche .....	56
3.5.2 Les actes de langage .....	57
3.6 Étendue et structure de l'analyse des résultats de recherche.....	59
3.6.1 Le corpus .....	60
3.7 Considérations éthiques .....	62
CHAPITRE IV : LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE.....	64
4.1 Outils web utilisés par SOFA et Kay Fanm.....	65
4.1.2 Cartographie .....	67
4.1.3 Contenu relatif aux violences faites aux femmes .....	73
4.2 Les pratiques médiatisées sur le web.....	76
4.2.1 Les pratiques de Kay Fanm : actes locutoires et illocutoires .....	77
4.2.2 Les pratiques de SOFA : actes locutoires et illocutoires.....	80
4.2.3 Les pratiques collaboratives de Kay Fanm et SOFA : les actes locutoires et illocutoires .....	86

CHAPITRE V : DISCUSSION SUR LES RÉSULTATS .....	91
5.1 La pratique de mise en visibilité en contexte post-séisme en Haïti .....	92
5.2 Les pratiques pour la reconnaissance du problème de la violence envers les femmes.....	95
5.2.1 Un sit-in .....	95
5.2.2 Un bilan (rapport) .....	96
5.2.3 Lettre ouverte au MCFDF .....	97
5.2.4 La mise en visibilité via le témoignage .....	98
5.3 Les pratiques pour plus de justice sociale (redistribution et reconnaissance) .	101
5.3.1 Le blogue .....	101
5.3.2 Une action concertée .....	102
5.3.3 Une campagne de revendication.....	104
5.3.4 Un bilan (lettre) .....	105
5.3.5 Un discours commun.....	106
5.3.6 Des cellules mobiles d'intervention .....	107
5.4 L'État comme destinataire des pratiques sociales ? .....	108
5.5 L'articulation du concept de reconnaissance culturelle-identitaire et de la distribution matérielle.....	111
5.5.1 La parité de participation comme pivot normatif à l'articulation des concepts de reconnaissance et de redistribution .....	114
CONCLUSION .....	116
Limites de la recherche .....	118
Forces et pistes de réflexion.....	120
BIBLIOGRAPHIE .....	123



## LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Tableau 3.1 Récapitulatif de la question de recherche, sous questions, objectifs et méthodes .....	45
Figure 3.1 Synthèse de la démarche méthodologique : les pratiques sociales médiatisées .....	54
Figure 4.1 Capture d'écran du site web d'OXFAM (présentation de SOFA) .....	68
Figure 4.2 Capture d'écran du blogue de SOFA .....	70
Figure 4.3 Cartographie usage du web 1.0 et 2.0 de SOFA .....	71
Figure 4.4 Cartographie usage du web 1.0 et 2.0 de Kay Fanm .....	73
Figure 4.5 Blogue présentant Kay Fanm .....	75
Tableau 4.2 Présentation de pratiques langagières et actes (il)locutoires .....	90

## LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

URL	<i>Uniform Resource Locator</i>
MCFDF	Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes Haïti
SOFA	Solidarite Fanm Ayisyen
CONAP	Coordination Nationale de Plaidoyer pour les Droits des Femmes
MOUFHED	Mouvement des femmes haïtiennes pour l'éducation et le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
KOFAVIV	<i>Komisyon Fanm Viktim pou Viktim</i> (Commission pour les femmes victimes)
ONU	Organisations des Nations Unies
VBG	Violence basée sur le genre
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
URAMEL	Unité de Recherche et d'Action Médico Légale
HRW	<i>Human Rights Watch</i>



## RÉSUMÉ

Que sait-on des problèmes sociaux qui sont apparus ou amplifiés suite au séisme de 2010 en Haïti, et particulièrement concernant les violences faites aux femmes ?

La contribution de cette recherche est de décrire des pratiques sociales médiatisées des groupes de femmes Kay Fanm et SOFA dans l'espace public qu'est le web, dans le but de contrer l'injustice sociale (Fraser, 2004) que sont les violences faites aux femmes en contexte post-séisme en Haïti, à des fins de transformations sociales.

L'analyse d'une cartographie des outils web répertoriés et des textes qui y sont diffusés met en évidence que les groupes à l'étude utilisent des outils du web 1.0 et 2.0 pour rendre visible un discours (à des fins de reconnaissance) et que les ressources communicationnelles doivent être disponibles et accessibles (à des fins de redistribution) pour tous.

En somme, ce mémoire de recherche de maîtrise souligne la pertinence de s'intéresser aux pratiques médiatisées sur le web pour contrer des injustices sociales si des acteurs souhaitent développer et améliorer leurs pratiques.

Mots clés : Analyse du discours, cartographie web, pratiques sociales, médiatisation, actes de langages, violences faites aux femmes, post-séisme.

## INTRODUCTION

Le présent mémoire porte sur les pratiques sociales médiatisées de groupes de femmes haïtiennes pour contrer les violences faites aux femmes dans un contexte d'après séisme. Le choix de ce sujet de recherche vient d'abord d'un champ d'intérêt que j'ai à la fois, pour le domaine des violences faites aux femmes, pour les mouvements de femmes et pour l'action collective. De plus, durant l'automne 2010, la situation haïtienne a grandement été médiatisée dans l'espace public et ce fait d'actualité m'a tout particulièrement intéressé. C'est à partir de ce moment que j'ai entamé un processus de réflexion concernant la question du traitement médiatique d'un sujet sensible comme celui des violences envers les femmes en situation post-séisme. Logiquement, je me suis alors particulièrement intéressée à la visibilité des pratiques sociales et aux discours des groupes de femmes haïtiennes qui mettent en place des actions pour contrer ce problème social.

Portrait statistique de la nature et de l'étendue de la violence faite aux femmes (pré et post-séisme) en Haïti

La situation actuelle de violence envers les femmes et jeunes filles n'est pas un phénomène nouveau pour la communauté haïtienne. Les chiffres démontrent que de nombreuses femmes et jeunes filles étaient victimes de violences (physiques, psychologiques et sexuelles) bien avant le séisme. D'ailleurs, entre 2003 et 2005, 35 000 viols et agressions sexuelles ont été enregistrés, ce qui signifie qu'une femme sur trois aurait subi de la violence sexuelle (OXFAM-Solidarité, 2010). Selon l'Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (EMMUS) (Fortin, 2009), 27 % des femmes haïtiennes ont vécu de la violence depuis l'âge de 15 ans et on estime que le chiffre réel serait nettement plus élevé, notamment en raison de nombreuses victimes

qui gardent le silence. De plus, une enquête de la Concertation nationale contre les violences faites aux femmes démontre, qu'entre 2009 et 2011, sur 3 098 cas de violence répertoriés, 2 240 se rapportent aux femmes, soit un taux de 72% (Alterpresse, 2011).

Durant les mois qui ont suivi la catastrophe, les organismes locaux ont noté une augmentation considérable des agressions, qui ont presque doublé. Selon l'organisme Haïtien KOFAVIV qui vient en aide aux femmes et aux filles victimes d'agressions sexuelles, 230 cas de viols ont été enregistrés du 13 janvier au 21 mars 2010 dans 15 camps à Port-au-Prince, sur un total de plus de 500 camps. Parallèlement, en date du mois d'avril 2010, Médecins sans Frontières a rapporté 68 incidents de viols, et les 25 femmes interviewées rapportent avoir toutes été violées pendant la nuit, par deux individus ou plus (souvent des bandes de jeunes) et, de surcroît, armés (MADRE<sup>1</sup>, 2010). Pour répondre à la situation d'urgence et au manque de ressources, les organismes et agences sont présents sur le terrain et ont comme mission de répondre aux besoins, d'apporter un soutien et d'intervenir sur la question de la violence, mais aussi d'intervenir au niveau structurel.

Cela dit, je m'intéresse à la violence faite aux femmes, en tant que problème social, et caractérisée par « tout acte de violence, fondé sur l'appartenance au sexe féminin, causant ou susceptible de causer aux femmes des dommages ou des souffrances »<sup>2</sup> (Concertation nationale contre les violences faites aux femmes (CONAP), dans Alterpresse, 2011). Dans ce mémoire, la violence faite aux femmes est problématisée comme étant un déni de reconnaissance selon Axel Honneth et comme une injustice sociale selon Nancy Fraser, face à laquelle il est jugé nécessaire d'intervenir.

---

<sup>1</sup> Le MADRE est une organisation internationale de droits humains des femmes qui travaille en partenariat avec des organisations locales de femmes à travers le monde.

<sup>2</sup> Cette définition de la violence envers les femmes, reprise par la CONAP, a été adoptée en juin 1994 par la Convention Belém Do Pará (Brésil).



Aussi, il faut savoir que plusieurs acteurs interviennent déjà sur la question des violences post-séisme en Haïti et, qu'en l'occurrence, ils contribuent à la définir comme problème social. Afin de mieux comprendre et appréhender les différentes postures des acteurs qui participent au débat public, en reconnaissant ou même niant le problème, une exploration des différents discours d'acteurs tels que des groupes de femmes haïtiennes, l'État haïtien, des ONG et des médias est effectuée en première partie de ce travail. D'abord, les groupes de femmes haïtiennes luttent depuis longtemps contre les injustices envers les femmes dans le pays, développant des actions en matière de condition féminine dans le but de mettre fin notamment aux violences à l'égard des femmes haïtiennes. Aux côtés de ceux-ci, on retrouve l'État haïtien qui détient le pouvoir de mettre en œuvre des politiques et qui se situe au centre du débat concernant le problème social, et qui tient un rôle important dans la construction de celui-ci et de sa définition. Face à ces deux acteurs, il y a aussi les ONG qui sont investies en terre haïtienne depuis plusieurs décennies et qui jouent aussi un rôle dans l'espace public quant au problème social et à la façon dont il est construit. De plus, le rôle particulier des acteurs médiatiques est soulevé comme étant indispensable dans le processus de définition du problème social grâce à son pouvoir d'influence dans la construction de l'opinion publique, qui passe d'abord par la visibilité d'un discours concernant une réalité sociale. Il s'avère nécessaire de le relever ici puisqu'il permet de mettre en avant la parole des femmes concernées par la problématique en prenant soin de tenir compte du contexte entourant celle-ci.

Il est essentiel de se demander comment les groupes de femmes interviennent dans l'espace public pour faire reconnaître le problème des violences faites aux femmes en contexte post-séisme. Par conséquent, ce mémoire présentera une analyse qui tient compte des rapports de genre, en se penchant sur les pratiques sociales des groupes de femmes haïtiennes en matière de lutte contre les violences post-séisme envers les femmes. Aussi, pour répondre à ces questions, nous allons utiliser le web, comme espace public, afin qu'une reconnaissance soit accordée aux discours des femmes

haïtiennes et groupes de femmes haïtiennes concernant les violences faites aux femmes en contexte post-séisme. Notre question de recherche se formule comme suit : quelles sont les pratiques sociales des groupes de femmes haïtiennes rendues visibles sur le web pour contrer les violences post-séisme ?

Nous structurons théoriquement notre recherche, autour la théorie de la justice sociale (Fraser), en articulant le concept de la reconnaissance (Honneth), avec celui de la redistribution des ressources (Fraser).

Finalement, des activités de recherche sont opérationnalisées dans le cadre méthodologique et sont jugées pertinentes puisqu'elles vont d'abord offrir une exploration, ensuite une description et finalement une analyse des pratiques sociales de deux groupes de femmes haïtiennes, SOFA et Kay Fanm.

En résumé, le présent mémoire trouve sa pertinence sociale puisqu'il contribuera à alimenter les connaissances en ce qui concerne l'enjeu des violences envers les femmes en contexte post-séisme; cas rarement évoqué dans la littérature francophone. En rendant compte de pratiques sociales des groupes de femmes haïtiennes, il permettra de mieux comprendre la stratégie de mise en visibilité dans l'espace public que constitue le web. Sous l'angle scientifique, les données de cette recherche contribueront à diversifier et enrichir les connaissances en travail social concernant l'action collective et cela, sous l'angle des usages des technologies de l'information et des communications. De plus, la recherche aidera à mieux comprendre les besoins des groupes de femmes en matière d'intervention, les stratégies derrière l'acte médiatisé, ainsi que certaines conditions de mises en visibilité. Pour le domaine académique, elle s'avère pertinente compte tenu du caractère novateur de l'objet de recherche, encore peu étudié en travail social, à savoir la médiatisation des pratiques sociales via l'espace public que représente le web.



## CHAPITRE I

### LE PROBLÈME DES VIOLENCES POST-SÉISME EN HAÏTI À L'ENCONTRE DES FEMMES

La problématique est élaborée afin de mettre de l'avant la façon dont la question des violences post-séisme faites aux femmes en Haïti se construit comme problème social.

La première partie de la problématique consiste à réaliser l'état de la situation en Haïti de façon générale, avant et après le séisme de 2010, particulièrement en matière de violences envers les femmes et les filles haïtiennes. Cette réalité est alors introduite comme problème social compte tenu de l'attention que lui accordent plusieurs acteurs (inter)nationaux. Parmi ces acteurs, on retrouve notamment les groupes locaux de femmes haïtiennes, les ONG internationales, l'État haïtien, la communauté scientifique (inter)nationale et les médias (inter)nationaux. Il va sans dire que leurs conceptions contribuent à la construction de la définition des violences post-séisme envers les femmes comme problème social. En outre, un accent particulier est mis sur le rôle des médias (de masse et alternatif) vu leur pouvoir d'influence au sein de l'espace public et dans la construction du problème social. En seconde partie, l'objet de recherche, à savoir les pratiques sociales médiatisées sur le web comme stratégie politique de groupes de femmes haïtiennes, est présenté comme action ayant comme but la reconnaissance de l'injustice des violences post-séisme faites aux femmes.

En dernier lieu, l'objet est présenté et accompagné des questions et objectifs qui orienteront la recherche.

### 1.1 La violence faite aux femmes en contexte post-séisme en Haïti

Le séisme du 12 janvier 2010 a laissé Haïti dans une situation de crise humanitaire. Selon Amnistie Internationale (2011 : 1), le séisme a fait plus de 230 000 morts et 300 000 blessés, en plus de laisser près de 2 millions de personnes sans logement, déplacées dans des abris de fortune. D'après le rapport des Nations Unies en Haïti (2010 : 8), cette catastrophe s'ajoute au climat d'instabilité économique, sociale et surtout politique déjà présent, et plonge Haïti dans une plus grande vulnérabilité.

Durant les mois qui ont suivi le tremblement de terre, une opération de secours fut déployée par les nombreuses organisations gouvernementales et non gouvernementales de la communauté (inter)nationale. Des acteurs locaux, tels que Kay Fanm (Maison des femmes), SOFA (Solidarite Fanm Ayisyen) et KOFAVIV (La Commission des Femmes Victimes en faveur des victimes), ainsi que des acteurs internationaux comme l'ONU (organisation des Nations Unies), OXFAM et Médecins sans frontières (MSF), en plus des différents médias, sont intervenus d'urgence. Par ailleurs, les actions qui ont été rapidement mises en place par les différents organismes œuvrant auprès des femmes et des jeunes filles, afin de contrer la recrudescence des violences, témoignent de la présence d'un problème social.

Il existe certes plusieurs approches qui permettent de définir un problème social. La définition retenue dans le cadre de cette recherche est la suivante : un problème social est le résultat d'une situation particulière ou d'une condition particulière qui a été identifiée comme étant problématique. De ceux qui définissent le problème, il y a avant tout la population elle-même, qui note un certain écart entre l'état habituel qui fait appel à la normalité et l'état actuel où cette normalité se trouve interrompue. On reconnaît aussi qu'il y a un problème social lorsqu'une situation est jugée inadmissible, qu'une grande partie de la population est touchée et que ce problème

doit être traité socialement en faisant appel à l'action collective (Cohen, 1964; Merton et Niset, 1961; Durocher, 1965; Blumer, 1970, dans Redjeb et al, 1994).

Autrefois, les conditions qui établissaient les paramètres d'un problème social étaient les conditions objectives d'une situation. Les problèmes sociaux se sont complexifiés et diversifiés avec le temps et de simples concepts comme dysfonction, déviance, structures sociales, etc. ne suffisent plus à les reconnaître et à les faire émerger. C'est ainsi que l'analyse des conditions objectives s'est ouverte à l'analyse des conditions subjectives de la construction sociale d'un problème (Blumer, 1971 : 300). Donc, pour comprendre le phénomène de violence post-séisme, il faut passer du pourquoi au comment, afin d'analyser comment la violence faite aux femmes est définie comme problème social, en incluant les conditions subjectives. Si tout comportement est le résultat d'un processus d'interactions, en réaction à une norme - qui est elle aussi construite collectivement – ceci amène à la notion de construction symbolique du monde (Langlois, 1994 : 1112).

Une condition sociale est donc l'aboutissement d'une construction sociale et Blumer (1971) poursuit en ajoutant que celle-ci nécessite une reconnaissance initiale afin de devenir un problème social. Une reconnaissance sociale fait émerger le problème, mais celui-ci doit faire l'objet de discussions dans l'espace public afin d'acquérir une certaine légitimité. Pour ce faire, une discussion autour du problème doit prendre place dans toutes les sphères : dans les médias, à la chambre législative, à l'école, etc., afin d'en assurer la légitimité. Une fois la reconnaissance et la légitimité sociale acquises, le problème devient l'objet de revendications et de débats, et prend place, entre autres, dans les médias de communication, donc dans l'espace public médiatique (*Ibid*). Comme mentionné précédemment, quand une condition sociale devient un objet de revendication par les mouvements sociaux, elle émerge et est reconnue comme un problème social (Langlois, 1994). Cette condition s'inscrit dans un processus de définition collectif qui doit être au cœur des discussions et des débats, et



nourrit par la pluralité des perceptions de la réalité sociale de tous les acteurs (Blumer, 1971 dans Redjeb et al, 1994 : 46). Il est important d'explorer et de définir le rôle des acteurs, afin d'être en mesure de cerner leur contribution à la définition et à la légitimation de la condition sociale en question. De plus, comme le mentionne Langlois, une condition peut exister pendant très longtemps avant d'être reconnue comme un problème social (1994 : 1115). C'est le cas avec la violence envers les femmes en Haïti. Le phénomène n'était pas nouveau, mais le séisme a précédé l'émergence du problème.

L'identification d'une situation comme un problème social demande une certaine reconnaissance de la part d'une majorité de la population, accompagnée d'un désir de le contrer par des mesures collectives. Chaque acteur apporte une vision différente du problème. D'ailleurs, parmi les différents acteurs qui contribuent à co-construire subjectivement le problème social, il y a entre autres les groupes de militants et d'experts, dont le rôle dans l'analyse des problèmes sociaux est relativement récent. La réaction de ceux-ci influence grandement la définition du problème (Dorvil et Mayer, 2001 : 3). Langlois souligne l'importance du rôle des experts dans le processus d'identification du problème social et de leur apport à l'état des connaissances de la situation. Pour ensuite rectifier la situation, l'État peut intervenir avec l'appui des groupes sociaux (1994 : 1115).

Les acteurs professionnels de tous les domaines d'activité peuvent prendre part à la définition d'un problème social, mais un tel débat nécessite la participation des principaux concernés, soient les citoyens : hommes, femmes, enfants, personnes âgées, etc. Ceux-ci se forgent une opinion en se référant notamment aux représentations véhiculées dans la société. Ainsi, de pair avec la définition d'un problème de société, une perception d'une situation se constitue, et ce, à partir de l'environnement, de la circulation d'informations et d'images provenant des différents diffuseurs médiatiques. Les médias détiennent par ailleurs un grand pouvoir quant à

la construction d'un problème social et des représentations sociales attribuées à la population concernée.

En effet, les médias représentent des agents d'influence qui ont un rôle déterminant dans la construction du problème social, surtout dans les premiers moments d'une crise, par leur traitement et la transmission de l'information, puisqu'ils « jouent un rôle de sensibilisation, d'identification et de construction de l'image publique du problème [...] » (Langlois, 1994 : 1120). L'intervention des médias s'avère indispensable, puisque ceux-ci sont détenteurs d'un énorme pouvoir social dans la production d'un discours qui forge l'opinion publique et dans l'aboutissement d'une communication démocratique à travers laquelle un problème social se construit (Proulx et Breton, 2006). La communication médiatique affecte la vie politique puisqu'elle accélère le rythme de la sphère publique. Cette dernière est d'ailleurs de plus en plus investie par les médias, qui ont le pouvoir de construire un discours d'élite de l'opinion publique.

Le monde des médias et des communications a transformé la conception moderne d'espace public, qui est aujourd'hui pluriel (Habermas, 2006 dans Proulx et Breton, 2006). Comme en fait mention Habermas (2006), l'espace public est un lieu « exclusif » à la discussion. Le débat permet la résolution de conflits par le processus délibératif. C'est dans ce processus qu'une légitimation est nécessaire et la pluralité des opinions publiques doit y être assurée.

#### 1.1.1 Évolution de la violence faite aux femmes en Haïti en contexte pré et post-séisme de 2010

La violence faite aux femmes représente un phénomène répandu et qui touche de nombreuses femmes et jeunes filles. Avant le séisme, Haïti était déjà marqué par la



pauvreté et caractérisé par un contexte politique spécifique d'instabilité lié à la corruption, la dictature et l'absence de politiques économiques (Noël et Timothé, 2008 : 430).

Les plus vulnérables face à cette situation sont les femmes et les enfants. Le séisme a exacerbé leur situation de vulnérabilité et on assiste aujourd'hui à une recrudescence de la violence. Il existe d'ailleurs une panoplie d'études sur la situation qui démontrent l'existence pré-séisme de la violence envers les femmes et les filles, et qui portent à penser que la relation de genre en Haïti était déjà imprégnée d'une forme de domination masculine.

D'après une étude réalisée par les Nations Unies sur les violences faites aux femmes en Haïti, le Rapporteur spécial indique que

la violence sexuelle, en particulier le viol, est un problème grave en Haïti. Le viol pour des raisons politiques [...] est devenu une pratique courante des bandes de délinquants [...] et est plus fréquent dans les quartiers les plus défavorisés à travers le pays (Rapport de l'ONU en Haïti, 2010 : 17).

Le taux de violences sexuelles est en hausse. D'après Isabelle Fortin et l'équipe de l'Unité de Recherche et d'Action Médico Légale (URAMEL), association de la société civile haïtienne, on assiste à une généralisation de ce type de violence sociale. Avant le 12 janvier 2010, les viols étaient déjà généralisés. La différence avec la situation actuelle est que les femmes sont plus vulnérables depuis le séisme, parce qu'elles se retrouvent dans la rue, fréquemment isolées de leurs familles et souvent sans réseau ni ressource. Le viol n'est considéré comme un acte criminel que depuis 2005, malgré le fait que la montée des violences sexuelles n'est pas un phénomène nouveau pour les femmes haïtiennes : « la violence sexuelle a connu une recrudescence entre 2004 et 2006 [...]. Le viol constituait une pratique courante, perpétrée par des groupes armés à l'encontre de toutes les catégories de femmes sans

distinction d'âge ou de classe sociale » (Joseph et Dongmo Kahou, 2011 : 10).

Avant le séisme, les cas d'agressions étaient fréquents et les femmes, par crainte de la stigmatisation qu'implique la dénonciation de l'agression, ne faisaient plus confiance au système judiciaire (UNWomen, 2011). Kerline Joseph et Paulette Flore Dongmo Kahou, fondatrices de Voix sans frontières, organisme québécois de défense des droits des enfants et des femmes au niveau local, national et international, soutiennent que suite au séisme, la carence de mesures de protection explique le manque de confiance des femmes dans le système judiciaire, et donc le silence des victimes de viols et leurs non dénonciations. Ce manque de confiance tire son origine des mœurs et coutumes, contribuant à banaliser les violences faites aux femmes. Ce qui explique aussi l'attitude passive de l'État haïtien qui peine à répondre aux besoins des femmes et ne fournit pas les ressources nécessaires en terme de justice et de survie (*Ibid*, 2011 : 13).

Tel que constaté précédemment, il y a encore peu de redistribution pour permettre de rétablir la justice sociale, et en ce sens, le problème social des violences faites aux femmes est encore en processus de reconnaissance. Ainsi, nous verrons dans les lignes qui suivent, un portrait de différents acteurs sociaux qui contribuent à la reconnaissance de ce problème social.

En somme, s'il faut appréhender la violence faite aux femmes comme un problème défini collectivement et faisant ainsi l'objet d'un débat public, alors : qui sont les acteurs prenant part au débat? Qui définit la violence? Et de quelles façons aborde-t-on la question de la violence faite aux femmes en Haïti? Plusieurs acteurs interviennent sur cette question en Haïti, provenant à la fois de la communauté internationale, comme l'ONU, de la communauté locale, comme les ONG haïtiennes et les groupes locaux de femmes, ainsi que des différents médias (inter)nationaux.

### 1.1.2 Conceptions des violences post-séisme faites aux femmes en Haïti et actions pour la reconnaissance

Depuis longtemps, les organisations internationales et les mouvements de femmes reconnaissent les inégalités et l'état de vulnérabilité que vivent les femmes, et même que le fait que celles-ci s'en trouvent marginalisées et que leurs besoins sont rarement satisfaits puisqu'ils sont invisibles. Une telle situation, selon St-Cyr et Susskind (2010) du MADRE tend à s'aggraver pendant les périodes de crise et de désastre.

#### 1.1.2.1 Les organisations féministes locales

Tel qu'évoqué précédemment, la reconnaissance d'un problème social implique nécessairement le regard de plusieurs acteurs et le fait que des organismes locaux s'y attardent. En Haïti, le mouvement des femmes est très actif et de nombreuses organisations locales de femmes, présentes bien avant le séisme, luttent contre les injustices envers les femmes. D'ailleurs, la fondation du premier groupe féministe haïtien (La ligue féminine d'action sociale) en 1934 marque le début des revendications du mouvement féministe. Celui-ci prendra ensuite un nouveau souffle avec la chute de Duvalier en 1986, après avoir été brimé dans sa liberté d'action pendant la dictature qui sévit pendant presque 30 ans. Ainsi, de 1986 à aujourd'hui, le travail des organisations féministes a permis une prise de « conscience timide » de la violence faite aux femmes, et a eu pour conséquence que les femmes dénoncent de plus en plus la violence qu'elles subissent (Louis, 2013). « Cette prise de conscience se traduit également par des actions de l'État, des organisations de la société civile, de la société en général. Le problème de la violence quitte un peu la sphère privée pour devenir une question de sécurité publique, l'affaire de tout le monde et pas seulement celle des femmes » (*Ibid* : 46).



Citons des organisations comme REFAKA (réseau de femmes des radios communautaires en Haïti) et d'autres organismes de femmes ou féministes comme Fanm Yo La, Enfofanm, SOFA et Kay Fanm. Tous sont impliqués, à différents niveaux d'intervention, dans la lutte contre les injustices vécues par les femmes, notamment la violence. Depuis mars 2010, plusieurs de ces organismes déploient davantage de services pour une meilleure prise en charge aux plans médical, psycho-social et légal (Rapport de l'ONU en Haïti, 2010). Particulièrement, SOFA et Kay Fanm qui :

ont été à l'avant-garde de la mise en place de structures d'accueil, d'écoute et d'hébergement des femmes victimes de violence, mais leurs ressources et leurs capacités face aux femmes qui ont besoin d'assistance sont nettement en deçà de la demande (Louis, 2013 : 47).

SOFA attribue les violences post-séisme faites aux femmes au manque de services, à l'impunité, à la stigmatisation des victimes de violences sexuelles et la défaillance du système judiciaire. Les militantes de cette organisation expliquent aussi que l'exclusion et la subordination des femmes puisent leurs racines dans un système patriarcal capitaliste, avec lequel l'État est incapable de rompre (Alterpresse, 2013).

Kay Fanm, organisme local qui travaille depuis plus de 25 ans avec les femmes victimes de violence, et qui prône la défense des droits des femmes haïtiennes, témoigne du manque de ressources et de l'inaccessibilité au personnel de soins de santé. Dans ce contexte de méconnaissance des droits généraux, en particulier des droits des femmes (étant donné l'absence de politiques publiques à l'égard de la violence faite aux femmes), les groupes locaux luttent pour une meilleure accessibilité à ces soins et dénoncent certaines situations d'injustice comme les agressions dans les camps (Kay Fanm). Dans cette perspective, poursuivons avec des auteurs de la communauté haïtienne qui recadrent la violence et l'insécurité dans un contexte historique et politique propre à Haïti, et teinté d'enjeux de pouvoirs

internationaux. Cette perspective sera aussi abordée comme une problématique d'insécurité humaine et sociale.

#### 1.1.2.2 La communauté scientifique haïtienne

Une étude dirigée par Marcellin (2011) explique le contexte des violences post-séisme à partir du concept d'insécurité. Elle offre une analyse qui se fonde sur l'ethnographie de la violence sociale en Haïti. Elle interroge en premier lieu la catégorisation des violences et offre une analyse à partir de la réponse de la communauté face à la violence.

La violence est considérée à la fois comme étant spécifique à Haïti et comme un exemple de problème généralisé dans les communautés. L'auteure introduit ensuite le concept de « connectivité » et son importance dans la catégorisation des formes de violences qui permet de comprendre de quelles façons elles sont inter-reliées et ont une influence les unes sur les autres. Le concept de continuité est essentiel pour faire le lien entre la violence d'avant et d'après le séisme en Haïti, et cela dans toutes ses composantes historiques (*Ibid*). À ceci, James (2010) ajoute qu'à l'origine des racines historiques, on retrouve notamment des conflits qui sont profondément ancrés et qui se sont construits à partir d'interactions entre les différents pouvoirs étrangers. Leur implication omniprésente, notamment en situation de crise sociale – quand l'État haïtien devrait se retrouver au cœur de la question d'(in)sécurité – domine dans la définition de la notion de sécurité en Haïti. D'ailleurs, celle-ci s'est fortement construite suite à l'inauguration d'un régime des droits humains formé par les Nations Unies (2010 : 15).

Marcellin explique que l'explosion des violences et des viols suite au séisme ne fait que mettre l'accent sur ce qui est en fait devenu une réalité normale pour les Haïtiens



au cours des dernières décennies. Ainsi, la continuité structurelle de la victimisation des femmes, à la fois en temps « normal » et en temps de « crise », met en lumière l'impunité dont jouissent ces crimes (2011 : 25). Il insiste sur le fait qu'il est primordial de bien cerner la continuité et la connectivité entre les formes de violences afin de mieux comprendre les réalités :

to grasp the historical continuity of violence in Haiti as well as the connectivity among its forms is important because, existentially, the ways through which social scientists compartmentalize other people's experience tends to obscure (*Ibid* : 2).

Les ruptures sociales découlent de l'incompréhension de la part des acteurs internationaux de la problématique et du manque d'implication de l'État haïtien dans ces questions relatives à sa population, et particulièrement aux femmes. Elles ont aussi comme conséquence de contribuer au contexte d'insécurité et à la construction d'identités de « victimes » basées uniquement sur la souffrance (James, 2010 : 23). En définitive, l'étude a permis de dresser de quelle façon, à l'intérieur d'une même communauté, la violence se construit de façon à devenir normalisée. La vulnérabilité des femmes se construit aussi à travers une violence qui est aussi économique et politique (*Ibid*).

#### 1.1.2.3 La communauté scientifique internationale

Dans un contexte de crise sociale comme celui d'Haïti, les représentations sociales se trouvent exacerbées et une partie de la population qui est touchée directement par les violences post-séisme, en l'occurrence les femmes, est perçue comme « victime ». Une situation post-séisme d'insécurité déclenche généralement une montée des pressions sociales et provoque une augmentation des violences envers les femmes dans les camps (Bartolomei et al., 2004). La disparition des repères normatifs réduit

au minimum la sécurité et ce qui était autrefois le quotidien se voit transformé. Les relations de genre s'en trouvent affectées, et les relations traditionnelles entre les hommes et les femmes sont exacerbées par l'état d'urgence de la situation. Dans le cas d'Haïti, ces relations caractérisées par la domination le sont davantage lors d'un désastre naturel (Doucet, échange courriel, 10 novembre 2010). Il y a certes une perte de repères de normes sociales et culturelles, mais Morrow (1999) rappelle que pour des acteurs de la communauté scientifique internationale cela s'ajoute aussi à une destruction des normes juridiques qui contribuent à rendre vulnérable une partie de la population.

Morrow (1999) et Enarson (2000) utilisent pour leur part le concept de construction sociale de la vulnérabilité. Le manque de ressources et de politiques sociales à la base de la vulnérabilité sociale amène à une marginalisation économique et sociale des femmes. La vulnérabilité sociale est construite à partir des représentations sociales, des conceptions des femmes et de leur rôle au sein de la société, ce qui influence directement la définition de la violence faite aux femmes en contexte post-séisme.

Dans une communauté, lors d'un désastre naturel, le système social étant déjà « genré », les rôles stéréotypés et les responsabilités spécifiques aux genres attribués aux femmes se voient accentués lors de « l'expérience sociale d'un désastre [traduction libre] » (Enarson, 1998 : 157). Ces responsabilités attribuées aux femmes contribuent à accentuer leur vulnérabilité et limitent leur accès aux ressources humaines, personnelles, économiques et matérielles. Les rôles attribués aux femmes influencent leur vie au quotidien et davantage lors d'une crise. D'après Enarson (2000), des variables historiques et culturelles peuvent créer des conditions sociales qui conduisent à la construction des relations de genres inégales limitant le pouvoir social des femmes. La violence faite aux femmes est une conséquence directe et marquante des relations de genres inégales et du manque de pouvoir social.

#### 1.1.2.4 Les ONG internationales

L'IRIN (2004), service d'analyses et de nouvelles humanitaires, se sert des termes « violence basée sur le genre » (VBG) pour décrire les violences qui visent certains groupes ou individus à cause de leur genre. La violence faite aux femmes est la forme la plus répandue de violation des Droits humains à travers le monde. Les violences peuvent se produire à la maison, dans la rue, à l'école, au travail, dans les abris de fortune et en temps de conflits. Elles peuvent prendre la forme de violences psychologique, physique, économique, religieuse et sexuelle. UNIFEM (Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, 2011) explique que les violences basées sur le genre amènent un nouveau cadre de réflexion permettant de mieux comprendre les violences faites aux femmes, en reflétant l'iniquité dans les relations de pouvoir entre les genres. Toutefois, contrairement à la vision du haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) qui stipule que toutes les VBG sont dirigées vers les femmes, UNIFEM est d'avis que tout acte contre une femme n'est pas nécessairement de la VBG et que les victimes de VBG ne sont pas que des femmes (IRIN, 2004).

Le HCR utilise le terme de « violence sexiste », tout en spécifiant que le terme « violences à l'égard des femmes » est aussi utilisé et est équivalent, puisque ces actes constituent une violation des droits fondamentaux de l'Homme en perpétuant des rôles stéréotypés, en portant atteinte à la dignité et en empêchant certains individus de se développer pleinement en tant qu'êtres humains. Ainsi, les termes violences envers les femmes « désignent les préjudices physiques, sexuels et psychologiques qui renforcent la subordination féminine et perpétuent le pouvoir et la domination masculins » (2003 : 10). Cette définition rejoint aussi celle reprise par la Concertation nationale contre les violences faites aux femmes (CONAP) en Haïti, qui propose la définition suivante : « tout acte de violence, fondé sur l'appartenance au sexe féminin, causant ou susceptible de causer aux femmes des dommages ou des



souffrances» (Alterpresse, 2011). La violence sexiste désigne tout acte de violence dirigé contre une personne ou un groupe à cause de son appartenance sexuelle. La violence contre les femmes, ainsi que la violence sexuelle sont des formes de violence sexiste. En outre, elle représente une forme de violence qui entraîne ou risque d'entraîner des conséquences aux niveaux physique, psychologique et sexuel. La violence sexuelle comprend l'abus et l'exploitation, et signifie tout acte, menace ou tentative à caractère sexuel qui risque d'occasionner des conséquences physiques, psychologiques ou émotionnelles (HCR, 2003).

Les violences post-séisme, selon la vision de différentes ONG, s'expliquent avant tout par le manque de sécurité. En effet, la plupart des agressions surviennent dans les camps de réfugiés, où les femmes et les filles vivent dans un climat de peur constant. Il y a un manque au niveau de la sécurité, devenue minimale, et le risque de violences sexuelles est très élevé, ce qui accentue la vulnérabilité des femmes. La violence envers les femmes est très présente et, pendant la dernière année, les organisations engagées contre les violences liées au genre ont dévoilé que « chaque semaine, des cas de viols leur étaient signalés dans les camps où elles mettaient en œuvre leurs programmes et que plus de la moitié des victimes étaient de jeunes filles » (Amnistie Internationale, 2011: 8).

Un journaliste de Human Rights Watch, organisme indépendant américain dédié à la défense et à la protection des droits humains partout dans le monde, rapporte que les conditions de vie sont imprégnées de manque d'intimité, et les structures familiales et communautaires affaiblies. L'emplacement des camps en Haïti n'est pas sécuritaire, les femmes manquant d'intimité doivent se laver et procéder à toute activité d'hygiène dehors, devant le regard des autres. De nombreuses femmes ayant perdu leurs proches vivent et partagent leur quotidien avec des étrangers. Ainsi, en situation d'urgence, les violences augmentent quand les structures normales sont détruites et que les femmes ont de la difficulté à satisfaire leurs besoins de bases comme l'eau, la



nourriture, un abri et l'hygiène (Grentholtz, 2010). Résultat : la violence se manifeste davantage et le plus souvent sous forme de violence et d'exploitation sexuelle.

Amnistie Internationale, dans un de ses rapports concernant la situation post-séisme en Haïti, met en évidence que « l'absence de sécurité et de maintien de l'ordre dans les camps et aux alentours a très fortement contribué à l'augmentation des agressions au cours de l'année 2010. Les victimes de viol considèrent que la réponse des policiers est inadaptée [...]. Elles ont relaté que lorsqu'elles sont allées demander de l'aide à la police, les policiers leur ont répondu qu'ils ne pouvaient rien faire » (2011 : 11). Les femmes et les filles se sentent menacées et se retrouvent en position de vulnérabilité face aux agressions, perdant ainsi toute confiance envers le système haïtien (*Ibid*).

Joseph et Dongmo Kahou expliquent que le noyau du problème réside dans une forme de banalisation de la violence, qui est ancrée profondément dans les mœurs et les coutumes, et se traduit par une impunité des actes criminels (2011 : 11). De manière plus générale, les auteures attribuent les violences pré et post-séisme à la grande pauvreté qui sévit dans le pays, dont les femmes et les enfants subissent le plus souvent les contrecoups. La pauvreté amène de toute évidence un manque de ressources et une réponse inadéquate aux besoins des femmes de la part du système de justice haïtien. Le séisme a laissé un écart encore plus grand entre les différentes structures, jumelé à une plus grande carence des ressources disponibles pour les besoins des femmes (*Ibid*).

Abondant dans ce sens, le Mouvement alternatif pour la reconstruction et la décentralisation (MADRE, 2010) avance que le contexte d'insécurité est lié à un manque de présence policière, manque de tentes et manque d'intimité, puisque les femmes et les filles doivent se laver en public. De plus, des femmes haïtiennes interviewées par Amnistie internationale (2011) suite au séisme témoignent d'une

réponse inadéquate des policiers en matière d'agressions sexuelles, de l'effondrement de la Loi et de l'ordre, et d'une distribution inégale de l'aide humanitaire.

En somme, pour les ONG, les violences faites aux femmes relèvent d'un manque de sécurité dans les camps et seraient liées à une réponse inadéquate du système judiciaire haïtien, des structures défaillantes voire même inexistantes, ce qui viendrait accentuer la vulnérabilité des femmes.

#### 1.1.2.5 L'État haïtien

De tous les acteurs, l'État haïtien est certainement le plus significatif dans la compréhension du débat au sujet de la violence faite aux femmes en contexte post-séisme.

D'abord, il faut souligner que le seul mécanisme institutionnel dans la lutte contre les violences faites aux femmes est la Concertation nationale contre les violences faites aux femmes, qui en est la principale structure en matière d'intervention et de suivi (Louis, 2013).

Le ministère à la condition féminine et aux droits des femmes en Haïti (MCFDF), créé en 1994 suite aux revendications montantes des organisations féministes, représente la structure sectorielle chargée de promouvoir et de faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes. Bien qu'il soit souvent remis en question et menacé de fermeture à chaque changement de pouvoir, le MCFDF<sup>3</sup> demeure un acquis important de la lutte des femmes (*Ibid*). D'après le MCFDF, les violences sont

<sup>3</sup> « En lien avec sa mission, un des axes du plan stratégique quinquennal (2006-2011) repris dans le plan d'action (2012-2013) du MCFDF est la conception, le développement et la mise en place d'une politique d'égalité des sexes. Cette politique gouvernementale vise l'ensemble des institutions étatiques et devrait donner lieu à la promulgation d'une loi en la matière » (Louis, 2013 : 47).

intimement liées au manque de sécurité et de ressources, et les mesures prises sont insuffisantes pour assurer la protection de la population, spécifiquement les fillettes et les femmes. En ce temps de crise, le MCFDF joue un rôle de soutien en apportant son appui aux organisations qui interviennent auprès des filles et des femmes. Toutefois, il semble y avoir une carence au niveau des propos de l'État haïtien sur les violences envers les femmes en contexte post-séisme. Certains acteurs reprochent à l'État haïtien de ne pas répondre aux besoins en matière de sécurité des femmes et des filles.

L'État haïtien est largement critiqué depuis longtemps, et davantage depuis le séisme, par différentes ONG (dont Amnistie Internationale et Oxfam) pour sa non-intervention et pour le fait qu'il n'arrive pas à répondre aux besoins des femmes en termes de sécurité et de protection. D'un autre côté, l'effondrement des structures et le déséquilibre de l'État l'empêchent d'élaborer et de mettre en place un plan pour intervenir dans les camps, puisque le séisme a détruit le peu de structures juridiques qui restaient, rendant les différentes institutions haïtiennes encore plus impuissantes. Un document d'Amnistie Internationale rappelle que « selon les termes du droit international relatif aux droits humains, l'État haïtien et ses agents sont responsables du maintien de la sécurité et de la protection dans les camps [...] » (2011 : 2). De façon plus spécifique, l'État doit assurer la protection des fillettes et des femmes contre toutes formes de violences. D'après le représentant du secrétaire général des Nations Unies pour les droits de l'Homme, Walter Kälin, le gouvernement haïtien doit remplir son mandat et assurer la sécurité dans les camps (*Ibid*).

L'État haïtien : faible ou inexistant?

Selon Daniel A. Holly, l'état haïtien est inexistant, il s'agit plutôt d'un "état de fait", résultat de l'inaction des détenteurs de pouvoirs d'état. En conséquence, l'intervention



étrangère comble ce vide (2011 : 27) et ainsi "la communauté internationale a décidé de prendre en charge directement l'administration d'Haïti, à la faveur du séisme du 12 janvier 2010" (*Ibid* : 29). L'élément contextuel contraignant dans ce constat sur l'État haïtien est le mouvement de l'économie mondiale, soit l'internationalisation de la production, ce qui fait que la vie nationale échappe de plus en plus à l'État (*Ibid* : 55).

De son côté, Corten (2011) dit de l'État haïtien qu'il est faible et qu'il n'est pas uniquement l'expression des multiples crises qui ont frappées le pays ces dernières décennies ni d'un sous développement, mais plutôt d'un effet de la transnationalisation précoce. Suivant cette analyse, il est opportun d'aller au delà de l'explication de l'ingérence par la faiblesse de l'État et par la corruption des dirigeants. La transnationalisation des "besoins nécessaires" collectifs et individuels joue un rôle de premier plan dans cette "faiblesse" de l'État, puisqu'elle « rend compte du fait que les demandes sociales [...] ne se formulent pas en direction de l'État » (*Ibid* : 198).

Par conséquent, l'aide internationale se donne le mandat de se substituer aux instances étatiques nationales en justifiant leurs pratiques par la faiblesse de l'État Haïtien, ce qui entraîne inévitablement une situation d'emprise presque entière des organismes extérieurs (Corten, 195).

la démission et l'absence de l'État ne sont que plus évidentes de ce fait, renforçant davantage dans l'imaginaire populaire l'image de "l'étranger", seul dispensateur des bienfaits, et seul administrateur efficace [...] l'initiative, dans ces domaines, appartient de plus en plus à l'étranger, son sort est décidé dans et par des organisations extérieures (Holly, 2011 : 55)

Il est toutefois de mise de se rappeler que la mise sous tutelle d'Haïti est antérieure au séisme. Cela met en place une conjoncture qui caractérise la faiblesse de l'État haïtien : « les responsabilités accrues du personnel dirigeant de l'ONH sur le terrain, les pouvoirs, les moyens dont ils disposent, la faiblesse de l'État haïtien et sa dépendance

financière de l'étranger en font un pouvoir dans l'État » (Holly, 2011 : 29).

La structure organisationnelle de l'État haïtien est déficiente puisqu'il n'existe pas de centralisation au niveau institutionnel à l'intérieur de cette structure, mais plutôt une coordination pour chaque administration (Holly, 2011 : 44). En revanche, la centralisation dite inutile, abusive et excessive se situe au niveau décisionnel et administratif. Ainsi, pour la communauté internationale, la fonction publique représente un enjeu politique et l'appareil bureaucratique un lieu à coloniser (*Ibid*).

#### 1.1.2.6 Les médias (inter)nationaux

Il est important de souligner que de façon générale, et particulièrement en temps de crise, les médias ont le devoir de traiter l'information et de la transmettre ensuite au grand public, ce qui représente un énorme pouvoir au niveau des représentations sociales et de la reconnaissance du problème social.

Suite au séisme, un média haïtien a dénoncé l'augmentation des violences faites aux femmes dans les camps et a illustré la sévérité du problème en citant les propos d'un rapport d'Amnistie Internationale (Haïti Libre, 2011). D'autres médias mettent de l'avant un discours de souffrance en exposant qu'en-dessous de la catastrophe naturelle, il y a un problème social longtemps ignoré qui est celui de la violence conjugale. Certains journaux internationaux<sup>4</sup> expliquent que le séisme a servi à mettre de côté ce problème social qui était déjà quasi invisible auparavant. De manière générale, les médias<sup>5</sup> qui relatent les événements soulignent la souffrance et la vulnérabilité des femmes. Ils rapportent que la carence des dispositifs de sécurité

<sup>4</sup> Voir notamment l'article de *La Presse* : « le fléau caché », en ligne :

<http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine>, consulté le 2 novembre 2011

<sup>5</sup> Voir notamment l'article du *Figaro* : « Haïti : « épidémie » d'agressions sexuelles », en ligne :

<http://www.lefigaro.fr/>, consulté le 2 novembre 2011

ajoute à cette vulnérabilité, et témoignent d'une hausse des viols dans les camps. De plus, un rapport de *Human Rights Watch* (HRW) (2011) confirme la hausse des viols et des enlèvements, et termine en rappelant l'augmentation du risque liée à l'évasion de 5400 prisonniers pendant le séisme. L'article signale que, dans un tel contexte, les femmes vivent dans la peur, mais aussi dans la honte face à l'impunité des crimes.

En somme, de ce que l'on a pu constater, certains acteurs médiatiques conçoivent le problème des violences post-séisme faites aux femmes comme une situation de vulnérabilité qui a été accentuée par le manque de dispositifs de sécurité, tandis que d'autres soulèvent des conditions sociales, économiques et politiques pré-séisme qui ont contribué à maintenir les femmes dans cette position de vulnérabilité.

Lors du séisme, quand les médias internationaux sont arrivés en Haïti aux côtés des équipes des différentes ONG internationales, ils se sont empressés de remplir leur mandat et de rassembler l'information afin de la diffuser au grand public. Le principe de la publicité, c'est-à-dire de rendre visible, « constitue une source de pouvoir et ce pouvoir médiatique critique est basé, sur la technologie des communications de masse » (Habermas, 2006 : 419), où le citoyen a la possibilité de revoir cette opinion.

Toutefois, ce cadre proposé par Habermas et sa conception « traditionnelle » de l'espace public ne semblent plus adéquats dans les sociétés d'aujourd'hui avec l'évolution constante des technologies de l'information et des communications (TIC). Ce qui amène quelques questionnements : de quelle façon l'espace public est-il défini? Qui sont les acteurs qui occupent aujourd'hui l'espace public? La conception de la construction d'opinion publique d'Habermas est remise en cause par une notion d'espace public élargi et une participation citoyenne qui fait usage grandement des TIC. En effet, « l'espace public coïncide aujourd'hui de plus en plus largement avec l'espace social et symbolique circonscrit par les médias et les technologies de l'information de la communication » (Proulx et Breton, 2006 : 191). L'espace public



est alors plus accessible aujourd'hui et la participation citoyenne s'est élargie à une plus grande partie de la population. Les acteurs « élites » ne sont plus les seuls détenteurs du pouvoir social, qui semble être accessible à une plus grande proportion d'individus, grâce notamment au web 2.0, communément appelé les médias sociaux. De ce fait, chaque individu peut participer à la vie politique et à travers ses actions, ses paroles, il a la possibilité de contribuer à la construction de l'opinion publique (Arendt, 1996 et Habermas, 2006). On peut alors se demander : dans un contexte de violence post-séisme en Haïti, de quelle façon les femmes et groupes de femmes prennent-ils place dans l'espace public dans le but de contrer la violence faite aux femmes? Quelles actions leur permettent de faire entendre leur voix ?

## 1.2 Les pratiques sociales médiatisées sur le web comme stratégie politique de groupes de femmes haïtiennes pour contrer les violences post-séisme.

Les groupes de femmes reconnaissent depuis longtemps que la violence faite aux femmes est un problème qui mérite d'être considéré de plus près et de poser des actions pour le contrer. Depuis le séisme, les efforts des groupes de femmes se sont multipliés et de nombreuses organisations mettent en place des actions pour lutter contre la recrudescence des violences dans les camps de déplacés. Dans le cadre d'un espace public élargi grâce au web, quelles actions sont rendues visibles? Quels moyens peuvent accélérer leur visibilité? Les pratiques sociales élaborées par les groupes locaux de femmes sont aujourd'hui influencées par la mouvance d'usages du web. La section suivante aborde la médiatisation des pratiques sociales comme stratégie politique des groupes de femmes pour contrer les violences post-séisme, l'influence du web sur les pratiques sociales et les usages des TIC dans la diffusion d'une pratique.

### 1.2.1 Action collective et visibilité dans l'espace public

Dans un but de transformation sociale, des individus, des citoyens et des organisations se rassemblent afin de coordonner leurs actions. En effet, les gens se mobilisent pour relayer leurs témoignages dans le but d'interpeler les acteurs de la sphère politique. La mobilisation peut prendre différentes formes, telles que : débat, pétition, manifestation, usage des médias pour passer un message, etc. Dans la mise en forme de l'action collective, l'espace public qui représente non pas un lieu mais plutôt une démarche (Pelchat, 2010) « est aussi un processus de délibération dont l'issue est la reconnaissance [...] » (*Ibid* : 121). La visibilité du message dans un but de reconnaissance est donc jugée primordiale dans la construction du problème social. De plus, aujourd'hui, avec l'évolution des outils de l'information et de la communication médiatique, « les moyens de communication décuplent notre univers de perception et d'action, ils ouvrent un champ de possibilités nouvelles auparavant insoupçonnées » (Voirol, 2005 : 15).

Le web 2.0 joue un grand rôle dans la production informationnelle et influence les stratégies politiques. Son fondement repose sur la notion participative de réappropriation et de libération de la parole de chacun, en créant des espaces alternatifs où certains, autrefois ignorés de la place publique, sont maintenant amenés à participer. À cet effet, Ngirumpatse et Rousseau établissent les défis d'un tel changement social : « dans quelle mesure peut-on ouvrir dans l'espace public médiatique des espaces de parole [...] qui soient à la fois des lieux de dénonciation du singulier et du collectif, et des espaces de dialogue et de médiation entre les voix des différents acteurs sociaux, y compris celles qui sont normalement dans le silence? » (dans Cardon et Granjon, 2010 : 140). Ce qui sera exploré à travers ce travail est la médiatisation de l'action collective des groupes de femmes haïtiennes en question, comme stratégie de visibilité dans le but d'explorer si celle-ci permet de co-construire de façon subjective le sens de la pluralité des voix. D'autant plus que les stratégies de

visibilité sont fortement influencées par l'évolution des TIC et particulièrement de son courant alternatif qui rend possible une nouvelle forme de participation dans l'espace public qu'est le web.

L'évolution historique des médias alternatifs s'est transformée au cours des décennies grâce à différents événements historiques et technologiques marquants. À travers son mouvement de transformation, la conception d'alternatives médiatiques s'est transformée avec l'apparition de réseaux télématiques et d'Internet comme support d'échange et de communication. Cette transformation qui se produit à l'ère d'Internet soulève une participation citoyenne nouvelle, où « l'information devient une production interactive » (Cardon et Granjon, 2010 : 82), et cette évolution des médias « permet d'étendre considérablement les interactions à travers le temps et l'espace. Les acteurs accèdent désormais à la connaissance d'événements délocalisés de manière quasiment instantanée. Cette médiatisation et cette despacialisation croissante libèrent des contraintes de la co-présence et conduisent à un élargissement de la visibilité » (Voirol, 2005 : 15).

Par l'usage des TIC et du web, la liberté de parole et le droit à la discussion deviennent un moyen de contrer les médias dominants qui « *confisquent la parole* ». Dans le but de redistribuer la parole, les médias alternatifs créent de nouveaux espaces pour faire place à la subjectivité du public. En ce sens, Cardon et Granjon ajoutent que « la diversité des sources d'informations est étroitement liée au fonctionnement de la démocratie » (2010 : 105), dans un monde post-moderne où les espaces publics de la société moderne tendent à disparaître (Hadt et Negri, cités dans Cardon et Granjon, *Ibid*).



### 1.2.2 Étudier l'action médiatique de groupes de femmes face au déni de reconnaissance des violences post-séisme envers les femmes en Haïti

Les moyens utilisés pour mettre en œuvre des actions pour contrer les violences faites aux femmes évoluent, et ce, entre autres, en fonction du courant technologique existant. À la lumière de cela, l'injustice des violences envers les femmes en Haïti fait l'objet d'une lutte pour les groupes de femmes depuis longtemps et les actions se sont multipliées depuis le séisme. Selon Axel Honneth (2004), un déni de reconnaissance de l'injustice que représentent les violences envers les femmes est considéré comme une forme de mépris puisqu'il agit comme obstacle à la réalisation de soi. Cet angle s'intéresse aux actes par lesquels on confirme (ou non) la valeur sociale d'un individu ou d'un groupe. Partant de ce constat, les pratiques sociales médiatisées pour contrer les violences faites aux femmes seront d'abord abordées comme une lutte pour une reconnaissance sociale du problème et seront par la suite recadrées dans une analyse plus large de justice sociale.

Au terme de cette revue de littérature, ce projet de recherche a pour but de contribuer à l'avancement des connaissances de l'action collective en travail social, en proposant une exploration des pratiques sociales médiatisées et en apportant une analyse descriptive des types d'actes locutoires et illocutoires élaborés par les groupes de femmes haïtiennes pour contrer les violences post-séisme sur le web.

La question qui oriente la recherche se formule comme suit : quelles sont les pratiques sociales médiatisées des groupes de femmes pour contrer les violences post-séisme en Haïti ?

Cette recherche a pour but d'explorer les pratiques sociales médiatisées de deux groupes locaux de femmes, soient Kay Fanm et SOFA, concernant les violences post-séisme à l'égard des femmes en Haïti. Pour ce faire, nous aborderons dans un premier temps les questions et objectifs spécifiques de recherche. Dans un second temps, le

type de recherche privilégié sera exposé, puis nous présenterons l'ancrage épistémologique théorique ainsi que méthodologique, pour finalement amener la démarche détaillée de la méthodologie.

## CHAPITRE II

### PRATIQUES DE MISE EN VISIBILITÉ POUR LA JUSTICE SOCIALE

Les groupes locaux de femmes haïtiennes sont depuis longtemps engagés dans une lutte afin de contrer les violences faites aux femmes. Depuis le séisme, les actions se sont multipliées, et ce, toujours dans le but de dénoncer les violences et de mettre fin à ce problème social. Les actions élaborées nécessitent en retour une reconnaissance de la part de l'ensemble de la société, notamment de la part des acteurs politiques. Nécessairement, cette reconnaissance doit être articulée avec une redistribution des ressources. C'est en effet à travers la reconnaissance sociale d'une réalité que la transformation sociale est possible.

Dans ce contexte, le présent chapitre a pour objectif d'apporter un cadrage théorique et d'exposer les concepts de reconnaissance et de redistribution; celui-ci expliquera effectivement l'enjeu qui oriente les pratiques sociales des groupes de femmes, visibles sur le web. Les auteurs Axel Honneth et Nancy Fraser ont animé théoriquement le schème explicatif retenu pour ce projet de recherche. Ce schème permettra d'analyser les pratiques sociales (ici comprises comme des actes langagiers) et de les qualifier selon qu'elles ont un but de redistribution et/ou de reconnaissance.

Dans un premier temps, nous décrirons le projet d'Axel Honneth (2008) de lutte pour la reconnaissance afin de pouvoir introduire le concept de mépris, conséquence de la non-reconnaissance des violences faites aux femmes dans ce contexte post-séisme. Puis, les limites de la reconnaissance sociale dans l'application à l'objet de recherche seront exposées. Nous replacerons alors le principe de reconnaissance comme principe de justice, ce qui nous amènera à présenter le déni de reconnaissance de Fraser comme une forme de mépris envers les femmes haïtiennes. Le concept de redistribution sera ensuite exposé au même titre que la reconnaissance dans la



constitution de la théorie de la justice sociale. Finalement, nous aborderons la pratique sociale médiatisée via le web comme outil de visibilité afin d'obtenir une reconnaissance et une redistribution des ressources.

## 2.1 Le déni de reconnaissance de la violence faite aux femmes en contexte post-séisme : du mépris à l'injustice envers les femmes haïtiennes.

Les violences post-séisme faites aux femmes tardent à être reconnues comme problème social, et les groupes de femmes haïtiennes luttent pour contrer cette réalité. Deux explications théoriques sont envisageables pour expliquer cet état de fait. La première étant qu'en présence d'un déni de reconnaissance, le problème des violences faites aux femmes est, selon Axel Honneth (2008), un mépris envers celles-ci. La deuxième, avancée par Nancy Fraser, conçoit le déni de reconnaissance du problème social comme une non-reconnaissance mais aussi injustice articulée à la redistribution des ressources.

### 2.1.1 La théorie de la reconnaissance sociale d'Axel Honneth

Le projet théorique de lutte pour la reconnaissance d'Axel Honneth (2008) vise à joindre la dimension descriptive d'une théorie de la reconnaissance à celle d'une dimension prescriptive morale. La théorie de la reconnaissance sociale fait référence à une certaine sensibilité morale et se fonde sur trois formes de reconnaissance : l'amour, le respect et le traitement équitable au niveau de la Loi. La reconnaissance amoureuse est la forme de reconnaissance primaire, qui se construit dans les rapports intersubjectifs menant à la confiance en soi. Sans cette forme de reconnaissance, les autres ne peuvent entrer en fonction. Ensuite, une reconnaissance au niveau juridique est un présupposé selon lequel chaque individu est égal devant la Loi. Finalement, ces

deux conditions rendent possible une forme d'estime sociale qui s'opérationnalise à travers les liens de solidarité. En somme, l'amour, le respect, le droit et la solidarité permettent de réguler les rapports interpersonnels. Un manquement à l'une de ces expressions de la reconnaissance est considéré comme un mépris à l'égard d'un individu ou d'un groupe (Honneth, 2008). Il existe une forme de dépendance au monde social par laquelle les rapports à soi se construisent à travers l'Autre. L'identité d'un individu ou d'un groupe se confirme à travers le regard d'autrui et se réalise notamment par des actes qui vont en confirmer la valeur sociale. Étant donné que la subjectivité d'un individu est intersubjectivement vulnérable, la lutte pour la reconnaissance doit être comprise comme un processus de formation du rapport à soi qui s'effectue à travers l'approbation d'autrui (Honneth, 2004).

Ce sont donc trois principes à valeurs égales qui représentent le fondement de la théorie d'Honneth, théorie qui ouvre vers une forme d'autonomie individuelle. Dans le cadre de ce mémoire, le déni de reconnaissance des violences faites aux femmes en Haïti occasionne une dépréciation d'un point de vue identitaire et empêcherait les femmes de s'épanouir et de se réaliser pleinement. En effet, les besoins, les droits et la contribution à la société de chaque individu doivent être reconnus de façon équitable. Les femmes doivent avoir une chance égale de pouvoir se réaliser, à travers une participation paritaire qui fait référence aux conditions de reconnaissance (Honneth, 2004).

### 2.1.2 Limites de la théorie de la reconnaissance sociale selon Nancy Fraser

Toutefois, dans un contexte où les inégalités prévalent, comme c'est le cas à Haïti, la reconnaissance se doit d'être réhabilitée. La seule reconnaissance de l'identité des femmes, longtemps méprisée, n'offre pas de solution aux situations d'injustice plus complexes. Pour y répondre, il faut dépasser la recherche d'une justification morale et

l'aborder sous l'angle de la justice, puisqu' « en raison du pluralisme ambiant, il est impensable de produire une conception du bien ou de l'accomplissement personnel qui soit universelle ou qui s'impose d'emblée » (Fraser, 1998 : 19). C'est à cette limite qui fait la promotion de l'autonomisation individuelle par la reconnaissance identitaire que se bute la théorie de la reconnaissance d'Axel Honneth. Comme le spécifie Nancy Fraser (1998), il n'est pas possible d'arriver à une justice sociale, si le paradigme de la reconnaissance se pense de façon isolée. Or, elle suggère que la question de la reconnaissance soit moins centrée sur le soi, et, pour y répondre, aborde un deuxième pôle, qui est celui de redistribution :

il faut surtout bien comprendre que dans presque tous les cas d'injustice sociale, la violence, l'offense ou l'injure commise participe d'un manquement flagrant aux objectifs de redistribution et de reconnaissance identitaire, [...] qui ne pourra jamais être rédimé entièrement si l'on investit que sur un seul vecteur d'injustice (Fraser, 1998: 17).

Partant de ce constat et considérant la portée sociale, juridique et politique du discours qui émerge des pratiques sociales des groupes de femmes, il est essentiel que celui-ci soit orienté vers une vision plus large de justice sociale, en abordant le problème des violences post-séisme comme une injustice plutôt que comme un mépris. Nancy Fraser propose d'analyser un problème social dans une perspective globale, en développant une approche intégrée qui comprend aussi bien la dimension de la reconnaissance identitaire que celle de la redistribution matérielle.

### 2.1.3 Recadrage du concept de reconnaissance par Nancy Fraser

Ainsi, Fraser réoriente le concept de reconnaissance à l'intérieur d'une lutte plus large, dans une perspective déconstructiviste tout en mettant de l'avant une conception duale de la justice sociale fondée sur l'articulation des dimensions de reconnaissance et de



redistribution. L'auteure reproche à la théorie d'Axel Honneth de vouloir opposer les concepts de reconnaissance et de distribution. En conséquence, la place accordée à la lutte pour la reconnaissance entraînerait une menace à la lutte pour la redistribution. La reconnaissance dépasse les limites de l'identitaire pour atteindre une reconnaissance aux plans culturel, économique et politique (Fraser, 2005). Elle explique que pour atteindre une réelle justice sociale, les principes de reconnaissance et de redistribution doivent être actualisés (*Ibid*). Selon cette perspective théorique, le concept de reconnaissance doit être perçu comme un principe de justice. Il se réalise grâce à la parité de participation, aux plans social et politique. Afin d'assurer celle-ci, une distribution équitable des ressources s'avère essentielle, afin d'augmenter la capacité d'agir de certains groupes dits « marginaux » (Pelchat, 2010).

La parité de participation nécessite deux conditions. La première condition, qualifiée d'objectif préalable, est de s'assurer d'une distribution équitable des ressources matérielles. La seconde, qualifiée d'« intersubjective », implique une forme de reconnaissance identitaire, garantie par la norme culturelle institutionnalisée (Fraser, 1998 : 24). En cas de manquement de l'une ou de l'autre, voire des deux, une solution doit être trouvée afin de satisfaire les critères de base de la participation paritaire. Une approche satisfaisante doit inclure à la fois la reconnaissance identitaire/culturelle et la (re)distribution relevant de la politique économique (*Ibid* : 26). La lutte pour la reconnaissance d'une identité spécifique devient aussi une lutte pour l'obtention d'un statut de partenaire à part entière dans la sphère sociale. Dans un espace public qui se veut plus « moderne », la question de la revendication identitaire se déplace alors vers une revendication statutaire (Perrault, 2011). L'arrimage entre ces deux paradigmes représente néanmoins un enjeu majeur dans l'atteinte d'une société juste et équitable.

La construction d'un monde plus égalitaire se réalise sur la base de la parité, notamment celle de la participation dans la sphère sociale. Dans la poursuite d'un monde juste et égal, un égal accès à la parole doit être garanti, afin de permettre aux

femmes et aux groupes de femmes d'obtenir, par l'interaction sociale, une forme de reconnaissance, d'émancipation et de pouvoir d'action (Pelchat, 2010 : 116). Dans un processus de co-construction d'un monde plus égalitaire, les nouveaux espaces offrent aux groupes de femmes une opportunité d'accéder à l'espace public, malgré l'instrumentalisation des savoirs dans les sociétés contemporaines (Habermas, 2006). Il s'agit aussi de profiter de ces moments privilégiés, où la prise de parole est possible et donne corps à l'espace public. La prise de parole, pour Hansotte « constitue l'un des différents moments par lesquels passe généralement la construction d'un espace public [...], qui (espace public) est aussi un processus de délibération dont l'issue est la reconnaissance [...] » (2002, cité dans Pelchat, 2010 : 121).

La prise de parole des femmes dans l'espace public renvoie à un pouvoir d'action individuelle. La liberté de parole est en ce sens un outil d'« empowerment » et leur donne accès à une forme de reconnaissance. Dans ce cas, l'autonomie devient une simple étape de réalisation de soi. La reconnaissance sociale à elle seule a ses limites, car elle ne suffit pas à l'atteinte de l'autonomie. D'après Nancy Fraser (2004), cette conception est un piège : celui de la psychologisation. Selon elle, la seule reconnaissance identitaire ne se concrétise pas dans le processus de mobilisation sociale. La reconnaissance de l'Autre étant individualiste, le principe de la reconnaissance de soi ne permet pas d'arriver à une réelle justice (*Ibid*). L'accent est mis sur la capacité d'agir de chacun, le but étant pour l'individu d'arriver à une certaine prise de conscience personnelle. En effet, une reconnaissance uniquement identitaire rend impossible l'action collective dans une société. Il est donc nécessaire que la redistribution et la reconnaissance coexistent dans une visée de justice sociale.

#### 2.1.4 Redistribution et reconnaissance : deux concepts indispensables dans une visée de justice sociale

Les deux concepts proposés par Fraser, redistribution et reconnaissance, dépassent les frontières conventionnelles car ils offrent à la fois une analyse déconstructiviste et une approche alternative aux injustices sociales. Elle distingue les deux concepts en fonction des solutions qu'ils apportent à une injustice.

La redistribution met en avant des solutions qui font appel à une réorganisation socio-économique, tandis que le remède proposé par la reconnaissance identitaire réside dans des changements d'ordre symbolique ou culturel (Fraser, 1998 : 13). En effet, une situation d'injustice se situe quelque part entre les deux pôles que sont la reconnaissance et la redistribution. Compte tenu de ce caractère hybride de l'injustice sévissant en Haïti, une complexification d'ordre conceptuel s'opère entre les deux pôles et nécessite de repenser notre façon d'analyser les injustices vécues aux plans individuel et collectif.

En ce qui concerne la situation haïtienne post-séisme, la lutte que les femmes mènent pour leur survie est une situation qui révèle une carence au niveau de la redistribution. Depuis le séisme, les inégalités se sont accentuées et la situation socio-économique est déplorable. À titre d'exemple, lors des campagnes de distribution de nourriture, ce sont les hommes, « plus forts », qui en récoltèrent principalement les bénéfices. Les femmes, qui devaient nourrir leur famille, n'y avaient pas accès. Puisqu'elles cherchent à survivre et à subvenir aux besoins de leur famille, elles ont pu être contraintes à échanger un acte sexuel contre l'obtention de ressources. Ce que l'on appelle « sexe de survie » est une stratégie déployée par les femmes qui s'engagent dans un échange sexuel dans le but d'obtenir des ressources ou de l'argent. Ces situations se produisent la plupart du temps entre une femme et une personne en position d'autorité dans les camps, comme les responsables de la distribution de biens



ou de services (MADRE et al., 2010). Les violences physiques et sexuelles que vivent certaines femmes peuvent s'expliquer par le fait

qu'il s'agit là d'offenses, d'actes d'injustice attribuables au manque de respect de la nature particulière de la femme et de l'univers féminin. Reconfigurer ou améliorer les seuls mécanismes de redistribution ne saurait suffire à mettre un terme à ces pratiques ; la solution doit venir aussi du côté de la reconnaissance identitaire (Fraser, 1998 : 16).

Des changements doivent être apportés tant au niveau des structures économiques qu'à celui des normes culturelles dominantes ; ce qui justifie une approche bicéphale tenant compte des deux dimensions (*Ibid*). Pour combattre les inégalités sociales, la redistribution ne suffit pas ; elle doit être combinée à la reconnaissance, et ce, sur des bases de parité et d'égalité.

Il s'avère alors nécessaire d'agir sur l'injustice pour amener les citoyens à s'impliquer, et cela, en soulevant la question de la participation et de l'accès des femmes au débat public et aux prises de décisions, ainsi que la question des moyens et des ressources disponibles pour y parvenir. La parité de participation se heurte aux limites relatives à son actualisation dans l'espace public, étant donné la difficulté à créer des espaces de paroles plurielles, ainsi que la nécessité de penser les inégalités statutaires (Ngirumpatse et Rousseau, 2011). Pour ce faire, ces inégalités « doivent être situées dans un ordre social plus global, qui met de l'avant des représentations de l'autre [...] » (*Ibid* : 142).

En somme, le concept de reconnaissance doit dépasser les principes des politiques traditionnelles de l'identité et proposer un changement symbolique et/ou culturel. Celui de redistribution doit dépasser les limites de la politique des classes conventionnelles et proposer comme solution une restructuration économique (Fraser, 2004 : 4). La combinaison de ces deux concepts permettrait une meilleure représentation des groupes marginalisés, par la prise en compte globale de la

complexité des injustices vécues par les femmes haïtiennes. À défaut de ne pas allier la reconnaissance et la redistribution, l'idéal de justice risque de ne pas être atteint, certaines inégalités risquent de persister et les élites risquent de conserver le pouvoir. L'actualisation de la parité de participation implique de tenir compte à la fois des conditions objectives et « intersubjectives » (*Ibid* : 18). Elle implique la distribution de ressources matérielles afin que les groupes de femmes haïtiennes puissent exercer leur liberté de parole, et pour qu'ils aient la possibilité de définir eux-mêmes les inégalités vécues et faire reconnaître les violences post-séisme.

#### 2.1.5 L'action de mise en visibilité par les groupes de femmes haïtiennes dans l'espace public comme lieu privilégié de l'actualisation de la parole

Il advient ainsi que l'espace public est le lieu où les groupes locaux de femmes se mobilisent et dénoncent, par leurs actions, les violences faites aux femmes dans ce contexte post-séisme. Aujourd'hui, l'espace public est investi par une diversité d'acteurs issus de toutes les sphères et se voit redéfini. L'espace public médiatique est de plus en plus large et, face au rôle privilégié qu'occupent les médias, il devient primordial d'ouvrir de nouveaux espaces afin de permettre aux groupes de femmes haïtiennes de remettre en question les structures sociales et de devenir leur propre médias.

Dans cet espace public, l'action n'est possible que dans l'interaction avec les autres, et implique nécessairement une participation sur des bases paritaires dans toutes les activités de la sphère politique, et ce, de façon inclusive. La liberté de chacun doit être assimilée comme une démarche politique et sociale, et non comme une fin en soi, car « dans l'expérience de la liberté, la liberté et la politique sont identiques, et partout où cette liberté fait défaut, il n'y a pas non plus d'espaces politiques au sens propre » (Arendt, 1996 dans Duval, 2008 : 92).

En somme, c'est à travers la possibilité d'action que se construit l'être politique. Et cette action prend place dans un lieu d'actualisation, l'espace public (Arendt, 1996), qui est aussi le lieu de délibération et d'investissement des organisations féministes en Haïti. Être libre n'est possible que dans la pluralité de nos interactions avec les autres et ne se réalise que sur des bases égalitaires où il est possible de communiquer son unicité. Ainsi, le double caractère d'égalité et de distinction de la pluralité est « ce qui en fait la condition fondamentale de l'action et de la parole » (Duval, 2008 : 87). C'est donc à travers le « parler ensemble » que la condition humaine de pluralité s'actualise, puisque « le langage permet aux humains de vivre ensemble et de rendre leur monde commun intelligible » (*Ibid* : 88).

## 2.2 La pratique médiatisée sur le web comme action de visibilité à des fins de reconnaissance

Il y a apparition de nouveaux dispositifs de participation qui dépassent les formes « classiques » d'action et d'engagement militant dans l'espace public, et qui se veulent davantage inclusifs puisqu'ils ouvrent sur d'autres formes de prise de parole (Monnoyer-Smith, 2011 : 159). En ce sens,

il y a des liens assez clairs entre les dispositifs participatifs (leurs structures et leurs caractéristiques sociotechniques), la configuration de l'espace public médiatique au sein duquel émergent des problèmes publics selon une rhétorique spécifique et les conditions sociopolitiques d'accès aux dispositifs participatifs (*Ibid* : 161).

De plus, il importe de réfléchir aux effets structurants des technologies tout « en gardant à l'esprit que les technologies sont construites dans des rapports sociaux au sein desquels se négocient des enjeux sociaux et politiques » (Proulx et Goldenberg, 2011 : 102). Les pratiques sociales des groupes de femmes haïtiennes évoluent à l'intérieur d'un contexte social, balisé par de nouveaux dispositifs participatifs.



### 2.2.1 Les pratiques sociales médiatisées comme forme de reconnaissance

Dans cette lutte que mènent les groupes de femmes haïtiennes, un discours se construit. Ce message perceptible dans l'espace public donne accès à une forme de visibilité et lui permet d'exister socialement. La médiatisation des pratiques sur le web est une façon pour les groupes de femmes d'accéder à une reconnaissance sociale. Ainsi, pour être reconnue, une « connaissance » doit recevoir une forme d'expression publique ; un caractère performatif est inhérent à l'acte de reconnaissance (Honneth, 2005). Pour qu'il y ait une reconnaissance des violences post-séisme, il doit y avoir une exposition des actes discursifs des groupes locaux de femmes. Le désir de reconnaissance se traduit par la visibilité des pratiques de ces groupes dans l'espace public haïtien, sous toutes ses formes, et particulièrement celle du web. Ainsi, la reconnaissance nécessite l'implication d'actes de langage à caractère performatif (Butler, 2004).

Dans un but de mise en visibilité des pratiques sociales, les usages, notamment des outils d'Internet, deviennent un levier de changement social.

Toutefois, la mise en visibilité des pratiques sociales sur le web ne suffit pas à elle seule pour arriver à un changement social. La reconnaissance sur le web doit être avant tout accompagnée d'une distribution équitable des ressources communicationnelles, afin d'assurer une accessibilité aux outils des TIC.

### 2.2.2 La visibilité comme condition d'accès à la reconnaissance

L'obtention d'une reconnaissance sociale est nécessaire pour que le discours des groupes de femmes acquière une certaine légitimité, et par le fait même, mette en lumière le problème social. Ainsi, la visibilité des pratiques dans l'espace public

permettrait une reconnaissance sociale du phénomène des violences post-séisme. Suivant la logique d'Honneth (2005), un acte acquiert son caractère performatif lorsqu'il est publicisé. Sinon, celui-ci reste invisible aux yeux du public. D'ailleurs, l'invisibilité n'est pas définie comme une non-présence physique, mais plutôt comme une non-existence au sens social du terme (*Ibid*). L'invisibilité, c'est « voir à travers l'autre » et se situer dans un rapport de domination. La visibilité, c'est passer de la « non-perception » à la « perception », la reconnaissance se produisant lors du passage du « concept négatif d'invisibilité au concept positif de visibilité » (*Ibid* : 44). Rendre visible une pratique sociale va au-delà de ce qui est de l'ordre de l'identification individuelle, puisque « contrairement à la connaissance, qui est un acte cognitif non public, la reconnaissance dépend de médias qui expriment le fait que l'autre personne est censée posséder une « valeur » sociale » (*Ibid* : 45).

Les groupes de femmes se mobilisent autour de la question des violences post-séisme à l'égard des femmes. Cela reflète une responsabilité individuelle et collective qui est primordiale à la construction du bien commun qui nécessite à la fois une prise de conscience et une mobilisation, afin de modifier les conditions de vie et de s'assurer que tout citoyen est inclus dans cette lutte pour l'atteinte d'une véritable justice.

On peut alors se demander de quelles façons les groupes de femmes mettent en place des actions, s'approprient et occupent l'espace public (web) sachant que ces espaces sont assez restreints et dominés par les détenteurs du pouvoir ? Par quels moyens rendent-elles leur message visible ? Ces interrogations nous orientent vers une question plus générale : quelles sont les pratiques sociales relatives aux violences post-séisme que les groupes de femmes haïtiennes rendent visibles dans l'espace public (web) ? Qu'est-ce qui est rendu visible sur le web par des groupes de femmes haïtiennes ? Et quels actes langagiers ont-ils produits ?

À l'intérieur du prochain chapitre, nous élaborerons une méthodologie pour répondre

aux questions et aux objectifs de la recherche et exposer les méthodes privilégiées qui permettront de répondre à ces questions.



### CHAPITRE III MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

Qu'est-ce qui est rendu visible sur le web par des groupes de femmes haïtiennes? Et quels actes langagiers ont-ils produits? Voilà les deux sous-questions qui animent notre recherche et que nous avons cadrées théoriquement. De fait, cette mise en visibilité sur l'espace public qu'est le web et ce, dans une visée de justice sociale face au problème de violences post-séisme 2010 commises envers les femmes en Haïti, sous-tend des explications théoriques tant sur le plan de la reconnaissance que des conditions d'accès aux ressources.

Aussi, pour répondre à ces questions, il est nécessaire de rendre compte du dispositif d'analyse de nos résultats de recherche et de son ancrage épistémologique et éthique.

Pour ce faire, l'ethnographie web est la méthodologie de recherche employée. Deux méthodes se complètent. La première méthode permet de procéder à une cartographie des pratiques médiatisées par les deux groupes de femmes haïtiennes à l'étude. Les deux études de cas étant le groupe Kay Fanm et le groupe SOFA. Puis, l'analyse de discours est employée afin de rendre compte de leurs actes langagiers locutoires et illocutoires à titre de pratiques sociales médiatisées sur le web. De fait, ces méthodes d'analyse des résultats s'inscrivent dans une épistémologie dite de l'interactionnisme symbolique où les interactions sociales, voire communicationnelles, sont au cœur même des préoccupations de recherche. Enfin, bien qu'il ne fût pas nécessaire d'obtenir une certification éthique, et nous verrons pourquoi, certaines préoccupations éthiques méritent d'être mentionnées.

### 3.1 Analyser les pratiques sociales médiatisées

Les pratiques sociales médiatisées des groupes de femmes haïtiennes sont déployées comme stratégie de visibilité, afin d'exercer une forme de pouvoir qui puisse mettre fin à l'injustice des violences post-séisme faites aux femmes. Cet acte devient, par le fait même, un acte politique, dès lors que des personnes se rassemblent dans le but de faire reconnaître cette injustice aux niveaux social, politique, judiciaire, juridique et économique. De ces actions transparaît une volonté collective de changer les choses en intervenant dans leur monde commun (Duval, 2008 : 90). Les actions des groupes de femmes, ayant pour but de mettre fin à l'injustice, s'inscrivent dans une démarche de visibilité à des fins de reconnaissance sociale. Le tableau ci-après permet de présenter l'ensemble des questions, sous questions et objectifs de la recherche. Rappelons d'abord la question de recherche : quelles pratiques de deux groupes de femmes (Kay Fanm et SOFA), sont rendues visibles, dans l'espace public qu'est le web, pour contrer les violences post-séisme envers les femmes en Haïti ?

Tableau 3.1 Récapitulatif de la question de recherche, sous questions, objectifs et méthodes

Question de recherche	Quelles pratiques de deux groupes de femmes (Kay Fanm et SOFA), sont rendues visibles, dans l'espace public qu'est le web, pour contrer les violences post-séisme envers les femmes en Haïti ?			
Questions opératoires	Sous-questions empiriques	Objectifs	Sous-questions théoriques	Méthodes
1. Qu'est-ce qui est <b>rendu visible</b> par deux groupes de femmes, SOFA et Kay Fanm, concernant les violences faites aux femmes en contexte post-séisme en Haïti, dans l'espace public qu'est le web ?	1.1 Quelles utilisations les groupes de femmes en question font-ils du web 1.0 et 2.0 ?	Repérer les pratiques visibles via le web et les usages effectués à des fins de médiatisation		Cartographie dite ethnographie web
2. Quels sont les <b>actes langagiers qui ont été produits</b> par deux groupes de femmes, SOFA et Kay Fanm, concernant les violences faites aux femmes en contexte post-séisme en Haïti, dans l'espace public qu'est le web ?	2.1 Quels sont les actes <b>locutoires</b> (constats) rendus visibles via le web?	Documenter les actes locutoires (constats) des groupes de femmes haïtiennes visibles sur le web concernant les violences post-séisme.	L'acte est-il dans un but de redistribution et/ou de reconnaissance?	Analyse de discours
	2.2 Quels sont les actes <b>illocutoires</b> rendus visibles via le web?	Catégoriser l'acte illocutoire en fonction du verbe d'action utilisé.	L'acte est-il dans un but de redistribution et/ou de reconnaissance?	Analyse de discours



### 3.2 Les deux cas à l'étude : Kay Fanm et SOFA

L'objectif de cette section est de dresser le contexte organisationnel des deux cas à l'étude, soit SOFA et Kay Fanm, avant de cerner et de décrire les différentes utilisations que les groupes en questions font du web afin de rendre visible leur pratique langagière. Une exploration préliminaire de ces organisations féministes permet de constater que celles-ci semblent actives et bien implantées dans le paysage social et politique haïtien, grâce à leur engagement dans la défense des droits des femmes depuis plus de 20 ans.

Si ces deux groupes locaux se rejoignent dans leur lutte, ils divergent par leurs pratiques. L'un d'eux, SOFA, agit depuis 2008 en partenariat avec OXFAM, tandis que Kay Fanm conserve une pratique « autonome<sup>6</sup> ». Les deux groupes se distinguent depuis plusieurs décennies dans l'espace public par leurs revendications politiques et leur lutte pour l'amélioration des conditions de vie des femmes haïtiennes.

#### 3.2.1 Le cas de SOFA

Fondée en 1986, SOFA est une organisation féministe populaire qui revendique et fait la promotion des droits des femmes. Un de ses principaux axes d'intervention est de lutter contre les violences faites aux femmes. SOFA est une organisation qui a une représentation nationale, et dont les membres sont répartis sur sept départements géographiques du pays, soit : le Nord, le Nord-Ouest, le Plateau Central, Artibonite, l'Ouest, le Sud-Est, et la Grande-Anse. Sur le site web<sup>7</sup> de leur partenaire, OXFAM solidarité, on constate que SOFA compte plus de 5000 membres qui luttent contre la

<sup>6</sup> L'organisation travaille toutefois en lien avec d'autres groupes à l'internationale, tel que OREGAND, qui participe au soutien de Kay Fanm : <http://www.oregand.ca>

<sup>7</sup> OXFAM (2010) « Partenariat sud : SOFA ». Récupéré de <http://www.oxfamsol.be/fr/Solidarite-Fanm-Ayisyen-SOFA.html>, consulté à plusieurs reprises entre février 2011 et juillet 2014

pauvreté et pour les soins de santé en Haïti, et poursuivent leur travail auprès des pouvoirs publics pour qu'ils prennent en compte les droits des femmes. Sur le blogue<sup>8</sup> de SOFA, la mission de l'organisme est ainsi présentée : « lutter pour que les femmes haïtiennes soient affranchies de la subordination, de la domination, de l'exclusion et de l'exploitation ».

### 3.2.2 Le cas de Kay Fanm

Fondée en 1985, Kay Fanm<sup>9</sup> est une organisation féministe de promotion et de défense des droits des femmes basée à Port-au-Prince. Elle est aussi un centre d'hébergement, d'accompagnement et de plaidoyer pour les femmes et les filles victimes de violence.

### 3.2.3 Les pratiques collaboratives : SOFA et Kay Fanm

Dans la mise en œuvre de leurs pratiques et revendications, il arrive que les missions de Kay Fanm et SOFA se recoupent et donnent lieu à des pratiques collaboratives. Elles mettent en commun leurs actions et unissent leur force dans la lutte en matière de violence à l'égard des femmes en Haïti, suite au séisme. Nous avons donc élargi le terrain de recherche afin de l'ouvrir à ces pratiques collaboratives.

Les prochaines sections exposeront la démarche méthodologique retenue pour cette recherche afin de répondre à la question suivante : qu'est-ce qui est rendu visible dans

---

<sup>8</sup> SOFA (2012) « Mission de SOFA ». Récupéré de <http://sofahaiti.blogspot.ca/p/mission-de-la-sofa.html>, consulté à plusieurs reprises entre octobre 2013 et juillet 2014

<sup>9</sup> Les informations ont été prélevées du site web de l'organisation Kay Fanm, qui en date du 31 juillet 2014 n'est plus accessible. Récupéré de <http://www.kayfanm.info>, consulté à plusieurs reprises entre février 2011 et juillet 2014

l'espace public (à savoir le web) par les groupes de femmes, SOFA et Kay Fanm, en ce qui à trait aux violences faites aux femmes dans un contexte post-séisme en Haïti ?

Pour répondre au premier objectif, l'étape initiale de la méthodologie consistera à repérer les pratiques visibles via le web et les utilisations effectuées à des fins de médiatisation (cartographie – ethnographie web). Pour atteindre le second objectif, la deuxième étape sera de documenter les actes locutoires (constats) des groupes de femmes haïtiennes qui sont visibles sur le web et qui concernent les violences post-séisme. Cette étape sera suivie d'une analyse du caractère performatif de l'acte illocutoire, avec la catégorisation de celui-ci selon les verbes d'actions utilisés.

### 3.3 L'ethnographie web

Pour l'analyse des pratiques sociales médiatisées, la méthode consistera d'abord à utiliser Internet comme terrain de recherche pour recenser et répertorier les pratiques sociales médiatisées des groupes de femmes haïtiennes. Cela se fera en y analysant les textes qui sont visibles dans l'espace médiatique qu'est le web. En effet, l'ethnographie virtuelle déploie une diversité de moyens qui permettent de mieux comprendre la construction de l'objet de recherche, sous toutes ses facettes :

*The label « virtual ethnography » includes a broad range of methodological approaches aimed at answering the complexities of the object of research and the different ways in which this object has been constructed. Virtual ethnographers, ethnographers of the Internet or of cyberspace are faced with the need to answer very pressing questions such as how to use heterogeneous data (text, audiovisual data, etc.) in their analysis, or how to combine research in front of the screen and in the virtual field (Dominguez et al., 2007).*

Dans notre cas, afin d'apporter des réponses aux objectifs de la recherche, il



conviendra de faire usage de deux méthodes qui rendent possible la mise en œuvre de l'ethnographie web : la cartographie web et l'analyse de discours.

### 3.4 La recherche qualitative

De par sa souplesse dans la construction de l'objet et sa capacité d'adaptation aux spécificités et à la complexité des réalités (Anadòn, 2006 : 23), l'utilisation d'une méthode de recherche de nature qualitative sera privilégiée.

L'objet de recherche étant abordé du point de vue de la construction d'une réalité à partir du sens que chacun lui accorde, une recherche de type descriptif sera privilégiée. La première étape consistera à repérer sur le web les pratiques sociales visibles de Kay Fanm et de SOFA, pour ensuite documenter les actes locutoires. Ce type de recherche s'inscrit dans le cadre d'une orientation théorique qui s'inspire des courants post-structurel et post-moderne ; l'objectif étant que les acteurs et les actrices de la société en comprennent eux-mêmes son fonctionnement (Anadòn, 2006 : 16). Par leurs pratiques, les groupes de femmes contribuent à construire une réalité qui permettra de définir le problème social des violences faites aux femmes. Suivant cette logique, ce mémoire décrira, grâce à l'analyse des pratiques sociales médiatisées via le web, comment cette réalité se construit. L'analyse de discours sera proposée comme une des deux méthodes privilégiées de la recherche qualitative.

#### 3.4.1 Repérage des pratiques visibles sur le web : cartographie des usages

Pour répondre au premier objectif, un repérage des pratiques langagières visibles et mises de l'avant par SOFA et Kay Fanm a été effectué grâce à une cartographie des usages. La méthode d'ethnographie web s'avère appropriée pour cette partie de la

recherche puisqu'« elle s'occupe du registre de la connaissance culturelle » (Anadon, 2006 : 19) et requiert « d'élaborer des outils de description et de probation qui déconstruisent l'objet d'analyse et conséquemment les reconstruisent en catégories censées rendre compte d'un certain fonctionnement du phénomène étudié » (Charaudeau, 2007 : 73). Elle est pertinente pour cette recherche car elle se définit comme une méthode descriptive et analytique qui se penche sur des formats divers, tels des documents (textes) ou les réseaux sociaux (*Ibid* : 20). Aussi, une pratique (texte) visible via le web « est la trace d'une activité ». Dans le même ordre d'idée, Olivier Voirol s'attarde particulièrement à l'apport de l'ethnographie dans les recherches et aborde la notion de visibilité comme une action en soi. En effet,

Cette dernière [la visibilité] est appréhendée avant toute chose comme un accomplissement des membres qui rendent leurs activités descriptibles et saisissables dans le geste même de leur effectuation. Dès lors, la visibilité n'est pas réduite aux opérations formelles de la représentation graphique mais renvoie à l'action des membres dans le cours même de son effectuation. (2005 : 13).

Aujourd'hui, tous les outils technologiques à notre disposition ouvrent la voie à de nouveaux modèles de communication qui teintent les interactions sociales, et de ce fait les méthodes d'analyse. Toutefois, on a tendance à considérer le discours oral comme étant plus authentique que le discours écrit. C'est en opposition à ce courant plus traditionnel que Caroline Hine (2005) élabore sur cette nouvelle façon d'accorder de la valeur au texte en le considérant comme du « vrai » matériel ethnographique, traduisant la compréhension des différentes réalités vécues par les auteurs qui se trouvent derrière les actes langagiers.

Maingueneau avance l'idée que le monde des technologies a transformé la relation entre les individus, leurs usages des textes, et par conséquent modifie la culture plus conventionnelle des écrits :

c'est la même surface illuminée de l'écran d'ordinateur qui donne à lire les textes, tous les textes, quels que soient leurs genres ou leurs fonctions. Est ainsi rompue la relation qui, dans toutes les cultures écrites antérieures, liait étroitement des objets, des genres et des usages (2012, cité dans Krieg-Planque, 2012 : 3).

Hine (2000) va plus loin dans son analyse et met en relief la notion d'interactivité qui semble caractériser le web en rappelant que le cyber-espace est composé de textes lus par des internautes. D'ailleurs, elle considère que : « ce qui est appelé un texte, peut être considéré comme une forme d'interaction décalée et compactée dans le temps » (traduction libre, *Ibid* : 50). C'est ainsi que l'Internet doit être perçu comme une combinaison de sites interactifs (web 2.0) et de pratiques textuelles (web 1.0).

De surcroît, les textes sont mobiles et accessibles en dehors des circonstances immédiates dans lesquelles ils sont produits. Ce qui signifie qu'ils ont un potentiel hybride et qu'ils ont la possibilité d'être extraits du site dans lequel ils ont été produits à des fins de consommation ; contrairement au web interactif qui est éphémère et local (Maingueneau, 2009 et Hine, 2005). La mobilité d'un texte rend possible sa transmission d'une personne à une autre (*Ibid*) et permet aussi « d'étudier les énoncés indépendamment de leur contexte, de les manipuler » (Goody, 1977, cité dans Maingueneau, 2009 : 51).

Compte tenu de ce qui précède, il est possible d'en conclure que l'analyse des textes s'avère tous aussi pertinente que l'analyse des discours oraux (Hine, 2000). Les pratiques sociales visibles via le web représentent et transforment la réalité dans laquelle elles sont ancrées en offrant une vision plus globale et plus complète de l'injustice vécue par les femmes haïtiennes.



### 3.4.2 Documenter et catégoriser les actes langagiers : l'analyse de discours

Pour répondre à la dernière sous question - qu'est-ce qui est produit comme actes langagiers par deux groupes de femmes, SOFA et Kay Fanm, concernant les violences faites aux femmes en contexte post-séisme en Haïti, dans l'espace public qu'est le web ? - il sera pertinent de documenter les pratiques langagières médiatisées de Kay Fanm et de SOFA, sur le web, en plus de les catégoriser en fonction du caractère performatif de l'acte. Tout en prenant soin de dégager par quel moyen le locuteur diffuse son message au destinataire. Pour répondre adéquatement aux objectifs de la recherche, la méthode d'analyse de discours sera privilégiée, étant donné qu'elle s'intéresse aux discours écrits.

Une fois les pratiques repérées et représentées à l'aide de la cartographie web, il conviendra ensuite de procéder à l'analyse de discours pour répondre au deuxième objectif de la recherche. La méthode consiste à transcrire tout d'abord un ensemble de documents (recension des écrits sur le web), puis à les lire pour documenter les actes, pour finalement catégoriser ces données (locutoire et illocutoire). Cette méthode est particulièrement adaptée à l'objet de recherche en question puisque « le caractère médiatisé ou non-médiatisé de l'énoncé est étroitement lié à la problématique des genres de discours [...] et généralement l'analyse de discours privilégie les discours médiatisés » (Maingueneau, 1993 : 96). L'approche consistant à analyser le discours exige une description détaillée du langage et des textes produits (via le web) et de les considérer « en tant que pratiques sociales de même que leur organisation théorique et argumentaire » (Blais et Martineau, 2006 : 7).

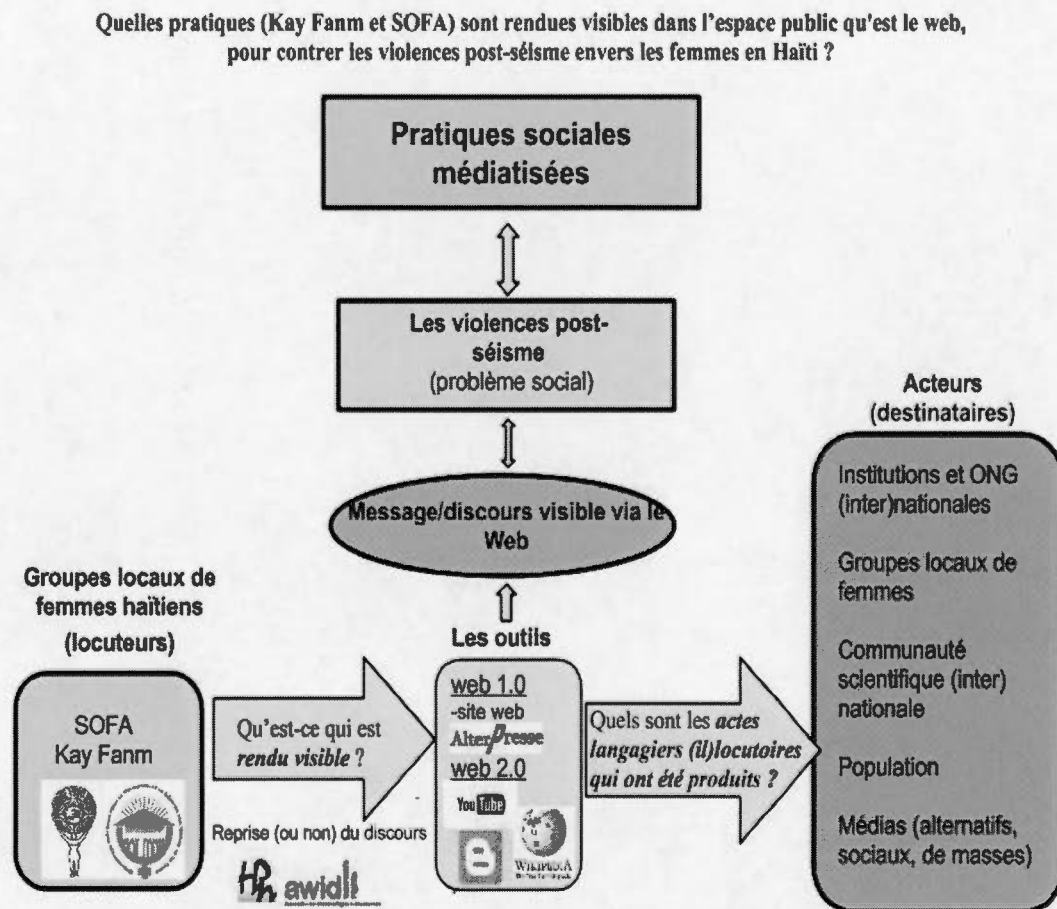
Il existe plusieurs micro-concepts qui servent à analyser un discours, tels que l'énoncé, la formation discursive, la formation des stratégies, etc. L'analyse de discours met l'accent sur l'articulation du langage avec le contexte dans lequel il évolue, s'attardant par conséquent aux activités du locuteur-sujet. Le sujet étant celui

que l'on définit comme acteur socio-historique et qui agit par le langage (Charaudeau, 2007).

Différentes approches sont utilisées pour guider l'analyse de discours. L'analyse dite pragmatique du discours sera l'approche utilisée pour cette recherche, puisqu'elle va au delà de l'action de communication en tant que telle, et qu'elle inclut « ce qui se fait » à travers de l'usage de l'acte de langage. Le courant pragmatique résume la prise de parole à l'accomplissement des 3 actes de langage : l'acte locutoire, l'acte illocutoire et l'acte perlocutoire (*Ibid*). Ainsi, l'analyse en question permet de représenter les façons dont Kay Fanm et SOFA parlent de ces violences post-séisme et quels sont leurs usages des mots, tout en les considérant comme des actes en soi, puisque « dire des mots c'est donc souvent dire des choses du monde » (Austin, 1970 : 21).

L'analyse de discours consistera à se pencher sur les pratiques médiatisées pour y dégager ce qui se produit comme actes langagiers. L'analyse a été faite à partir de textes accessibles sur le web, et seuls les actes locutoires et illocutoires ont été répertoriés. L'analyse se limitera à l'acte illocutoire, puisque l'acte perlocutoire s'applique à un contexte d'échange sur le web 2.0, et puisque les impacts provoqués par les actes (il)locutoires ne seront pas explorés à l'intérieur de ce mémoire. Pour analyser de quelles façons les actes langagiers performant dans l'espace public, il implique d'avoir aussi comme objet de recherche la réaction provoquée par l'acte illocutoire ; celui-ci ne sera donc pas abordé dans notre recherche. Le schéma présenté ci-dessous permet d'illustrer l'objet de recherche.

Figure 3.1 Synthèse de la démarche méthodologique : les pratiques sociales médiatisées





### 3.5 Ancrage épistémologique : l'interactionnisme symbolique

Les problèmes sociaux sont construits socialement par l'entremise du langage, objet d'interaction au cœur de cette construction. La construction d'une réalité sociale s'effectue par un processus d'interaction entre tous les acteurs (Barry, 2002 : 12). Par leurs pratiques langagières, les groupes de femmes contribuent à construire et définir l'injustice. L'interactionnisme symbolique représente un ancrage épistémologique intéressant pour cette recherche puisqu'il place au cœur de son approche la notion de co-construction du sens. Cette approche s'inscrit à l'intérieur d'un courant théorique qui s'est fortement inspiré de la psychologie sociale de Georges H. Mead. Ainsi appliquée à la présente recherche, elle s'intéresse au sens que les groupes de femmes donnent à leurs discours (pratiques) et représentations, et questionne surtout le fondement de leurs actions (*Ibid*).

Il existe une pluralité de définitions du terme discours qui est aussi polysémique et dont la notion est muable selon les conditions de manifestation (Barry, 2002). Un discours peut apparaître comme un prolongement de la grammaire textuelle qui tend vers une dimension transphrastique et une prise en compte des conditions de production. Le discours désigne toute production (verbale et non-verbale) et son analyse « cherche la façon qu'un discours est dit plutôt que ce qu'il dit » (*Ibid* : 3). Cette recherche vise à décrire de quelle façon le discours de ces groupes est construit et rendu visible dans l'espace public (médiatique). Un processus d'interprétation des interactions entre des individus découle de ce cadre interprétatif. Le sens que les individus accordent au monde social à l'intérieur duquel ils sont en interaction est déterminant de l'interaction symbolique entre eux (LeBreton, 2004).

Le monde social n'est pas immuable, il se construit et se reconstruit « par des interactions à travers des interprétations mutuelles » qui nécessitent un ajustement de la part des acteurs entre eux (LeBreton, 2004 : 6). S'inscrivant dans la construction

mutuelle du monde, la connaissance se transforme constamment et évolue avec l'expérience humaine. Le monde social « n'existe [...] que si les hommes et les femmes s'y insèrent par la parole et l'action » (Duval, 2008 : 87). Or, les groupes de femmes mettent en place des pratiques sociales afin de contrer les violences post-séisme et font « l'utilisation d'énoncés dans leur combinaison pour l'accomplissement d'actes sociaux » (Barry, 2002 : 4).

### 3.5.1 Le langage comme objet de la recherche

L'action et la parole ne peuvent être pensées de façon isolée, elles prennent place dans l'interaction, et ont une portée sociale et politique. L'usage du langage a d'abord et avant tout une fonction sociale, et ne peut faire fi des capacités humaines puisque « pour les pragmatistes, l'individu est toujours social, les conséquences pratiques de l'action sont immergées au sein d'une trame sociale » (Reboul et Moeschler, 1998 : 14). La fonction du langage est de décrire la réalité et d'agir ensuite sur celle-ci (Slakta, 1974). Le langage constitue alors un outil important pour analyser les pratiques des groupes de femmes puisqu'il

n'est pas seulement un instrument qui véhicule des représentations, mais un système de signes à travers lequel se constitue le social et à travers lesquels également les sujets humains se socialisent en intégrant les éléments constitutifs du social. La finalité de l'analyse, dans cette perspective, est de mettre au jour la façon dont les acteurs s'approprient les formes sociales (Kaufmann, 1996, cité dans Charmillot et Dayer, 2007 : 12).

On peut alors se demander de quelles façons les groupes de femmes en question s'organisent, mettent en place des actions et s'approprient l'espace public (web)? Que se dit-il (de la part de Kay Fanm et SOFA) au sujet des violences faites aux femmes en Haïti dans ce contexte post-séisme? À quel type d'actions médiatiques ont-elles recours pour s'assurer d'un minimum de visibilité?

### 3.5.2 Les actes de langage

Les actes de langages représentent l'objet de l'analyse et il est par conséquent opportun de se pencher sur l'usage des mots pour en étudier le sens. À cet égard, l'objet de recherche sera analysé sous l'angle de la phénoménologie linguistique, qui consiste en l'étude des tournures de phrases et qui permet de révéler, comprendre et nuancer l'action (Austin, 1970).

Selon Austin, il existe deux catégories d'actes : les performatifs et les constatatifs. Ces deux concepts ne sont pas en opposition, car « toute phrase est potentiellement performative » (Slakta, 1974 : 94). Si les actes locutoires et illocutoires sont constatatifs, les actes illocutoires sont aussi dotés d'un caractère performatif. Austin parle d'énoncé constatatif au lieu d'affirmatif parce que « toutes les affirmations, vraies ou fausses, ne sont pas pour autant des descriptions [...] » (1970 : 39). Une phrase performative est un énoncé qui exécute une action. Pour ce qui est de l'acte perlocutoire<sup>10</sup>, il s'agit d'un énoncé performatif qui provoque des effets, des changements.

Dans sa forme performative, la pratique discursive des groupes de femmes annonce un acte à venir, une réaction, qui indique aussi une force de langage (Butler, 1997). Austin avance l'idée que les énoncés sont des actes en soi, puisque « toute phrase complète, en usage, correspond à l'accomplissement d'au moins un acte de langage » (Reboul et Moeschler, 1998 : 26) et que « l'énonciation performative » désigne un énoncé qui devient performatif lorsqu'il « fait » quelque chose (Austin, 1962).

Le langage est considéré comme une puissance d'agir [...] une activité prolongée, l'accomplissement d'un acte qui a des effets [...] la puissance d'agir du langage n'est pas simplement le thème de la formulation, mais son

---

<sup>10</sup> L'acte perlocutoire ne sera pas exploré ni analysé dans le présent mémoire puisqu'il dépasse les objectifs prévus par celui-ci.



action même » (Butler, 2004 : 29).

Austin introduit trois types d'actes de langage, soit l'acte locutoire (dit quelque chose), l'acte illocutoire (accomplit en disant quelque chose) et l'acte perlocutoire (s'accomplit par le fait de dire quelque chose) (Austin, 1970). Plus précisément, l'acte locutoire sert à spécifier l'activité linguistique d'un locuteur en « constatant » ce qui se fait. Il représente « [...] une phrase, objet abstrait pourvu d'une signification » (Slakta, 1974 : 96). En définissant l'acte locutoire et illocutoire, Austin précise que l'objet à étudier « n'est pas la phrase, mais la production d'une énonciation dans la situation de discours » (Austin, cité dans Slakta, 1974 : 96). Une phrase énoncée (locutoire) dans une situation concrète et qui répond à des conditions de production du discours devient alors performative (illocutoire). La force performative est celle qui affirme, prédit, menace, supplie, etc. Une illocution est possiblement perlocutoire selon le sens de la phrase, puisque « tout énoncé (discours) n'est pensable qu'en fonction de deux types de connaissances ; linguistiques et des conventions sociales » (*Ibid* : 97).

Plus tard, John Searle reprendra la théorie du langage d'Austin et élaborera une théorie du discours, en prenant en compte les intentions du sujet (Reboul et Moeschler, 1998). Toutefois, pour répondre à nos objectifs de recherche, l'intentionnalité ne sera pas abordée puisque nous nous attarderons au sens d'un point de vue linguistique et non au sens de l'intention des sujets.

Il existe deux façons de construire la performativité et de la réaliser par l'acte discursif illocutoire, dont les mots font ce qu'ils dictent, et par l'acte discursif perlocutoire qui a le pouvoir de produire certains effets (Austin, cité dans Butler, 1997). Les mots ont une pluralité de portées, à la fois socioculturelle, politique, juridique et psychologique, et dont la performativité sert à mettre l'emphasis sur les

façons dont une identité est construite à partir de ce discours<sup>11</sup> (Butler, 1997).

Pour mieux cerner la force performative de l'acte illocutoire, Austin introduit cinq types d'illocutions : les verdictifs (un jugement est prononcé), les exercicifs (décision en faveur ou non concernant des actions à suivre), les promissifs (obligation du locuteur à une suite d'actions), les comportatifs (réaction au comportement d'autrui) et les expositifs (exposition de conceptions, situation, etc.) (Austin, 1970). Ceux-ci serviront à l'analyse pour répondre à la sous question suivante : quels sont les actes illocutoires rendus visibles via le web? Pour ce faire, nous avons ainsi catégorisé l'acte illocutoire en fonction du verbe d'action utilisé dans le but d'analyser les pratiques.

Il apparaît alors pertinent, tel qu'évoqué par Brighenti (2010), de s'intéresser à la visibilité du discours des groupes de femmes en Haïti parce qu'elle permet d'améliorer notre connaissance de la vie sociale comme phénomène langagier dont les convergences représentent la prolongation et la constitution du social. La visibilité est une dimension à travers laquelle différentes forces sociales sont introduites, et ainsi « the visible can be conceived of as a field of inscription and projection of social action [...] » (Brighenti, 2010 : 5).

### 3.6 Étendue et structure de l'analyse des résultats de recherche

Dans un premier temps, un tableau a été conçu afin de répertorier les pratiques des groupes de femmes médiatisées sur le web relatives aux violences faites aux femmes suite au séisme, soit entre janvier 2010 (le 10 janvier étant la date à laquelle est

---

<sup>11</sup> Toutefois, même s'il apparaît pertinent d'explorer davantage la performance du discours produit par les pratiques médiatisées dans l'espace public pour en analyser les retombés dans l'espace public, le taux de performativité de sera pas évalué dans le cadre de cette recherche.

survenu le séisme) et novembre 2013 (le 25 novembre étant la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes). De plus, nous avons rapporté, à l'intérieur d'une grille d'observation, diverses informations : le type de médias (blogue, médias alternatifs, etc.) via lesquels les pratiques ont été diffusées (avec liens URL), le titre de la pratique, le groupe en question qui l'a diffusé (Kay Fanm ou SOFA), la date de mise en visibilité, ainsi qu'une brève description.

Dans un deuxième temps, une fois les pratiques repérées et documentées, les constats effectués à travers la pratique (dans le cas de l'acte locutoire) ont été importés et ensuite catégorisés (dans le cas des actes illocutoires) selon les verbes d'actions utilisés dans le texte.

Dans un troisième temps, il a été indiqué pour chacune des pratiques (pour plus de justice) si les actes (il)locutoires, dont ont fait usage SOFA et Kay Fanm, avaient un but de reconnaissance et/ou de redistribution.

### 3.6.1 Le corpus

Pour procéder à l'analyse des pratiques, un corpus a été construit à l'aide des textes recensés sur Internet : les sites web des deux groupes de femmes à l'étude, les blogues rendant visibles leurs pratiques, et d'autres médias. Rappelons qu'un corpus correspond à une collection qui est plus ou moins étendue et parfois exhaustive de données verbales et non verbales (Maingueneau, 2009). Comme expliqué précédemment, le corpus dont il sera question dans cette recherche se cantonnera aux données écrites en français et en anglais.

Les types de textes (pratiques) qui seront présentés relèvent du domaine de la linguistique, puisque celle-ci permet plus facilement de faire émerger l'objet-texte de



l'analyse. Le texte étant « le résultat d'un acte de langage produit par un sujet dans une situation d'échange sociale contractuelle » et qui « [...] s'inscrit dans une situation de communication, laquelle est déterminée entre autres choses par la visée d'une finalité » (Adam, 1997 : 84). Celle-ci accorde une force au texte et rendra possible, par la suite, la classification des actes locutoires et illocutoires, et la mise en évidence de l'aspect perlocutoire d'un texte.

Dans une approche globale des genres de texte, on retrouve cinq types : journalistique, publicitaire, scientifique, romanesque ou correspondant à un texte de loi (Charaudeau, 1997 : 85). Les textes à l'étude sont majoritairement des textes de type journalistique puisqu'ils rapportent des pratiques sociales médiatisées via le web. Plus spécifiquement, nous allons nous référer à la classification que Jean-Michel Adam (1997) nomme « prototype ». Les types sont les suivants : narratif (présence d'au moins un personnage qui pose un certain nombre d'actions), descriptif (structure où un sujet est posé), explicatif (structure où on peut retrouver trois phases : questionnement, explication et parfois conclusion), argumentatif (structure où une thèse est formulée) et dialogal (structure composée de trois phases : ouverture, interaction et clôture).

Le corpus s'est construit en fonction des objectifs de la recherche. Il a été alors primordial de définir les limites de la recherche en termes méthodologiques puisqu'il s'avère impossible d'étudier l'ensemble des éléments textuels.

Aussi, nous nous sommes attardés aux actes (il)locutoires les plus évidents, c'est-à-dire aux actes directement liés au sujet et à l'objet de la recherche : les pratiques sociales qui portaient sur des actions collectives, des revendications, une mobilisation, etc., avec pour but commun de dénoncer les violences post-séisme à l'encontre des femmes haïtiennes. À cet effet, une majorité des pratiques sociales médiatisées de l'organisation Kay Fanm portent principalement sur la défense des

droits des femmes. Dans notre façon de procéder, nous avons fait une distinction au sein des pratiques qui traitent davantage de la condition féminine hors du contexte post-séisme. Pour cette raison, certaines pratiques, bien que jugées pertinentes car relatives à la condition féminine, en terme de défense du droit des femmes de façon plus globale, n'ont pas été considérées dans l'analyse.

Concrètement, le corpus a été construit en effectuant un copier-coller des contenus des textes des différentes pratiques via les médias (web 1.0 et 2.0). Ensuite, nous avons procédé à l'analyse en qualifiant les actes d'écriture dans ces corpus. Une fois ce corpus créé, l'analyse a pu débuter. Les actes locutoires ont été surlignés en gris. Ensuite, les actes illocutoires ont été surlignés en vert. Les indicateurs, c'est-à-dire les verbes d'actions qui nous ont permis ensuite de les catégoriser (en insérant la catégorie à l'aide de la fonction « commentaire ») ont été mis en caractère gras. Ces données ont été par la suite exportées dans une grille d'analyse/observation afin de procéder plus facilement à la présentation des résultats et à la discussion.

### 3.7 Considérations éthiques

Cette recherche n'a pas eu à faire l'objet d'une certification éthique auprès du comité éthique et de la recherche. Toutefois, bien que nous n'engagions pas de rapport direct avec des être humains, il est important de considérer d'autres dimensions éthiques de la recherche en sciences humaines, notamment « les questions des finalités de la recherche, de l'usage et de la propriété des savoirs » (Martineau, 2007 : 76). En général, Martineau (2007) explique que les chercheurs-es disposent du discours final et, comme ils sont en possession des réseaux qui leur permettent de diffuser leurs savoirs, il devient obligatoire de réfléchir à ce pouvoir qui leur est confié. C'est à ce niveau « macro-éthique » qu'a dû s'opérer, à tous moments de la recherche, une constante réflexion, tant « en ce qui concerne les attitudes et les comportements du

chercheur qu'en ce qui concerne l'usage des savoirs produits et les finalités de cette production » (*Ibid* : 79).



## CHAPITRE IV

### LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

Dans ce chapitre, nous allons présenter les résultats de l'exploration des usages du web ainsi que les pratiques médiatisées via le web, du groupe Kay Fanm et SOFA. Dans un premier temps, une cartographie des usages web pour chacun des deux groupes de femmes à l'étude sera présentée.

Cette cartographie est inspirée de l'ethnographie web qui consiste dans ce cas-ci à décrire les outils 1.0 et 2.0 du web employés. On relèvera d'ailleurs que les deux groupes à l'étude ont utilisé non seulement des pages web officielles, mais aussi les pages web de certains médias (alternatifs) et d'organisations (inter)nationales. De plus, les limites de l'exploitation des usages des outils du web 2.0 y seront exposées. Suite au repérage des outils, nous allons mettre en évidence le contenu relatif aux violences post-séisme faites aux femmes. Pour ce faire, seront analysées les pratiques du web 1.0 et 2.0, les conceptions des deux groupes de femmes à l'égard des violences post-séisme envers les femmes, ainsi que les pratiques langagières (actes locutoires et illocutoires) utilisées dans les textes.

Soulignons qu'il ne s'agit pas ici de viser à évaluer la performativité de ces actes langagiers sur le web, puisque la collecte de données n'a pas consisté à appréhender la teneur de la réception du message. L'intentionnalité des actrices et de leurs alliés n'a pas non plus été prise en compte dans l'analyse. C'est la raison pour laquelle aucun entretien n'a été réalisé auprès d'elles.

Bref, procéder à la méthode en question a exigé de la rigueur, mais a aussi nécessité une attention constante afin de s'en tenir à la description sans tomber dans l'interprétation. Afin de rester prudent, il a fallu mettre à l'épreuve la compréhension

théorique acquise des catégories de pratiques langagières (types d'actes) et effectuer de nombreux aller-retours avec les différents concepts théoriques. Au final, cette méthode a demandé une créativité particulière et une certaine autonomie dans le choix et l'application de l'analyse de discours web, méthode peu utilisée et surtout encore peu connue en travail social.

#### 4.1 Outils web utilisés par SOFA et Kay Fanm

Dans cette section, une description des outils web utilisés est proposée pour chacun des groupes à l'étude. Il sera alors possible d'identifier entre les groupes à l'étude et d'autres acteurs sociaux via ce médium de communication s'il y a ou non interaction. Par la suite, il sera intéressant d'examiner quelques divergences et similitudes dans leurs usages du web 1.0 et 2.0, afin d'explorer différentes pratiques de justice sociale qui visent à contrer les violences faites aux femmes en contexte post-séisme en Haïti.

À des fins de compréhension, voici un rappel des distinctions entre le web 1.0 et 2.0, et plus spécifiquement entre un blogue et un site web, puisque ce sont les outils les plus utilisés dans la médiatisation des pratiques par les deux groupes de femmes, SOFA et Kay Fanm. Le web 1.0, ou « web sémantique » est le « premier stade du web, apparu en 1993, qui liait des pages statiques entre elles grâce à des liens hypertextes<sup>12</sup> ». Sa fonction linéaire sert à rendre disponible, via un site Internet, du contenu qui sera consulté par les internautes.

Le web 2.0, pour sa part, est aussi connu sous l'expression « médias sociaux » ou « web social » (Millerand, Proulx et Rueff, 2010). Avec l'avènement du 2.0, le web est dorénavant social (*Ibid*). Le concept de web social est présenté comme un ensemble de dispositifs numériques et d'usages médiatisés en circulation sur le web,

---

<sup>12</sup> L'internaute, Récupéré de <http://www.linternaute.com/dictionnaire/fr/definition/web-1-0/>

et est caractérisé par la participation active des usagers dans la production et la diffusion des contenus (*Ibid*). De surcroît, le web 2.0

[...] recouvre les différentes activités qui intègrent la technologie, l'interaction sociale, et la création de contenu. Les médias sociaux utilisent l'intelligence collective dans un esprit de collaboration en ligne [...]. Les médias sociaux utilisent beaucoup de techniques, telles que les flux RSS et autres flux de syndication web, les blogues, les wikis, le partage de photos (Flickr), le vidéo-partage (Youtube), des podcasts, les réseaux sociaux (Facebook), le bookmarking collaboratif, les mashups, les mondes virtuels, les microblogues (Twitter), et plus encore<sup>13</sup>.

Le blogue apparaît d'ailleurs comme l'outil du web 2.0 le plus utilisé dans la mise en visibilité des messages des groupes de femmes haïtiennes. Le blogue – vu son pouvoir interactif –, est un « site web sur lequel un internaute tient une chronique personnelle ou consacrée à un sujet particulier<sup>14</sup> qui prend :

la forme de billets ou d'articles, informatifs ou intimistes, datés, à la manière d'un journal de bord, signés et classés par ordre antéchronologique, parfois enrichis d'hyperliens, d'images ou de sons, et pouvant faire l'objet de commentaires laissés par les lecteurs<sup>15</sup> ».

Tandis qu'une page web, outil du web 1.0 « est un ensemble de pages web hyperliées entre elles et accessibles à une adresse web<sup>16</sup> ». Les deux groupes à l'étude font usage d'outils provenant à la fois du web 1.0 et 2.0. Débutons dans un premier temps avec la description des outils web de SOFA et dans un second temps avec ceux de Kay Fanm.

<sup>13</sup> Wikipédia, Récupéré de [http://fr.wikipedia.org/wiki/Médias\\_sociaux](http://fr.wikipedia.org/wiki/Médias_sociaux)

<sup>14</sup> Dictionnaire de français Larousse, récupéré de <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/blog/10910049?q=blog#806950>, consulté le 25 juillet 2014.

<sup>15</sup> Office québécois de la langue française, récupéré de <http://www.qlf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/dictionnaires/internet/fiches/8370242.html>, consulté le 25 juillet 2014.

<sup>16</sup> Wikipédia, *Site web*, récupéré de [http://fr.wikipedia.org/wiki/Site\\_web](http://fr.wikipedia.org/wiki/Site_web), consulté le 25 juillet 2014.



En somme, le web élargit la notion traditionnelle d'espace public. Là où le web 1.0 permet une meilleure accessibilité de l'information, le web 2.0 entraîne une diversification des formes de prise de parole compte tenu de son caractère interactif et ouvre sur différentes formes de participation (Cardon, 2010).

#### 4.1.2 Cartographie

##### 4.1.2.1 Solidarite Fanm Ayisyen (SOFA)

La cartographie du premier groupe de femmes à l'étude, SOFA, montre qu'il exploite des outils qui proviennent à la fois du web 1.0 et 2.0. Toutefois, SOFA n'a pas de page web officielle qui lui est propre, c'est à dire d'utilisation du web 1.0.

En effet, c'est par l'entremise d'OXFAM, partenaire de SOFA, que l'organisation utilise le web 1.0, OXFAM lui offrant sur son site un espace dédié à sa présentation. On remarque que la dernière mise à jour de ce volet du site d'OXFAM<sup>17</sup> date de la période post-séisme, soit le 18 février 2010. Sans toutefois présenter de manière précise les actions mises de l'avant durant cette période, elle offre plutôt un tour d'horizon des pratiques et des champs d'intervention que suppose le partenariat entre SOFA et OXFAM.

---

<sup>17</sup> La page web d'OXFAM est quant à elle mise à jour régulièrement, à raison de plusieurs fois par mois

Figure 4.1 Capture d'écran<sup>18</sup> du site web d'OXFAM (présentation de SOFA)

OXFAM n'est pas le seul partenaire qui relaie l'information de SOFA. Les pratiques sociales de l'organisation SOFA sont en grande partie diffusées par le site web d'Alterpresse, un média alternatif haïtien. On retrouve aussi des textes concernant SOFA sur d'autres sites web d'organisations (inter)nationales, telles que l'association pour les droits de la femme et le développement (AWID), Entraide, International Rescue Committee et des médias (inter)nationaux comme Grassroots international, Haïti Press Network, Haïti libre, Radio Kiskeya, etc. En général on y retrouve essentiellement du texte, parfois des liens URL qui renvoient au média source (d'où provient l'article). Par exemple, Alterpresse est souvent cité comme étant la source de

<sup>18</sup> L'observation du site d'OXFAM a été effectuée de mars 2014 à avril 2014 et la capture d'écran du site d'OXFAM date du mois de septembre 2014.

la référence et comme relais des pratiques de SOFA.

Deuxièmement, l'utilisation des outils 2.0 de SOFA se limite au blogue. Sa dernière mise à jour correspond à sa date de création, soit en novembre 2012. Le blogue est présenté sous forme d'une fenêtre à partir de laquelle sont médiatisées leurs pratiques. Par ailleurs, l'utilisation du blogue se compare à celui d'une simple page web, puisqu'il est statique, sans interaction ni commentaire. Le blogue reste très peu fréquenté, avec environ 70 consultations du profil en date de février 2014. La page offre une présentation de l'organisme, ses objectifs, sa vision et ses champs d'intervention. Cette dernière sera davantage décrite dans une section dédiée à cet effet au moment d'aborder les actes langagiers. Il y a aussi un communiqué publié en français et en créole, mais l'essentiel des textes présentés sont en langue française. La figure 4.2 présente une capture d'écran<sup>19</sup> de la page d'accueil du blogue de SOFA qui illustre la page d'accueil de leur blogue.

---

<sup>19</sup> L'observation du blogue de SOFA a été effectuée d'avril à mai 2014 et la capture d'écran de celui-ci en juillet 2014.

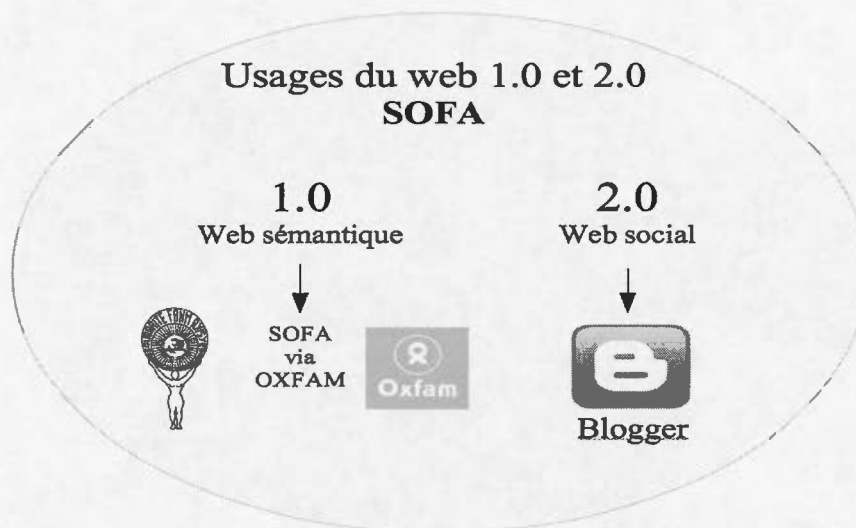


Figure 4.2 Capture d'écran du blogue de SOFA



Globalement, nous avons pu observer que les outils web utilisés par SOFA sont exploités dans le but de diffuser leurs pratiques et ce, la plupart du temps sous format texte. Ces textes peuvent être consultés sur le web, téléchargés, cités, etc. Mais il n'est pas possible dans le cadre de notre recherche de connaître la fréquentation de ceux-ci. Tout au plus, nous pouvons dire que la médiatisation des pratiques sociales se fait majoritairement à partir du web 1.0, en diffusant des textes sur différents sites web. L'usage du web 2.0 est présent, mais l'exploitation de celui-ci demeure passive, au même titre que l'usage du web 1.0, c'est-à-dire, la diffusion de texte uniquement. Voici en image la cartographie des usages du web 1.0 et 2.0 de SOFA :

Figure 4.3 Cartographie usage du web 1.0 et 2.0 de SOFA



#### 4.1.2.2 Kay Fanm

De son côté, Kay Fanm fait aussi usage d'outils du web 1.0 et 2.0. Pour les outils du web 1.0, Kay Fanm a créé en 2006 une page web dont la dernière mise à jour date du 12 janvier 2012. Dans l'utilisation du web 1.0 que Kay Fanm fait du site web, on y retrouve encore une fois uniquement du texte : il n'y a ni liens URL ni images à l'intérieur de leur site à l'exception de quelques communiqués et rapports qui sont disponibles pour téléchargement, ainsi que des liens qui dirigent les internautes vers d'autres sections du site.

À la différence de SOFA, l'utilisation du web 2.0 par Kay Fanm est plus variée puisqu'elle a recours aux outils du web 2.0 et aux outils audio-vidéo tels que YouTube<sup>20</sup> et Mixcloud. Mais leurs capsules semblent être diffusées uniquement via

<sup>20</sup> Alterpresse (2013) *L'engagement de Kay Fanm dans la défense et la promotion des droits des femmes et des filles*, récupéré de <http://www.alterpresse.org/spip.php?article14833#.UKgN15P9Q>, consulté le 26 février 2014.

le média Alterpresse. On peut en conclure que l'exploitation de Youtube et de Mixcloud est réservée uniquement à ce réseau dans le but d'appuyer certaines pratiques diffusées (la plupart du temps en créole). Kay Fanm est également présent sur Blogger, par l'entremise d'une pratique individuelle, avec une page qui a comme titre : « Les femmes victimes de violence sexuelle à Port-au-Prince ». Ce blogue est né à l'initiative d'une femme qui rédige et diffuse des textes sur ce site. Toutefois, il n'a qu'un but informatif, puisqu'il n'est exploité d'aucune autre façon et qu'il n'y a aucune interaction. Pour information, le nombre d'abonnements n'est pas indiqué sur la page.

Parmi les outils relevant du web 2.0, on peut par ailleurs retrouver sur Wikipédia<sup>21</sup> une page décrivant le groupe Kay Fanm dont la dernière mise à jour date du 30 juin 2013. La page y décrit les volets d'intervention de l'organisation féministe, ses sphères d'activité, sa raison d'être, un court historique, ainsi qu'une liste d'organismes partenaires haïtiens en plus des liens URL menant à chacun de leurs sites web. Faisons remarquer que la capacité d'exploitation de ce réseau social réside dans la possibilité de mettre à jour régulièrement la page, de façon participative, puisque d'autres usagers peuvent contribuer à l'ajout et/ou la modification d'informations relatives à Kay Fanm.

Fait intéressant, les pratiques de Kay Fanm sont principalement visibles sur le site du média alternatif haïtien Alterpresse, qui a mis en place une rubrique nommée « espace-femmes ». Celle-ci s'inscrit dans le cadre du projet « Promotion et protection des droits des femmes en Haïti » et est réalisée conjointement par Kay Fanm, CISV (Comunità Impegno Servizio Volontariato) et le Groupe Médialternatif, avec le financement de l'Union européenne. À travers cette rubrique, Kay Fanm exploite des outils relevant du web 2.0. Par contre, la limite de son exploitation se situe au niveau

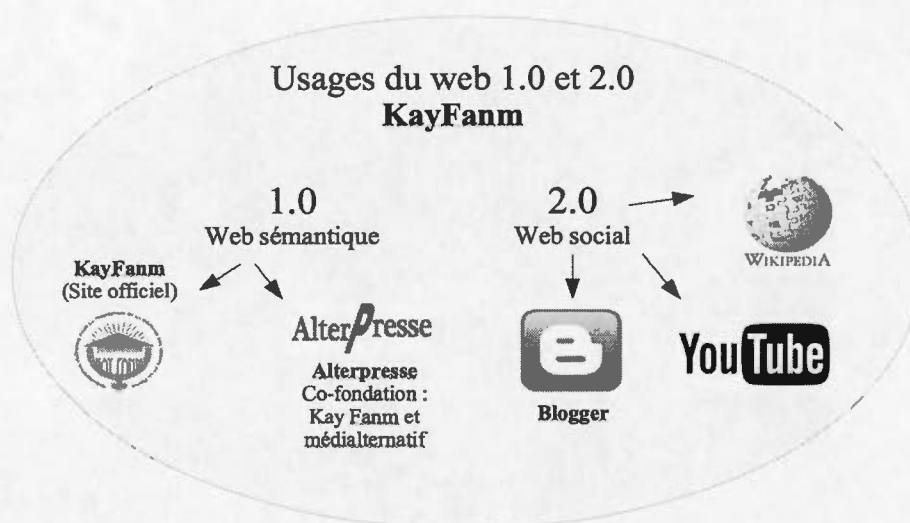
---

<sup>21</sup> Wikipedia (2012) *Kay Fanm*, récupéré de [http://fr.wikipedia.org/wiki/Kay\\_Fanm](http://fr.wikipedia.org/wiki/Kay_Fanm), consulté le 20 juillet 2014.



de l'interactivité, puisque l'on n'y retrouve pas de commentaire, notamment sur Youtube et Blogger.

Figure 4.4 Cartographie usage du web 1.0 et 2.0 de Kay Fanm



#### 4.1.3 Contenu relatif aux violences faites aux femmes

##### 4.1.3.1 SOFA

Examinons de plus près la page Blogspot de SOFA et l'espace alloué sur le site web d'OXFAM.

Sur la page Blogspot<sup>22</sup> de SOFA, les internautes sont invités à prendre connaissance de sa présentation : son identité, sa mission, ses objectifs, sa couverture géographique, sa structure, ses axes et sa stratégie d'intervention.

Par ailleurs, comme SOFA travaille en partenariat avec OXFAM, elle n'a qu'un

<sup>22</sup> Blogspot (2012) *SOFA Haïti*, récupéré de <http://sofahaiti.blogspot.ca/>, consulté le 4 mars 2014.

espace pour une courte présentation de son organisation sur ce site web<sup>23</sup>. SOFA y est décrite en abordant le contexte des violences à l'égard des femmes. Plus précisément, du point de vue de l'abus sexuel et ce, en exposant l'ampleur de la situation par des faits statistiques pré-séisme, situation qui se retrouve ensuite exacerbée par les catastrophes naturelles qui sévissent dans le pays. La présentation énumère également les actions de SOFA face à la problématique.

#### 4.1.3.2 Kay Fanm

##### Le site web<sup>24</sup>

Ce qui est d'abord visible c'est la dernière mise à jour. Il s'agit d'une invitation lancée aux citoyens à se rejoindre au local de SOFA afin de saluer la mémoire de leurs compatriotes disparus suite au séisme. Par ailleurs, Kay Fanm a rendu visible sur son site web un dossier qui se nomme « Duvalier » et qui a pour but de dénoncer les actes commis par ce dernier, le tout étant présenté dans un avis juridique du Collectif contre l'impunité. De plus, on retrouve sur son site web une présentation de sa mission et de son mandat, une présentation de ses programmes, ainsi qu'une section qui recense des données de 2009-2011 sur les violences faites aux femmes.

##### Le blogue

Celui-ci consiste à rendre visibles des actions mises en place pour répondre aux violences sexuelles faites aux femmes à Port-au-Prince. Le blogue reprend les

<sup>23</sup> OXFAM (2012) *Solidarite Fanm Ayisyen SOFA*, récupéré de <http://www.oxfamsol.be/fr/Solidarite-Fanm-Ayisyen-SOFA.html>, consulté le 3 octobre 2013.

<sup>24</sup> Il ne nous a pas été possible d'insérer un imprimé d'écran du site web de Kay Fanm, puisqu'en date de juillet 2014, la page n'est plus accessible.

éléments du site web de Kay Fanm, mais en version beaucoup plus élaborée, avec témoignages et description complète des pratiques de l'organisation en matière de violence sexuelle en contexte post-séisme.

L'organisatrice estime aussi que la société (des réfugiés et son environnement), la vulnérabilité des femmes, ainsi que la configuration et l'emplacement du camp viennent jouer un rôle dans l'émergence de la problématique des violences de genre.

Dans un but de compréhension des dynamiques de violence et de relations de pouvoir, elle y ajoute le témoignage de femmes et d'hommes.

Figure 4.5 Blogue présentant Kay Fanm



Pour ce qui est du blogue de Kay Fanm, de même que pour SOFA, il n'y a pas de commentaire et il n'est pas possible de voir le nombre de consultations pour chaque



publication. L'exploitation du blogue demeure dans la publication de textes, ainsi que d'images dans la section consacrée aux témoignages.

#### 4.2 Les pratiques médiatisées sur le web

Il est désormais possible et opportun d'examiner les actes de langage comme pratiques sociales rendues visibles sur le web. Maintenant que l'usage des outils du web 1.0 et 2.0 des deux groupes à l'étude a été recensé et que le contenu relatif aux violences à l'égard des femmes a été passé en revue, nous allons voir quelles sont les pratiques qui sont rendues visibles via ces outils, et plus particulièrement quel est le contenu du discours mis de l'avant par chaque pratique. Ainsi, selon le contenu du discours, plusieurs actes (il)locutoires soutiennent une pratique.

Pour chaque pratique présentée ci-dessous, seront recensés en premier lieu les constats (actes locutoires). A savoir : quels sont les constats que font SOFA et Kay Fanm concernant les violences faites aux femmes en situation post-séisme en Haïti? De plus, les actes illocutoires y seront aussi présentés en spécifiant les verbes d'actions utilisés, selon le type d'acte. De quelle manière le problème social est-il articulé? C'est-à-dire la façon dont les femmes décrivent et parlent de l'injustice. En deuxième lieu, l'analyse des actes illocutoires conduit à repérer les verbes d'action et à cerner quels sont les destinataires des messages diffusés par ces groupes de femmes.

Cela dit, il est à noter que le contenu des outils web diffusés par SOFA et Kay Fanm est plus large que le corpus qui a été recensé et analysé pour cette recherche. De fait, nous avons pris soin de ne retenir que les textes qui concernent les violences faites aux femmes en contexte post-séisme en Haïti.

#### 4.2.1 Les pratiques de Kay Fanm : actes locutoires et illocutoires

##### 4.2.1.1 Une lettre pour le maintien du ministère à la Condition Féminine

La pratique accessible via le site web de Kay Fanm, dont le texte est de type argumentatif (Adam, 1997), diffusée le 31 mai 2011, dénonce une décision prise par le gouvernement et qui consiste à ce que le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF) soit intégré à celui des Affaires Sociales et du Travail. Il s'agit d'un plaidoyer pour le maintien du ministère à la Condition féminine, par l'intermédiaire d'une lettre ouverte écrite par Kay Fanm et dont le titre est « Un acquis politique pour combattre les discriminations et les violences de genre ».

Kay Fanm fait le constat que le MCFDF est un instrument politique de lutte pour l'égalité des genres, qui s'attaque notamment au problème des violences à l'égard des femmes, et qui a permis des avancées des droits en matière d'égalité. L'organisme souligne aussi que « l'existence du ministère à la Condition féminine se justifie par la nécessité de prendre en compte, au plus haut sommet de l'État, les rapports sociaux de sexe et leurs incidences dans tous les domaines ».

Cette lettre ouverte<sup>25</sup>, écrite par la coordonnatrice de l'organisation Kay Fanm et appuyée par une vingtaine d'organisations, fait part du mouvement d'opposition suscité par la décision du gouvernement de fermer les bureaux du MCFDF. Le groupe aborde les violences de genre de façon plus large et situe le problème dans un système imprégné d'inégalités sociales. Le ministère à la Condition féminine étant perçu comme un outil politique pour lutter contre les violences basées sur le genre, la

---

<sup>25</sup> Après la lettre ouverte de Kay Fanm et celle de la CONAP, le mouvement d'opposition à la fermeture annoncée du Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes en Haïti a pris de l'ampleur. L'organisme MOUFHED s'est aussi joint au mouvement en donnant son appui à cette levée de boucliers dans un communiqué de presse (disponible seulement en créole).

lutte pour son maintien est selon le groupe primordiale pour conserver les acquis.

Sur la forme de cette lettre, elle ne rapporte aucun témoignage de femmes ni paroles provenant d'autres organisations locales.

Les actes d'illocution dont fait usage Kay Fanm s'adressent au gouvernement haïtien. Ce qui est proposé par Kay Fanm est de l'ordre de l'exercitif, puisqu'il demande une réaction face à cette décision en prônant qu' « il faut, à chaque changement de pouvoir, que le mouvement des femmes haïtiennes se mobilise pour dire non aux velléités de nier cet acquis politique ». Mais aussi de l'ordre du comportatif du fait que le groupe réagit à la décision prise par le gouvernement.

#### 4.2.1.2 Une déclaration pour une mobilisation nationale dans la reconstruction d'Haïti

Le 31 mai 2010, AWID, une association (internationale) pour les droits de la femme et le développement, rend visible sur son site web un texte de type argumentatif (Adam, 1997). Il s'agit d'une déclaration de Kay Fanm qui évoque le fait que la reconstruction d'Haïti exige une mobilisation nationale.

Kay Fanm évoque le problème des agressions sexuelles que subissent les femmes et les filles, et parle de celles-ci comme d'une catégorie sociale parmi d'autres qui vit une situation de vulnérabilité exacerbée par le contexte actuel. La nécessité d'une intervention est donc soulevée afin de faire face au problème social et de l'aborder en termes de reconstruction, particulièrement de l'accès au droit, l'alimentation, les soins de santé et le logement. Mais aussi le besoin d'en finir avec le désordre politique et social, et de supprimer les normes inadéquates et les mesures inexistantes, afin de rétablir le respect.



Le texte porte sur ce qu'implique la reconstruction d'Haïti en termes de mobilisation pour un changement social. Il met en avant le fait que les féministes de Kay Fanm veulent se faire entendre par l'État au sujet du contexte actuel : un contexte marqué par une partie importante de la population forcée de vivre dans de chaotiques camps de déplacés, incluant des populations vulnérables comme les femmes et les fillettes victimes d'agressions sexuelles. De plus, elles rappellent à travers leurs constatations que, quatre mois après le séisme, rien n'a encore été mis en place pour permettre à ces gens de reprendre pouvoir sur leur vie.

Le texte a un caractère performatif. Les féministes de Kay Fanm veulent se faire entendre au sujet de la reconstruction. La déclaration est directement adressée aux dirigeants, puisqu'ils sont en quelque sorte tenus responsables de la situation qui sévit. D'ailleurs, elles parlent du problème social comme étant le résultat du séisme du 12 janvier 2010 et « d'une situation politique trouble ».

En réaction à une situation, les féministes de Kay Fanm utilisent l'acte illocutoire et tiennent « à redire » (comportatif) aux populations qu'elles sont conscientes de leurs « terribles conditions de vie actuelles ». Ensuite, dans un appel lancé à la population, par leur usage de l'acte illocutoire exercitif, elles demandent à la population de « faire entendre » et « faire résonner » sa voix. Elles demandent aussi à se faire entendre au sujet de la reconstruction. Dans leur déclaration, elles dénoncent les conditions de vie post-séisme, réclament des mesures et des actions de la part de l'État, et finalement donnent des pistes d'actions à suivre pour inviter la population, au nom des ancêtres, à prendre part à l'action : « Mobilisons-nous pour changer l'image de notre pays! ».

#### 4.2.2 Les pratiques de SOFA : actes locutoires et illocutoires

##### 4.2.2.1 Un sit-in pour faire présenter une campagne de sensibilisation et les revendications pour mettre fin au patriarcat

La pratique de SOFA qui est la plus visible est due à un texte de type narratif (Adam, 1997) publié par Alterpresse le 23 février 2013.

Le texte sert ici à une campagne de mobilisation et prend une orientation revendicative. Cette campagne de mobilisation propose plusieurs actions dans le but de pousser la société à ne plus tolérer les actes de violence contre les femmes, à mettre fin au patriarcat et à faire évoluer la forme actuelle de l'État haïtien qui contribue présentement à construire le problème social par son inaction.

À l'intérieur du texte, il est décrit qu'à l'occasion de ses 27 ans d'existence, SOFA a organisé un *sit-in* devant le ministère à la Condition féminine et des droits aux femmes. SOFA évoque ce qui a déjà été fait en termes d'avancées et attire l'attention sur la problématique de la violence faite aux femmes. Au niveau de l'acte locutoire, le texte précise que la marche s'est terminée devant le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme (MCFDF), où les manifestantes ont pu présenter leurs revendications aux 7 représentantes qui les ont accueillies. Elles constatent qu'il y a eu des progrès, mais qu'il reste encore beaucoup à faire pour venir à bout du patriarcat et avancer dans la lutte pour la justice sociale.

Sur la forme de ce texte, il est possible de dire qu'il comprend des actes illocutoires expositif, promissif et comportatif. Comme pour la précédente pratique, des paroles de la responsable de programme de SOFA et du MCFDF ont été rapportées. À l'intérieur de l'article, l'usage d'actes illocutoires sert généralement davantage à énoncer la situation. Toujours en s'adressant au MCFDF, la dirigeante de

l'organisation expose le symbole et la signification de la campagne courte-pointe, ainsi que les résultats de la campagne de sensibilisation, et dénonce les violences en illustrant (expositif) la réalité actuelle marquée par la violence envers les femmes et souligne qu' « on y retrouve toutes les formes de violences dans toutes les classes sociales ». Elle termine en présentant les perspectives de SOFA dans la lutte pour mettre fin au patriarcat. La coordonnatrice soutient (comportatif) aussi que les femmes ne sont pas confortables avec l'État actuel et que « la violence qui s'exerce sur nous est le produit du système patriarcal [...] La lutte contre la violence sur les femmes est aussi un questionnement de cette forme d'État ». De plus, pour combler le vide au niveau juridique et assurer les changements nécessaires dans la loi haïtienne sur la question de la violence liée aux sexes, SOFA « promet (promissif) d'intensifier les plaidoyers ».

#### 4.2.2.2 Une campagne de sensibilisation dans le cadre des 16 jours d'actions contre les violences basées sur les genres.

Une seconde pratique de SOFA est visible sur le blogue de *Grassroots international*. C'est un article de type explicatif puisque servant à faire comprendre quelque chose au public (Adam, 1997). Cette organisation, basée aux États-Unis, travaille en partenariat avec plusieurs structures et mouvements à travers le monde et fait la promotion des droits humains. Ce texte date du 21 novembre 2012 et est écrit en anglais par une journaliste du blogue. C'est une présentation de la campagne lancée à l'occasion des 16 jours d'action contre la violence basée sur le genre.

Le texte met en exergue la situation d'injustice sociale que vivent les femmes haïtiennes dans un contexte post-séisme, situation qui existait déjà bien avant le tremblement de terre.



L'auteure explique la violence envers les femmes en Haïti comme étant une « violence structurelle ». Elle aborde les différents facteurs qui permettent d'expliquer la cause du problème, et poursuit sur le fait que la violence basée sur le genre est reconnue au niveau législatif, mais les lois étant rarement appliquées, cela explique la culture de l'impunité. Ainsi, SOFA dans sa description des violences envers les femmes inclut : « [...] *the aforementioned factors as contributors to the violence along with discrimination and a culture of impunity that may recognize gender-based violence as a crime on paper, but rarely in practice* ».

Selon cette journaliste, la visée de cette campagne est de changer les attitudes culturelles de la population. Pour ce faire, il s'agit de défier la normalisation de la violence faite aux femmes dans la société haïtienne. Y sont aussi abordées différentes plateformes qui sont utilisées dans cette campagne afin de sensibiliser l'ensemble des strates de la population à la situation des violences faites aux femmes. Elle rapporte le constat que SOFA a lancé sa campagne à un moment crucial pour les femmes et les filles déplacées dans les camps pour qui la sécurité est compromise.

En somme, l'analyse a montré que les quelques actes illocutoires retrouvés dans le texte sont de nature exercitifs. Ainsi, SOFA, à l'aide de sa campagne de sensibilisation, demande (exercitif) aux hommes et aux femmes de la société haïtienne d'agir : « *The campaign implored both women and men to take their rightful roles in preventing gender-based violence* ».

#### 4.2.2.3 Un bilan (rapport) pour sortir de l'invisibilité

Il est fort intéressant par ailleurs d'aborder la prochaine pratique. Publié par Alterpresse le 1<sup>er</sup> décembre 2010, un article de type explicatif (Adam, 1997) présente les grandes lignes du 10<sup>ème</sup> rapport sous forme de bilan de SOFA, et fait part de

l'évolution de la violence faite aux femmes depuis 2009.

SOFA se sert des déclarations qu'il diffuse dans ce texte pour rappeler aux autorités que ces violences représentent une violation des droits des femmes. Elle se dit également « préoccupée » par la banalisation que l'État fait des violences vécues par les femmes et par le fait qu'il n'ait toujours pas mis en place des mesures pour les éliminer, car cet enjeu doit au contraire faire partie des priorités de l'État.

D'abord, en termes d'acte locutoire, l'organisation constate qu'il y a une évolution « catastrophique » de la situation des violences faites aux femmes depuis le séisme de janvier 2010 et l'illustre à l'aide d'un portrait statistique. Elles décrivent par ailleurs la violence faite aux femmes comme une violation des droits des femmes.

L'analyse révèle ensuite des actes illocutoires de type expositif, comportatif et verdictif. Le rapport a comme but premier d'exposer la situation : « La violence à l'égard des femmes a évolué de manière catastrophique depuis le tremblement de terre du 12 janvier 2010 en Haïti, indique (expositif) le 10<sup>ème</sup> rapport de bilan de la Solidarité des femmes haïtiennes (SOFA) ». Le groupe rend visible les données relatives aux violences faites aux femmes. Les femmes du groupe constatent, que parmi 718 déclarations recensées dans ce rapport, 107 concernent des femmes qui habitent dans les camps de la région métropolitaine de Port-au-Prince, et qui « ont, pour la plupart, subi des viols, des coups et blessures, ou des voies de fait ». Il signale (comportatif) aussi par ailleurs que cette augmentation est nécessairement en lien avec le séisme.

Pour se faire, SOFA rappelle avoir envoyé une lettre qui s'adressait aux autorités et où elles expliquent (expositif) qu'« un nombre important de femmes, d'adolescentes, de petites filles vivent dans des camps, dans un contexte de promiscuité sans pareil » qui augmente « leur vulnérabilité aux agressions de toutes sortes, particulièrement

celles dirigées contre leurs sexes ».

#### 4.2.2.4 Un bilan (lettre) pour sortir le problème de la violence conjugale de l'invisibilité

La prochaine pratique est celle d'un groupe hors Haïti qui publie les actions de SOFA. Le 16 décembre 2011, le Collectif Haïti de France publie un texte de type descriptif (Adam, 1997) sur son site web : le 11<sup>ème</sup> rapport de la SOFA sur les violences contre les femmes et les filles en Haïti. SOFA a effectivement présenté son 11<sup>ème</sup> Rapport-Bilan sous forme d'une lettre adressée aux instances étatiques. SOFA l'a présenté dans le cadre de la commémoration des 16 jours d'action de lutte pour les Droits Humains des Femmes décrétée par l'ONU, et de la célébration des 63 ans de la Déclaration universelle des droits de la personne.

Dans sa pratique langagière, SOFA fait le constat des conditions de vie dans lesquelles se retrouvent les femmes depuis le tremblement de terre. Elles parlent aussi de la violence conjugale comme d'une catégorie de violence invisible.

Les cas de violence qui sont exposés dans cette lettre révèlent que les femmes haïtiennes font couramment face à des situations de violence dans leur vie quotidienne. En outre, SOFA ajoute que les cas de violence survenus suite au séisme « sont surtout caractérisés par les mauvaises conditions de logement des déplacées qui, vivant en pleine rue, voient leur dignité humaine et leurs droits de sécurité foulés aux pieds ».

Ce texte se termine d'ailleurs en exposant les conséquences de cette forme de violence, et en démontrant à l'aide de chiffres que les viols demeurent la forme de violence la plus répandue chez les femmes et les jeunes filles. Pour parler aux acteurs



étatiques, SOFA utilise le terme de violence sexo-spécifique afin d'englober à la fois la violence conjugale et les viols.

Dans sa forme, aucune parole de femmes n'est rapportée puisque SOFA se dit porte-parole des 2370 femmes en question.

La lettre est adressée aux différents responsables gouvernementaux et parlementaires haïtiens. L'organisation aborde aussi la problématique de la violence conjugale qu'elle caractérise « d'invisible » puisque socialement tolérée.

Par l'utilisation de verbes d'action de type exercitif, l'organisation demande une action (au gouvernement) face à la situation qui sévit : « SOFA réitère (exercitif) ses demandes sur ce dossier et exige que (exercitif) le gouvernement Martelly-Conille [...] mette un terme aux problèmes de ces femmes et familles déplacées, qui constituent une violation grave de leurs droits notamment celui de vivre dans des logements décents et dans la dignité ». De plus, avec ce rapport, SOFA « interpelle » l'État sur la situation préoccupante d'insécurité et « exhorte à tout mettre en œuvre pour définir les politiques qui conviennent en vue de réponses concrètes aux victimes [...] ».

En somme, par l'usage d'actes langagiers, SOFA souhaite que l'inégalité sociale soit solutionnée en exposant et en demandant au gouvernement d'agir. C'est en « espérant » que le cri de ces femmes sera entendu – et ensuite en « invitant » les responsables gouvernementaux « à reconnaître la complexité et l'ampleur de cette violence sexo-spécifique » – que SOFA propose comme remède la mise en place de mesures afin de « juguler cette violence ».

#### 4.2.3 Les pratiques collaboratives de Kay Fanm et SOFA : les actes locutoires et illocutoires

##### 4.2.3.1 Une pratique commune pour intervenir face aux nouvelles conditions d'existence des femmes.

Dans un registre différent, nous aborderons maintenant une pratique collaborative. De fait, le 9 mai 2010, Alterpresse publie un article de type narratif (Adam, 1997) portant sur une pratique collaborative entre Kay Fanm et SOFA. Ils ont à cette occasion conjointement mis sur pied des cellules mobiles d'intervention psychosociale en vue d'accompagner et d'encadrer les femmes dans les abris issus du tremblement de terre du 12 janvier.

Kay Fanm et SOFA présentent le problème des violences faites aux femmes en contexte post-séisme comme étant caractérisé par une réalité de promiscuité, de manque d'éclairage, de sécurité et d'intimité, en plus de la sécurité policière rarement présente. Réalité dont les hommes profitent, car ils la perçoivent comme « une possibilité de revanche par rapport à différents tabous envers les femmes ».

Aussi, dans leur recherche d'abris, les mères, avec leurs enfants, doivent souvent s'aventurer hors des camps « où elles sont exposées à de nouveaux risques, allant du vol aux sévices sexuels ». Une fois arrivées dans les camps organisés, il arrive souvent qu'elles doivent aussi faire « face à la même division du travail qu'elles subissent depuis longtemps. Elles doivent pourvoir aux besoins de leur famille ».

Les groupes constatent que ce sont les hommes qui contribuent au problème social. Ceux-ci oublient les interdits sociaux et voient les femmes comme des « souffre-douleurs et des objets sexuels qui doivent assouvir leurs instincts », alors qu'au lieu de cela, les hommes devraient se joindre à la lutte pour combattre la violence

domestique.

À propos de la forme langagière, deux remarques doivent être faites : l'usage de la parole des femmes et son caractère performatif. Yolette André Jeanty, coordonnatrice de Kay Fanm et Asha-Rose Migiro, vice-Secrétaire générale des Nations Unies sont citées dans cet article. De plus, afin d'illustrer les réalités marquées par le contexte d'insécurité, la parole des femmes est rapportée à l'intérieur du texte au travers de la vice-Secrétaire générale des Nations Unies qui relate le vécu et les réalités des femmes vivant dans les camps de déplacés.

Dans l'article, qui est à caractère performatif se retrouvent des actes illocutoires de types comportatif, mais surtout exercitif et expositif. Dans un des actes illocutoires de type exercitif, Kay Fanm s'adresse aux organismes humanitaires en leur suggérant « d'œuvrer vers la mise en place de meilleures conditions « plus humaines » au profit des personnes déplacées et de plus d'un million de sans-abris ». Des témoignages sont indirectement rapportés et peuvent être perçus comme une stratégie de reconnaissance de la part de l'État. En ce sens, la vice-présidente des Nations Unies expose les réalités de femmes vivant dans des camps en mentionnant que « les histoires émouvantes de femmes enceintes dans les situations de catastrophes [...] nous rappellent de manière poignante que le cycle de la vie ne ralentit pas ni ne s'arrête simplement parce qu'un séisme frappe ».

Quant aux actes de type expositif, ils servent dans le présent texte à démontrer la situation. Les actes de type exercitif consiste à décider des actions à suivre en demandant une meilleure distribution des effectifs de sécurité pour prévenir les actes de violence : « les nouvelles conditions d'existence des personnes déplacées seraient de nature à faciliter les violeurs et autres agresseurs des femmes dans leurs forfaits, explique [expositif] Kay Fanm qui recommande [exercitif] aux femmes de s'entourer de proches pour prévenir les agressions physiques et sexuelles envers leur personne ».



Enfin, la militante féministe de Kay Fanm, dans l'usage de l'acte illocutoire exercitif, demande une action de la part des organismes humanitaires présents sur le terrain, en les conviant « à des efforts collectifs de solidarité pour changer le mode de vivre ensemble national et agir avec davantage de responsabilités dans le sens du bien-être de chacune et de chacun [...] ».

Enfin, le caractère performatif se voit aussi dans le fait que le samedi 10 avril 2010, le blogue *Haitireverso* a publié le même article, via le média *Alterpresse*.

#### 4.2.3.2 Un discours pour dénoncer le non-respect des droits humain des haïtien(ne)s

La pratique suivante est celle d'un groupe hors Haïti, le Comité pour l'Annulation de la dette du tiers monde (CADTM), qui relaie une action de plusieurs groupes dont SOFA et Kay Fanm.

Le 6 février 2012, via le site web *El correo*, une pratique de la SOFA est publiée, en collaboration avec d'autres groupes de femmes, dont Kay Fanm, et relayée par le CADTM. Le texte, de type argumentatif (Adam, 1997), est un discours prononcé par la coordonnatrice de la SOFA au cours d'une réunion avec le ministre des droits de l'homme du Brésil, Dilma, en visite à *Puerto Principe*.

D'abord, par l'usage d'actes locutoires dans le texte, il est constaté que les droits humains des haïtiens ne sont pas respectés et souvent bafoués par les forces étrangères qui sont accusées de perpétrer, entre autres, des viols sur les filles et les femmes haïtiennes.

Les types d'actes illocutoires exercitifs sont majoritaires, parmi des actes de type expositif, promissif et comportatif. La lettre, qui débute en exposant la situation,

demande ensuite une réaction de la part du ministre, puis oblige le locuteur à agir par l'usage de l'exercitif :

nous souhaitons [exercitif] cependant une ouverture de cette coopération qui tienne compte des mouvements sociaux, spécialement des organisations de femmes et de féministes existantes dans le pays pour appuyer l'autonomie économique des femmes ainsi que la lutte contre la violence faite aux femmes.

Kay Fanm et SOFA terminent la lettre en les remerciant par l'usage de l'acte illocutoire de type comportatif.

Suite à la présentation des résultats, nous avons pu constater quelques variations des particularités de contenu pour les trois parties présentées précédemment, soient la cartographie des usages du web, le contenu relatif aux violences à l'égard des femmes et les pratiques langagières qui se sont dégagées des pratiques sociales.

La première partie permettait de rendre compte des usages du web 1.0 et 2.0 de Kay Fanm et de SOFA dans la mise en visibilité des pratiques sociales. Elle mettait en exergue l'exploitation des outils, à la fois via leur site web (Kay Fanm), leur blogue (SOFA), mais aussi leurs limites d'utilisation du web 2.0.

Enfin, le tableau qui suit illustre quelques une des pratiques langagières présentées plus tôt, ainsi que les actes (il)locutoires qui ont été relevés lors de l'analyse.

Tableau 4.3 Présentation de pratiques langagières et actes (il)locutoires

Titre de la pratique	Constats (actes locutoires)	Types d'actes illocutoires	Extraits actes illocutoires
<b>Une déclaration pour une mobilisation nationale dans la reconstruction (KF)</b>	Les femmes comme catégorie sociale qui vit une situation de vulnérabilité exacerbée par le contexte actuel	Comportatif et exercitif	Elles tiennent « <b>à redire</b> » (comportatif) aux populations qu'elles sont conscientes de leurs « terribles conditions de vie actuelles »  « <b>Faisons porter</b> (exercitif) nos voix, pour que l'État assume ses responsabilités en instaurant des programmes d'appui à la réfection des habitations endommagées et des programmes de logements sociaux »
<b>Un bilan (rapport) pour sortir de l'invisibilité (SOFA)</b>	Il y a une évolution « catastrophique » de la situation des violences faites aux femmes depuis le séisme de janvier 2010	Expositif	« Cette augmentation (de la violence à l'égard des femmes) n'est pas sans lien avec le séisme, <b>signale</b> (expositif) le rapport »
<b>Une pratique commune pour intervenir face aux nouvelles conditions d'existence des femmes : cellules mobiles d'intervention psychosociale (Kay Fanm et SOFA)</b>	« Dans leur recherche d'abris, les mères, avec leurs enfants, doivent souvent s'aventurer hors des camps où elles sont exposées à de nouveaux risques, allant du vol aux sévices sexuels »	Exercitif, expositif et comportatifs	« Les nouvelles conditions d'existence des personnes déplacées seraient de nature à faciliter les violeurs et autres agresseurs des femmes dans leurs forfaits, <b>explique</b> (expositif) Kay Fanm qui <b>recommande</b> (exercitif) aux femmes de s'entourer de proches pour prévenir les agressions physiques et sexuelles envers leur personne »
<b>Un sit-in (SOFA)</b>	SOFA organise un sit-in devant le Ministère à la Condition Féminine et des Droits de la Femme en vue d'attirer l'attention particulièrement sur la problématique de la violence faite aux femmes	Comportatif	La SOFA <b>se félicite</b> (comportatif) des efforts qui ont été déjà enregistrés dans la lutte des femmes



## CHAPITRE V

### DISCUSSION SUR LES RÉSULTATS

De février 2014 à juin 2014, nous avons procédé à l'analyse des pratiques de mise en visibilité sur le web pour recenser ce qui se fait en termes de pratiques langagières de deux groupes de femmes haïtiennes à l'étude, soit SOFA et Kay Fanm. Les pratiques sociales documentées et les actes langagiers catégorisés nous amènent maintenant à les analyser afin de savoir s'ils ont un but de redistribution et/ou de reconnaissance.

Plus concrètement, cette discussion est rendue possible par un dispositif d'analyse étayé, à la fois par une cartographie de ce qui est rendu visible sur l'espace public qu'est le web, et une analyse des discours véhiculés.

Pour débiter, nous aborderons la pratique de mise en visibilité de l'état de la situation post-séisme. Ensuite, les pratiques sociales seront abordées sous l'angle de la construction du problème social à travers la conception des violences à l'égard des femmes en contexte post-séisme par les groupes en question. De plus, maintenant que nous avons vu quelles sont les utilisations du web 1.0 et 2.0 des deux groupes de femmes à l'étude et leurs actes langagiers (actes locutoires et illocutoires) utilisés à l'intérieur des pratiques, nous allons voir dans quels buts (reconnaissance et/ou redistribution) ils ont été produits. Pour ce faire, un regard croisé sera porté sur les différents types d'actes illocutoires pour révéler la finalité de l'usage de l'acte dans le texte. Et nous allons utiliser la grille d'analyse de Nancy Fraser avec les actes (il)locutoires de la pratique. L'analyse des résultats de chacun des deux groupes de femmes à l'étude, SOFA et Kay Fanm, conduit de fait à discuter de leurs pratiques pour une plus grande justice sociale à travers ses composantes essentielles que sont la reconnaissance du problème social des violences à l'égard des femmes en contexte post-séisme et la redistribution des ressources en conséquence (Fraser, 2005, 2004).

### 5.1 La pratique de mise en visibilité en contexte post-séisme en Haïti

La pratique de mise en visibilité en contexte post-séisme en Haïti est la condition à ce que puissent être reconnues les injustices sociales. Les usages du web par les groupes de femmes y contribuent. D'ailleurs, lors de l'analyse des pratiques, nous avons pu remarquer que de nouvelles initiatives issues du web 1.0 et aussi 2.0 sont apparues suite au séisme. Alors qu'Alterpresse a été fondé en 2001, le volet « espaces-femmes » a quant à lui été créé en mai 2012, un peu plus de deux ans après le séisme. Toutefois, au sujet des outils de mise en visibilité utilisés par les deux groupes de femmes, on parle plus de l'usage de blogues et d'outils audio-vidéo (*streaming*) pour Kay Fanm tandis que SOFA, demeure davantage dans l'usage du web 1.0.

Outres les usages collectifs, il faut relever l'apparition de pratiques individuelles de mises en visibilité depuis le séisme. Elles se sont réalisées via l'usage du web 2.0, notamment par l'intermédiaire des blogues (qui portent sur les pratiques du groupe Kay Fanm concernant les violences sexuelles faites aux femmes en contexte post-séisme), de SOFA et d'autres blogues comme celui de *Haïti recto-verso* et de *Rapadoo* qui rapporte l'actualité en Haïti et à l'international.

Même si de nouvelles pratiques du web 2.0 émergent, il est de mise de mentionner que l'exploitation de ces outils par les organisations SOFA et Kay Fanm semble limitée à un usage restreint du web. À cet effet, selon les données statistiques de La Banque Mondiale<sup>26</sup>, le taux d'usage d'Internet par la population haïtienne s'élevait à 8.4 % en 2010 et 10,6% en 2013<sup>27</sup>. La différenciation homme-femme dans l'usage d'Internet n'y est pas précisée. En revanche, du côté des Caraïbes, la même étude

<sup>26</sup> La Banque Mondiale, Données statistiques : usagers Internet (pour 100 personnes), consulté le 25 mai 2015, récupéré de <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/IT.NET.USER.P2>

<sup>27</sup> Les rapports statistiques préparés par les institutions internationales concernant les usages des TIC en Haïti sont toutefois remis en question dans le milieu universitaire haïtien, du au fait que des intérêts commerciaux et économiques seraient en jeu. Le directeur général de CONATEL, parle d'un taux de 13%, soit 1500000 utilisateurs dans le pays (Le Nouvelliste, 2014).

indique que la majorité des usagers sont des hommes, des jeunes et des cadres (Médiamétrie, 2014). En fait, ceci peut-être attribué à un problème de l'ordre de la (re)distribution des ressources communicationnelles. Toutefois, un travail s'effectue à ce niveau en Haïti : la reconnaissance que l'accès au TIC<sup>28</sup> est primordial à la participation dans la sphère publique, mais aussi comme stratégie d'équilibre entre les genres pour favoriser la parité de participation.

L'analyse de la pratique de mise en visibilité dans l'espace public doit nécessairement prendre en compte le rôle des médias de masse. Cependant, les pratiques analysées ne figurent que très rarement dans les médias de masse inter(nationaux), voire pas du tout en ce qui concerne la présente recherche. Cela se révèle être un obstacle à la construction de l'opinion publique, grandement influencée par les médias de masse (Proulx et Breton, 2006). Ainsi, les pratiques de Kay Fanm et SOFA se retrouvaient la plupart du temps diffusées via des médias alternatifs haïtiens par exemple, *Alterpresse* et *Haiti Press Network*. Ceux-ci laissent plus de place à la prise de parole des citoyen(ne)s, et par conséquent, transforment la conception de l'information en la rendant moins élitiste, voire plus accessible. C'est pourquoi les usages du web par ces groupes, notamment à travers les médias alternatifs, sont pertinents à analyser.

Les médias alternatifs visent en général à rendre visible la parole des citoyens dans l'espace public puisque leur fondement repose sur la notion de participation et le désir de redistribuer la parole à travers la construction d'une communication de forme subjective (Cardon et Granjon : 2012). La parole des femmes directement concernées par le problème social a été exclusivement médiatisée via le site web de Kay Fanm, ainsi que via le blogue exposant les pratiques du groupe concernant les violences sexuelles, dans sa section consacrée aux témoignages. Différentes formes de

---

<sup>28</sup> Voir pratique sous forme de vidéo (youtube) via *Alterpresse*(2013). Encourager l'équilibre de genre à travers les TIC, consulté le 18 octobre 2013, récupéré de:  
[http://www.alterpresse.org/spip.php?article14992#.VAsm4\\_l5P9Q](http://www.alterpresse.org/spip.php?article14992#.VAsm4_l5P9Q)



revendications ont été rendues visibles : les rapports (bilans) pour sortir le problème social de l'invisibilité, une lettre destinée aux acteurs politiques internationaux, un blogue, un sit-in et des pratiques collaboratives. De plus, la visibilité des pratiques s'est vue à quelques reprises élargie grâce à d'autres organisations (inter)nationales qui ont relayé les informations via d'autres médias.

Ainsi, chacune de ces pratiques sociales prend place dans l'espace public, et c'est à l'intérieur de cet espace que la parole devient action. C'est alors que « l'activité la plus importante pour l'être-libre se déplaça de l'agir à la parole, de l'action libre à la parole libre » (Arendt, 1996 : 86). L'action politique que représentent les pratiques sociales de groupes de femmes prend son sens notamment par la prise de parole, particulièrement sur le web. Cet acte langagier dans l'espace public qu'est le web renvoie à un pouvoir d'agir au point de vue individuel. La liberté de parole est en ce sens un outil d'empowerment et donne accès à une forme de reconnaissance. Toutefois, cette reconnaissance par la mise en visibilité de la parole des femmes ne permet pas d'atteindre la justice sociale. Elle se réalise lorsqu'elle est conjuguée à une redistribution des ressources communicationnelles du web qui rend possible l'action.

Il est possible à ce moment d'émettre certaines réflexions en ce qui concerne les outils web utilisés les deux groupes de femmes et qui seront élaborés plus loin dans ce chapitre. Par exemple, les alliances comme tactique de redistribution de ressources communicationnelles (alors qu'il faut des connaissances, un accès à Internet, des personnes pour concevoir et animer ces outils web, etc.). Des conditions de réalisation doivent être en ce sens établies et nécessitent d'avoir accès à des connaissances et ressources qui permettent d'actualiser une réelle transformation sociale.

Enfin, mettre en marche un tel projet suppose qu'à priori, la reconnaissance par la

prise de parole, la redistribution des ressources communicationnelles et la parité de participation dans l'espace public représentent les bases sur lesquelles le projet de justice sociale se construit.

## 5.2 Les pratiques pour la reconnaissance du problème de la violence envers les femmes

### 5.2.1 Un sit-in

Cette pratique langagière propose que la réponse à l'injustice sociale réside dans l'élaboration de projets de lois ayant pour but d'éliminer la violence faite aux femmes. Ce qui impliquerait pour l'État de développer une politique de reconnaissance des identités culturelles des femmes. L'usage d'actes locutoires consiste à dénoncer le système judiciaire et soulève donc une lacune de reconnaissance au niveau étatique.

Avec l'usage d'actes locutoires, SOFA propose une solution à l'injustice sociale qui est de l'ordre de la reconnaissance et qui requiert un changement culturel et symbolique des identités méprisées des femmes. De cette solution, nous pouvons en déduire que pour SOFA, le problème réside dans une non-reconnaissance des injustices vécues par les femmes, comme celle des violences exercées envers celles-ci.

Le texte comprend des actes illocutoires expositif, promissif et comportatif. Aussi, des paroles de la responsable de programme de SOFA et du MCFDF ont été rapportées à l'intérieur de ce texte.

Ce qui est recherché par la présente pratique – pour arriver à une justice sociale par l'usage de ces actes illocutoires de type expositif, entre autres – est la reconnaissance

des violences qui peuvent potentiellement toucher toutes les femmes provenant de toutes les sphères de la société.

Rappelons qu'une reconnaissance au niveau juridique est un présupposé selon lequel chaque individu est égal devant la loi. En revanche, l'acte illocutoire promissif, en faisant référence au plaidoyer que promet de maintenir le groupe, nous indique que cette condition n'est pas réalisée et mène nécessairement à une forme de mépris à l'égard des femmes.

Au travers de leurs pratiques, SOFA énonce très clairement que pour mettre fin aux violences faites aux femmes, une lutte contre le patriarcat doit être menée. Le combat que mène SOFA signifie que l'injustice sociale que représentent les violences faites aux femmes nécessite un remède de l'ordre de la réévaluation culturelle et symbolique des identités méprisées, et une valorisation des choses dites féminines (Fraser, 2005). La reconnaissance du problème social doit se faire d'abord en prenant conscience que la plus apparente et influente des manifestations du patriarcat est l'État dans sa forme actuelle.

### 5.2.2 Un bilan (rapport)

Ce qui est recherché dans cette pratique mise d'avant par SOFA, est non seulement une reconnaissance du problème social par la simple mise en visibilité du message, mais aussi une reconnaissance des femmes qui vivent ou ont déjà vécu cette réalité, et qui sont jusqu'ici invisibles auprès des acteurs politiques, voire même de la société dans son ensemble.

Parallèlement, la lacune au niveau juridique constatée par le groupe mène à un déni de reconnaissance des femmes et à la banalisation de l'injustice sociale vécue par les



femmes.

En exposant la réalité de la situation des violences post-séisme dans leur rapport, le groupe propose comme solution une reconnaissance de la problématique afin de remédier au mépris qu'entraînent le non respect et le traitement inéquitable au niveau de la loi. La mise en visibilité des réalités que vivent les femmes est mise en exergue par l'usage des actes illocutoires, dans le but d'acquérir une reconnaissance sociale. Toutefois, le caractère performatif de ces actes implique une approche plus politique, comme la revendication de la mise en œuvre d'actions concrètes, notamment de politiques de la part de l'État haïtien pour remédier au problème social.

Le relai de l'information a ici été facilité par la reprise et la rediffusion du rapport en question par des organisations nationales et internationales, comme par exemple d'autres sites web d'organisations, dont Amnistie Internationale.

### 5.2.3 Lettre ouverte au MCFDF

La lettre ouverte dénonçant la possible fermeture du Ministère à la Condition Féminine et des Droits des Femmes écrite par Kay Fanm (diffusée via son site web), considère ce geste comme de l'ignorance de la part du gouvernement et un mépris à l'égard du travail qu'effectue le mouvement des femmes. De fait, cette ignorance conduit ainsi à une non-reconnaissance des injustices sociales vécues par les femmes.

Dans le processus d'identification de la condition sociale comme problème, la perception de chaque acteur est primordiale afin de permettre aux mouvements de femmes d'intervenir avec l'appui de l'État pour rectifier les inégalités sociales qui touchent les femmes et ainsi atteindre une forme de justice sociale. Du fait que l'État n'accorde pas ce pouvoir au ministère en question, cela contribue selon le groupe au

problème social.

L'appareil d'État, acteur et contributeur à la construction d'un problème social, est ici le premier et le seul visé par la présente pratique de Kay Fanm. La non-reconnaissance de la nécessité d'existence du MCFDF de la part de l'État constitue une injustice qui maintient et nourrit les inégalités sociales. La mission du MCFDF est de faire la promotion et la défense de droits fondamentaux des femmes et des filles, et « cela à travers la définition et l'application de politiques et programmes publics visant l'égalité des sexes, la lutte contre les violences de genre et la féminisation de la pauvreté [...] ». Selon la vision d'Honneth (2005), il y a un manquement à l'une des expressions de la reconnaissance, en l'occurrence le respect, et entraîne alors un mépris à l'égard des femmes et des injustices qu'elles peuvent vivre.

En ce sens, de par les actes illocutoires utilisés, SOFA demande au mouvement de se mobiliser pour mieux continuer la lutte contre les inégalités sociales et les faire reconnaître par les acteurs politiques haïtiens. Cette injustice nécessite une réévaluation qui passe par un changement symbolique des réalités des femmes.

#### 5.2.4 La mise en visibilité via le témoignage

Rappelons aussi que de ceux qui contribuent à construire le problème social, il y a les individus directement touchés par la condition sociale en question. D'autres moyens de communication, qui n'ont pas été analysés dans ce mémoire, laissent entendre que d'autres espaces de diffusion qui donnent la place à la parole des femmes sont investis par celles-ci (la Radio Kyskeya, par exemple).

Dans les approches préconisées par les groupes de femmes, par exemple par Kay

Fanm, le témoignage des femmes est valorisé, même qu'il est au cœur de l'intervention. Toutefois, de l'analyse des pratiques qui fut effectuée, les paroles des femmes sont indirectement rapportées par les actrices des organisations. Seul le blogue, né d'une pratique individuelle qui parle des pratiques du groupe Kay Fanm, semble être le lieu où les paroles sont diffusées.

L'outil du témoignage apparaît dans le blogue (relatant les pratiques de Kay Fanm) comme une stratégie évidente de mise en visibilité auprès d'un public politique, afin de déboucher sur des actions de leur part. D'ailleurs, l'auteure spécifie, en parlant de la pratique du témoignage que met en avant le groupe Kay Fanm, que « le recueil de témoignages s'avère précieux pour préciser les causes de violences répétées et donner du poids aux paroles auprès des autorités ». La parole des femmes via leurs témoignages contribue à la définition du problème social et selon elles, représente un outil important dans l'élaboration de politiques par les instances étatiques.

L'organisatrice du blogue explique le problème des violences en évoquant les différents facteurs qui poussent les Haïtiens à agir de façon violente. L'action, la plupart du temps commise par un homme, est expliquée d'abord de façon individuelle. Puis, il est expliqué que les situations de viol (post-séisme) peuvent survenir dans différents contextes, lors de la fuite d'une femme ou pendant un mouvement de population par exemple (quand il est notamment plus difficile d'exercer un contrôle et une sécurité), dans les camps de déplacés ou encore, en situation de prostitution.

À l'aide du témoignage, les femmes ont pu elles-mêmes parler de leur expérience de violence et cette mise en visibilité permet de transformer le sens qu'elles accordent à leur vécu de violence, et ce à l'intérieur d'un processus d'interaction sociale (Blumer, 1971).



Par ailleurs, une analyse des pratiques discursives, qui s'inscrit à l'intérieur d'un courant post-moderne,

se concentre, d'une part sur la façon dont des comptes rendus et des discours particuliers rendent certains aspects importants et d'autres moins et, d'autre part, sur la manière dont ils incluent certains participants et en excluent ou marginalisent d'autres [...] les représentations qui construisent un espace donné sont transposées et reprises dans les discours, qui reproduisent à leur tour les relations de pouvoir à l'intérieur de cet espace [...] il est donc nécessaire de rendre explicites les structures de pouvoir, qui sont moins visibles et qui forment et imprègnent les espaces sociaux ou autres » (Fischer, 2011 : 23).

Le simple acte de mise en visibilité est en soi une forme de reconnaissance du problème social (Honneth, 2004). Toutefois, « la visibilité des activités sociales s'opère différemment selon le genre de celles et ceux qui les exercent » ce qui a pour conséquence que les activités des femmes sont moins rendues visibles que celles des hommes et

cette invisibilité sociale des femmes trouve son expression jusque dans les traces de la mémoire sociale, puisque les archives négligent le plus souvent, ou même occultent, leur présence, y compris dans des situations où leur rôle déterminant a pu être avéré. Socialement actives, les femmes sont le plus souvent invisibles, leur apport restant en deçà de ce qui est retenu et reconnu » (Voirol, 2005 : 13).

Un déni de reconnaissance apparaît lorsque les membres sont exclus, rendus invisibles. Comme le rappelle Fraser, la reconnaissance est aussi réfléchie comme une question de statut social et « ce qui doit faire objet de reconnaissance n'est pas l'identité propre à un groupe, mais le statut pour les membres de ce groupe de partenaires à part entière dans l'interaction sociale » (2005 : 79). Dans ce même ordre d'idée, le témoignage est un outil qui permet la co-construction sociale du problème puisqu'il permet aux femmes de transformer le sens qu'elles accordent à leur expérience de violence.

C'est à travers le potentiel performatif du langage que chaque femme a le pouvoir de participer à la démarche de construction du monde (Butler, 2004). Et ainsi, « en témoignant de leur vécu, en prenant position sur des décisions qui les touchent, les personnes atteintes ont amorcé un changement social visant à développer des milieux solidaires » (Mensah, 2003 : 11, cité dans Manseau-Yung, 2013 : 32).

### 5.3 Les pratiques pour plus de justice sociale (redistribution et reconnaissance)

#### 5.3.1 Le blogue

En plus des femmes elles-mêmes qui participent à la définition du problème social par l'entremise du témoignage, les médias détiennent selon l'auteure du blogue un rôle dans la construction du problème, mais aussi en tant qu'acteurs auprès de l'État. Ainsi, le rôle des médias est décrit comme étant plus qu'un outil de mise en visibilité, puisqu'ils peuvent, selon l'auteure, exercer une pression sur les États afin de les inciter à fournir une protection physique aux réfugiés.

En ce sens, ce qui est demandé comme solution par les organisatrices, à travers la mise en visibilité des pratiques de l'organisation Kay Fanm sur le web, via les pratiques langagières du blogue, est une redistribution au niveau de la sécurité des femmes, ainsi qu'une forme de reconnaissance des identités méprisées grâce, entre autres aux témoignages qui permettent de libérer la parole des femmes concernant leur vécu de violence.

Cette utilisation, quoique restreinte, nous permet d'identifier qu'il s'agit tout de même d'une stratégie de visibilité dans un but de reconnaissance des violences sexuelles à l'égard des femmes en Haïti en situation post-séisme. De plus, les limites de

l'exploitation des outils du web 2.0 nous indiquent qu'il y a une carence au niveau de la redistribution communicationnelle. L'usage du web 2.0 nécessite par ailleurs d'avoir des connaissances, un accès à Internet, ainsi que des gens pour la conception et l'appropriation de ces outils. Ce qui expliquerait que certaines pratiques du web 2.0 aient vu le jour grâce à des alliances. Pensons par exemple à Kay Fanm qui s'est allié avec le média alternatif Alterpresse dans le but de diffuser ses pratiques. À cet effet, les alliances peuvent être perçues à la fois comme une forme de reconnaissance et aussi comme une stratégie de redistribution des ressources communicationnelles.

### 5.3.2 Une action concertée

Portons maintenant notre regard vers la pratique de Kay Fanm qui porte sur la construction nationale comme action concertée face au problème social. Elle nous indique que les différents enjeux doivent être placés dans la sphère publique, lieu d'actualisation de la parole comme action (Arendt, 1996), qui est aussi le lieu de délibération et d'investissement des organisations féministes en Haïti. Comme nommé par Kay Fanm, c'est à partir des enjeux qui touchent les femmes que des mesures doivent être prises pour entamer une reconstruction qui inclut tous les citoyens. Le débat doit se faire sur des bases égalitaires et c'est à travers le « parler ensemble » que chacun doit avoir la possibilité de communiquer son unicité (*Ibid*).

À cet effet, comme le mentionne Kay Fanm dans sa déclaration, « nous croyons aux luttes, à la réflexion, au travail pour construire l'avenir de notre pays, dans la dignité et le respect des droits de toutes les catégories de personnes ». Le fait que Kay Fanm lutte pour le respect de tous signifie qu'il y a un déni de reconnaissance de la part des institutions étatiques envers les inégalités que vivent les femmes.

Les locutions présentes dans le texte visent à une reconnaissance par l'État de la



situation actuelle, ainsi que de son propre rôle dans celle-ci. De ces constatations, Kay Fanm demande une reconnaissance sociale de la problématique post-séisme et des différents groupes qui sont touchés par celle-ci.

Toutefois, les féministes demandent aussi de l'ordre dans la redistribution des ressources et dans l'accessibilité aux différents services, en particulier dans « le droit à l'alimentation, aux soins de santé et au logement » et de « redistribuer les cartes pour que l'État serve enfin l'intérêt collectif et donc, que les populations reçoivent des services, puissent produire et accéder au bien-être tant réclamé ».

Comme solution à l'injustice, on propose dans le texte une redistribution au niveau de l'organisation (meilleur accès aux logements, aux programmes et au marché du travail) pour un accès équitable aux ressources : « Reconstruire le pays, c'est redistribuer les cartes pour que l'État serve enfin l'intérêt collectif [...] et redistribuer les ressources pour plus d'accès aux services [...] ». Mais aussi une reconnaissance de la spécificité du problème qui vise à « édifier un système de protection sociale qui permette à la solidarité nationale d'agir vis-à-vis des catégories les plus vulnérables, telles que: les familles monoparentales féminines [...] », ainsi qu'une participation de tous de façon équitable dans la reconstruction.

Kay Fanm demande une reconnaissance des identités méprisées dans le contexte post-séisme, notamment celle des femmes et des fillettes. Ainsi, pour changer les réalités sociales, dans une perspective de « transformation », Fraser (2005) souligne que la solution réside dans la disparition de la catégorie sociale de genre. Cela signifie ni plus ni moins que la solution nécessite aussi une évaluation d'ordre culturel, ce qui au final ramène cette solution à une problématique de reconnaissance. Or, dans cette pratique, Kay Fanm regroupe en catégories les personnes vivant une forme de vulnérabilité semblable, telles que les femmes, et nous indique donc que la solution réside dans l'élaboration de stratégies de nature « corrective ». Le groupe propose par

exemple des mesures et des politiques de relocalisation ou d'amélioration des conditions de vie par la redistribution matérielle.

### 5.3.3 Une campagne de revendication

De cette pratique langagière et particulièrement par l'emploi d'actes illocutoires de type exercitif, nous pouvons convenir que la population en général, autant les hommes que les femmes, a la responsabilité d'agir face à l'injustice vécue par les femmes et de contribuer du fait même à définir cette réalité comme étant un problème social.

Ainsi, l'explication donnée au problème des violences envers les femmes est la suivante : « *They included (SOFA) the aforementioned factors as contributors to the violence along with discrimination and a culture of impunity that may recognize gender-based violence as a crime on paper, but rarely in practice* ». Ce faisant, une lutte pour la reconnaissance doit être menée, et ce, sans oublier la mise en place de mécanismes de redistribution.

Les constats permettent de situer la solution aux problèmes des violences faites aux femmes au niveau de la redistribution des ressources de sécurité, et à plus d'accessibilité aux services médicaux et sociaux jugés actuellement insuffisants.

Par sa campagne, SOFA vise à la fois une politique de reconnaissance et de redistribution, en proposant un changement culturel et symbolique, mais aussi un accès égal aux droits et à la protection sociale des femmes haïtiennes.

Malgré l'explication offerte dans le texte selon laquelle la violence faite aux femmes peut être expliquée comme tenant ses racines dans une culture d'impunité et par le fait

qu'une lacune au niveau judiciaire est clairement relevée, l'appel est plutôt dirigé vers la population en général.

#### 5.3.4 Un bilan (lettre)

Le problème des violences est articulé par SOFA à l'intérieur de cette pratique comme une lacune aux niveaux des conditions de réalisation de la reconnaissance, c'est-à-dire du respect et du traitement équitable au niveau de la Loi. En l'occurrence, le groupe explique que les cas de violence post-séisme sont liés à un problème de redistribution des ressources matérielles et de sécurité. De plus, ils « sont surtout caractérisés par les mauvaises conditions de logement des déplacées qui, vivant en pleines rues, voient leur dignité humaine et leurs droits de sécurité foulés aux pieds ».

En exposant ainsi la situation par la médiatisation de son rapport, ce qui est visé comme solution à l'inégalité sociale persistante est la reconnaissance initiale des acteurs politiques. SOFA cherche aussi à rendre visible une forme de violence qui est tolérée par la société, c'est-à-dire la violence conjugale. Ce qui est proposé, c'est une reconnaissance sociale du problème, mais aussi une redistribution au niveau de la structure économique dans le but d'améliorer les conditions de vie et d'accorder des logements décents aux femmes.

Enfin, l'usage d'actes langagiers de type exercitif indique qu'une solution à l'injustice réside dans la redistribution, sur le plan du droit au logement décent et à la sécurité et dans la reconnaissance des violences faites aux femmes, nécessitant une valorisation des identités méprisées.



### 5.3.5 Un discours commun

Pour cette pratique langagière, SOFA et Kay Fanm ont joint leurs forces pour lancer un appel à la solidarité auprès de la communauté internationale (notamment le gouvernement brésilien). L'analyse de pratique collaborative relève que les groupes visent une reconnaissance du problème social de la part d'acteurs politiques internationaux, au regard des droits humains en général, et particulièrement ceux des femmes.

La diversité des actes illocutoires utilisés nous indique que la revendication est à la fois de l'ordre de la distribution et de la reconnaissance. En ce sens, ce qui est proposé comme solution est la reconnaissance des violences faites aux femmes (et en premier lieu de l'action des mouvements de femmes et du travail qui se fait sur le terrain pour enrayer le problème social) et de la redistribution, notamment en demandant le soutien à toute initiative qui concerne l'autonomie économique des femmes haïtiennes.

Toutefois, l'usage des verbes d'action de type exercitif consiste à demander un appui en matière d'élaboration d'une politique d'ordre économique, et non à revendiquer directement des actions pour répondre à l'injustice. À un premier niveau, les groupes en question demandent une reconnaissance de leur identité statuaire en tant que mouvement féministe et attendent de la part du gouvernement brésilien une réaffirmation de sa « conviction dans les valeurs féministes porteuses d'égalité, de justice et de changements ».

### 5.3.6 Des cellules mobiles d'intervention

La seconde pratique collaborative des deux groupes a pour but d'intervenir face aux nouvelles conditions d'existence des femmes. Dans leurs explications, SOFA et Kay Fanm, à l'origine de la mise en place de cellules mobiles d'intervention, pointent du doigt les hommes et les accusent de contribuer au maintien de ce statut inégalitaire et à la construction de l'injustice sociale qui persiste dans la société entre les femmes et hommes. Elles soulèvent aussi un problème de distribution en accusant l'État de ne pas déployer suffisamment d'effectifs de sécurité dédiés aux femmes, dans un contexte qui en nécessiterait davantage.

De ceci, une injustice de reconnaissance est soulevée et occasionnée par le manque d'effectifs de sécurité dans les camps. Le déni d'accorder une égale protection aux femmes et le fait de restreindre leurs droits s'explique par la dévalorisation des choses dites « féminines » qui entraîne un mépris des femmes dans la sphère publique (Fraser, 2005).

En s'organisant pour répondre aux besoins de leur famille, les femmes ont dû faire face à une division du travail qu'elles subissent déjà depuis longtemps. Par ailleurs, comme en fait mention Fraser, « le genre revêt une dimension politique économique puisque d'un côté, il structure la division du travail rémunéré et reproductif » (2005 : 26). Cette structure fait du genre une différenciation sociale de type économique et nous permet de dégager que l'injustice, vue sous cet aspect, nécessite une solution de l'ordre de la distribution. Mais le ramène aussi à une problématique de reconnaissance puisqu'il y a une dévalorisation du rôle des femmes dans la société haïtienne (*Ibid* : 27).

L'acte de type expositif dans ce texte vise la reconnaissance de la violence faite aux

femmes en exposant des faits statistiques :

« des dizaines de cas de viols de femmes et de fillettes ont été recensés [expositif] dans la zone métropolitaine de la capitale Port-au-Prince, dans des abris institutionnels, les camps communautaires et dans les rues, entre la mi-janvier et la mi-mars 2010, après le tremblement de terre »

Les femmes précisent que des actions de sensibilisation doivent être posées pour remédier à la réalité des violences que subissent les femmes dans les abris. Elles ajoutent aussi que les femmes doivent former un tout face à l'adversité, ce qui correspond à une approche de la reconnaissance qui est plus corrective. Et qui nécessite donc de poser des gestes concrets dans un but de respect et de justice.

L'usage des actes illocutoires dans le texte a une visée de reconnaissance, via leur revendication auprès des organisations humanitaires, mais aussi via le renversement des modèles culturels actuels qui contribuent à l'inégalité sociale qui persiste (Fraser, 2005).

#### 5.4 L'État comme destinataire des pratiques sociales ?

Afin qu'un problème social acquière une légitimité – comme le mentionne Blumer (1971) – une situation sociale doit être discutée dans toutes les sphères de la société et par les différents acteurs dans un but de co-construire le problème social. En l'occurrence, il y a aussi une négociation, voire même un conflit qui prend place au quotidien (Tilly et Tarrow, 2008) et qui est revendiqué par SOFA et Kay Fanm envers l'État. Selon Luc Van Campenhoudt, le conflit est essentiel à la vie collective (2013 : 24). Le bilan, présenté sous forme de lettre aux différents responsables gouvernementaux et parlementaires haïtiens, explique la situation des violences à l'égard des femmes comme étant liée aux pauvres conditions de vie en matière de



logement. La condition sociale, qui est maintenant revendiquée comme un problème de société, nécessite le regard des acteurs politiques afin d'avoir une certaine légitimité, et doit faire l'objet de discussions dans toutes les sphères afin de se retrouver au cœur du débat (Dorvil et Mayer, 2001).

Dans le processus de co-construction du problème social, les revendications (à l'exception d'une) des deux groupes sont destinées aux instances étatiques. La réalité des femmes en situation post-séisme est marquée par un climat d'insécurité qui règne dans les camps qui est accentué par de mauvaises conditions de vie. Cette présente réalité nous indique qu'il y a présence d'un conflit. Toutefois, Tilly et Tarrow précisent que la politique n'implique pas ou très peu le conflit. Ce qui suppose que la revendication se retrouve à l'intersection du conflit et de la politique puisque l'État dispose d'un pouvoir coercitif en matière de sécurité (2008 : 22).

Le *sit-in* dans les bureaux du MCFDF organisé par SOFA est un exemple de pratique directement destinée à l'État. De fait, le *sit-in* comme moyen de représentation de la revendication en question représente une action collective, puisqu'elle nécessite une coordination des actions au nom des intérêts communs, en l'occurrence les droits des femmes, particulièrement les violences à l'égard des femmes en contexte post-séisme. Cette action/conflit implique nécessairement la sphère politique et l'État représente à la fois la source du conflit et le destinataire de la revendication (Tilly et Tarrow, 2008 : 28). Ce qui correspond à la conception du problème social des femmes du groupe puisqu'elles parlent du problème comme étant caractérisé par « l'impunité, l'insuffisance des services (santé, police, justice), la stigmatisation des victimes de crime de viol, la lenteur et la cherté du système judiciaire ».

Par sa pratique concernant la reconstruction nationale et son appel à la mobilisation, elle représente aussi une action collective. La résultante place la revendication dans la politique du conflit (Tilly et Tarrow, 2008). Ce type de pratique est qualifié de

« politique de conflit », et correspond à l'entrecroisement de la politique (l'État étant l'objet de la revendication), du conflit et de l'action collective. Ainsi « lorsque le conflit, la politique et l'action collective se rejoignent, il se passe quelque chose de particulier : le pouvoir, les intérêts partagés et les politiques publiques entrent en jeu » (2008 : 28). C'est aussi à ce moment-là que la revendication devient collective, mais aussi politique, par la présence de l'État comme destinataire de la revendication (*Ibid*).

L'instigatrice du blogue présente les pratiques sociales de Kay Fanm, par l'usage du témoignage comme outil de mise en visibilité, et démontre que « leur action (Kay Fanm) doit s'appuyer sur la réelle volonté politique d'un gouvernement de pérenniser les actions en faveur des droits humains ». En contrepartie, SOFA, en s'appuyant sur son bilan, parle d'un manque au niveau de la mise en pratique des lois en matière de politiques d'État relatives aux droits humains. L'État se voit donc incapable de contribuer aux problèmes sociaux nationaux (Holly, 2011) en ne prenant peu ou pas de mesures pour éliminer l'injustice sociale, ce qui contribue à banaliser particulièrement les violences à l'égard des femmes.

Il est toutefois important de comprendre que les conséquences du séisme n'ont fait qu'accentuer et rendre publique une situation déjà grave. Phénomène qui est peu compris par l'État et les institutions internationales qui opèrent dans le rétablissement d'Haïti (Marcellin, 2011 : 24). Mais cette incompréhension, voire même la non-reconnaissance de l'État s'explique par une conjoncture politique complexe à l'intérieur de laquelle l'État partage le pouvoir avec les organisations extérieures depuis plusieurs décennies. Ainsi, la conduite de la vie nationale échappe de plus en plus à l'État qui est de moins en moins en capacité de répondre aux problèmes d'ordre national (Corten, 2011).

D'après la vision de Corten (2011), le fait que l'État ne soit pas le destinataire des

demandes sociales est à l'origine de sa faiblesse. En effet, selon lui, le mouvement social ne formule que faiblement des demandes à l'État national, voire même ne les lui adresse tout simplement pas. Ainsi « faute de pouvoir se situer par rapport à une figure unitaire – ce qui se note dans le manque d'unité des appareils d'État –, les demandes se dispersent par rapport à ces appareils et par rapport à des fonctions étatiques transnationales qui n'apparaissent par ailleurs jamais légitimes » (*Ibid* : 53).

Or, l'approche politique à laquelle Fraser (2004) accorde une grande importance n'est pas présentée dans la campagne de revendication de SOFA. Par ailleurs, ce qui est demandé par les autres pratiques présentées est l'implication de l'État uniquement.

### 5.5 L'articulation du concept de reconnaissance culturelle-identitaire et de la distribution matérielle

Dans un but de justice sociale, l'injustice que vivent certaines femmes haïtiennes doit être analysée selon un éventail conceptuel puisque les groupes dits « mixtes » (comme celui des femmes) nécessitent des solutions de l'ordre de la reconnaissance et de la redistribution, à la fois « correctrice » et « transformatrice » (Fraser : 2005). Les solutions à l'injustice présentées précédemment font parfois référence à une reconnaissance dite correctrice. Cela signifie que la pratique vise l'élimination d'une problématique, par exemple l'élimination des violences faites aux femmes en s'attaquant à la source du problème, soit au patriarcat. À d'autres moments, l'analyse révèle des solutions de type transformatrice puisque celles-ci précisent que le combat contre le patriarcat implique non seulement une remise en question de l'État actuel, mais aussi une forme de sensibilisation de la société dans son ensemble. La conception d'injustice, de type symbolique ou culturel, veut que celle-ci soit le fruit des modèles sociaux et de représentation, d'interprétation, et de communication, et prenne la forme d'une domination culturelle, de la non-reconnaissance ou du mépris



(*Ibid* : 17). La solution implique en ce sens une reconnaissance par la valorisation de la diversité culturelle ou encore par un renversement des modèles sociaux et de représentation. Toutefois, comme le contexte social post-séisme a accentué les inégalités matérielles, les femmes souffrent aussi d'injustices relevant de la (re)distribution des ressources (Fraser, 2005). Ainsi, pour arriver à développer une approche satisfaisante, en matière de justice sociale une (re)distribution relevant de la politique économique doit aussi être incluse et s'ajouter à la reconnaissance identitaire (*Ibid*).

Ceci étant dit, la conceptualisation de la reconnaissance et de la redistribution s'effectue tout en clarifiant les dilemmes politiques qui surgissent lorsqu'on essaie de combattre simultanément ces deux formes d'injustice. Les questions fondamentales que se posent Fraser pour arriver à cette conceptualisation sont : « dans quelles conditions une politique de reconnaissance peut-elle renforcer ou entraver une politique de redistribution? » « Quelles sont les stratégies identitaires qui nous rapprochent ou nous éloignent de l'inégalité sociale? » (Fraser, 2005 :15). Pour y répondre, il est élémentaire de mettre l'accent sur des axes d'injustices qui relèvent simultanément du culturel et du socio-économique en prenant pour exemple le genre et la race, et en laissant de côté les dimensions nationale et ethnique.

En résumé, la solution à l'injustice économique passe par une restructuration économique, tandis que l'injustice culturelle nécessite un changement symbolique, c'est-à-dire qu'elle implique de réévaluer les identités méprisées des groupes discriminés. Il va de soi que pratiquement toute lutte menée contre les inégalités sociales nécessite des revendications de reconnaissance et de redistribution. Fraser (2005) apporte toutefois une distinction analytique entre injustices économiques et injustices culturelles, puisqu'en pratique, elles s'enchevêtrent et se renforcent dialectiquement. En ce sens, quand les sphères de la reconnaissance et de la redistribution s'enchevêtrent au lieu d'être perçues comme des luttes isolées, elles

produisent quelques fois des effets non attendus. Par exemple, à l'intérieur d'une pratique de SOFA, soit la lettre (bilan) pour sortir la violence conjugale de l'invisibilité dans un but d'égalité sociale, les deux types de solutions sont proposés. En effet, il arrive souvent que la redistribution ait des retombées au plan de la reconnaissance de l'injustice, puisque « [...] les revendications redistributives affectent invariablement le statut social et l'identité des individus » (*Ibid*: 67). Les injustices économiques et les injustices culturelles nécessitent en pratique de s'enchevêtrer et de se renforcer de façon dialectique (Fraser, 2004 : 18).

Pour l'ensemble des pratiques analysées à l'intérieur du mémoire, nous avons pu observer une récurrence dans l'usage des actes illocutoires. En effet, elles ont fait appel à plusieurs reprises à l'acte illocutoire expositif afin de rendre compte de la situation. Situation la plupart du temps exposée par les organisatrices de Kay Fanm et SOFA, et une fois seulement à l'intérieur du blogue de Kay Fanm, à l'aide du témoignage, plus spécifiquement celui des femmes touchées par l'injustice. Par la pratique, elles ont su concilier à un certain niveau les solutions tenant de la reconnaissance et de la redistribution, et répondre à la question suivante, aussi posée par Nancy Fraser : quelles sont les solutions qui contribuent à minimiser les deux types d'injustice que peuvent vivre les femmes? Ainsi, si nous voulions pousser la réflexion encore plus loin, nous pourrions approfondir les solutions croisées qui nécessitent une redistribution et une reconnaissance à la fois correctrice et transformatrice, mais dans le cadre de cette recherche, nous nous sommes limitées à leur forme la plus simple.

Concernant la pratique du témoignage comme outil de mise en visibilité des paroles pour la reconnaissance, elle n'est pas suffisante en elle-même pour atteindre une forme de justice sociale. Elle doit s'articuler de façon à coexister avec le concept de redistribution matérielle des ressources et ce, sur des bases de participation paritaire à la sphère sociale. Il est alors nécessaire que pour faire entendre leur voix, les femmes

haïtiennes doivent avoir un (égal) accès aux outils de communication. Lorsque les deux concepts sont bien mis en œuvres, la prise de parole est possible et prend alors tout son sens. Ainsi, une approche transversale de la reconnaissance et une redistribution, sur fond de participation, doivent être apportées pour répondre au problème (Fraser : 2005).

#### 5.5.1 La parité de participation comme pivot normatif à l'articulation des concepts de reconnaissance et de redistribution

Revenons un instant sur la notion de politique de Nancy Fraser comme étant l'aspect qui fait qu'elle se démarque théoriquement d'Axel Honneth.

La participation des femmes dans la reconstruction d'Haïti (sociale et politique) est soulevée à plusieurs reprises dans les pratiques des organisations de femmes. De nombreux textes qui n'ont pas été analysés puisqu'ils ne traitent pas directement des violences post-séisme, soulèvent la question de la participation politique des femmes. En effet, les groupes de femmes réclament une parité de participation à toutes les instances décisionnelles haïtiennes, participation qui est de plus en plus proposée comme solution aux injustices faites aux femmes et comme élément-clé avant même de proposer des solutions de l'ordre de redistribution et de reconnaissance. Plusieurs projets <sup>29</sup> sont mis en branle afin de favoriser cette participation paritaire, et ce, dans un but de reconstruire un pays plus juste.

La notion de parité de participation à la vie sociale et politique comme l'explique Fraser, se fait en conjugaison avec la notion de reconnaissance et de redistribution.

---

<sup>29</sup> Une capsule a été publiée le 16 septembre 2013 via Alterpresse et on y explique les différents points de vue des organisations de femmes et féministes haïtiennes sur un plan stratégique d'entrée et de participation dans la vie politique de leur pays. En ligne : <http://www.alterpresse.org/spip.php?article15122#.U6q-hvmwaj8>, consulté le 5 mars 2014.



Dans une des pratiques<sup>30</sup> décrites précédemment, les féministes de Kay Fanm qui veulent se faire entendre au sujet de la reconstruction, dénoncent les conditions de vie post-séisme, donnent des pistes d'actions à suivre pour une reconstruction juste du pays, et invitent enfin la population à se mobiliser. Selon la pratique en question, l'injustice réside au niveau organisationnel (logement, programme, marché du travail) et la solution proposée réside dans une reconstruction juste, notamment à travers une redistribution dans un but de justice sociale, sur fond de participation équitable. La participation paritaire est alors une forme de reconnaissance, d'émancipation et de pouvoir d'agir qui s'inscrit aussi dans la poursuite d'un monde juste et égal (Pelchat, 2010).

---

<sup>30</sup> « Déclaration De Kay Fanm: Reconstruire Haïti Exige Une Mobilisation Nationale Pour Changer Son Image ! »

## CONCLUSION

Qui n'a pas été touché par la catastrophe naturelle qui s'est abattue sur Haïti en 2010 lorsqu'un important tremblement de terre a fait un nombre effarant de victimes? Or, depuis, que sait-on des problèmes sociaux qui sont apparus ou amplifiés en contexte post-séisme en Haïti? Force est de constater que peu d'études ont notamment été produites sur les pratiques sociales mises en place pour contrer les violences faites aux femmes.

La contribution de cette recherche est de décrire les pratiques sociales médiatisées sur le web pour contrer cette injustice sociale (Fraser, 2004) qu'est la violence envers les femmes en contexte post-séisme en Haïti. De fait, il est postulé que le web est un espace public où la mise en visibilité de pratiques de groupes de femmes peut participer, à la fois à la reconnaissance du problème social et de ses actrices sociales, ainsi qu'à la redistribution des ressources nécessaires pour corriger la situation problématique.

L'originalité de cette recherche est triple. D'abord, parce que la problématique a puisé aussi bien dans les corpus de littérature en sciences humaines que dans ceux en communication. Puis, parce que nous avons procédé à une étude de deux cas, soit deux groupes de femmes haïtiennes, alors que peu de recherches en travail social s'intéressent aux pratiques médiatisées sur le web comme action sociopolitique. Et enfin, parce que nous avons eu recours à la fois à l'ethnographie web et à l'analyse du discours, alors que les pratiques sociales sont ici comprises comme actes langagiers.

Aussi, l'analyse d'une cartographie des outils web répertoriés et des textes qui y sont diffusés met en évidence quelles utilisations des outils du web 1.0 et 2.0 ont été effectuées dans la mise en visibilité de ces pratiques. Ainsi, cela nous a permis de

constater que le regard que portent les différents acteurs sur la réalité sociale haïtienne permet de contribuer à l'émergence de celle-ci comme problème social. En conséquence, il a été possible d'observer que le problème social se construit de cette reconnaissance et de la redistribution que lui accordent ou non les acteurs de toutes les sphères de la société. De surcroît, l'analyse des ces pratiques a mis en exergue les constats et m'a permis de dégager quelles conceptions les groupes de femmes haïtiennes se font du problème social.

Les résultats montrent que Kay Fanm et SOFA utilisent des outils du web 1.0 et 2.0 dans la mise en visibilité de leurs pratiques à des fins de reconnaissance. Il est aussi démontré que pour rendre visible un discours, une (re)distribution des ressources communicationnelles doit s'opérer afin qu'elles soient disponibles et accessibles dans l'espace public qu'est le web. Ensuite, avec la description de ces pratiques, il est possible de voir de quelle manière celles-ci contribuent à définir les violences post-séisme à l'égard des femmes. Par la suite, l'analyse de discours des pratiques discursives cerne ce qui est produit dans l'espace public (web) en termes d'actes langagiers pour ensuite les qualifier (actes locutoires ou illocutoires). Enfin, la recherche démontre que les actes locutoires « constatent » la situation des violences post-séisme et que les actes illocutoires ont un pouvoir performatif auprès des destinataires des discours, particulièrement les représentants de l'État haïtien.

Dans l'ensemble, on y retrouve des pratiques discursives qui parlent des violences faites aux femmes comme étant des actes d'injustice, notamment liés, comme l'indique Fraser (2005), à un historique d'identités sexuelles méprisées. Toutefois, améliorer seul le mécanisme de reconnaissance ne suffit pas. Les injustices qui touchent les femmes nécessitent une approche dualiste, qui inclut autant une distribution qu'une reconnaissance identitaire, puisque « s'attaquer aux injustices sociale commises sur cette base nécessite à la fois des changements fondamentaux dans la structure économique et dans la norme culturelle dominante » (Fraser, 1998 :



16).

### Limites de la recherche

Abordons maintenant les limites méthodologiques et théoriques de la recherche. Rappelons d'abord que ce mémoire avait comme but de repérer, décrire et qualifier les pratiques discursives de SOFA et Kay Fanm, et pour cette raison, ne contient pas de données quantitatives. De surcroît, le corpus se restreint à un nombre suffisant de pratiques pour répondre adéquatement à la question de recherche qualitative à visée compréhensive. En revanche, ce corpus peut alors être considéré comme étant plus ou moins représentatif de l'ensemble des pratiques médiatisées et non généralisable.

Reprenons trois limites méthodologiques déjà abordées dans le mémoire : l'analyse qui ne révèle pas la performativité; l'impossibilité de se pencher sur tous les composants textuels des pratiques, et enfin la subjectivité de l'étudiante-chercheure qui peut entraîner une déformation ou une omission de certaines données.

La recherche n'est ni allée voir de quelles façons les pratiques discursives « performant » à l'intérieur de la sphère politique, ni mesurer l'influence du pouvoir du discours des groupes de femmes sur les décideurs politiques, entres autres. En effet, ce ne sont pas tous les textes qui sont visiblement reconnus dans l'espace public (Hine, 2000). D'autant plus qu'il est possible pour les groupes d'avoir bien accompli un acte discursif, sans toutefois provoquer de réaction auprès de l'État haïtien (destinataire). Si le discours n'a pas le pouvoir de produire des effets, la performativité est alors nulle, puisque « lorsqu'on agit linguistiquement on ne produit pas nécessairement des effets et, en ce sens, un acte de discours n'est pas toujours une action efficace » (Butler, 2004: 43).

Une autre limite méthodologique de cette recherche est celle de l'analyse de l'ensemble des pratiques médiatisées, qui n'inclue pas les conditions d'émergences des actes langagiers. Autrement dit, l'analyse a porté sur les pratiques visibles et non pas sur le contexte dans lequel celles-ci ont été rendues visibles. Cette visée constitue un objectif en soi qui pourrait faire l'objet d'une recherche en elle-même. Tenir compte des conditions d'émergence aurait pu toutefois permettre de mieux saisir le contexte culturel de production et de consommation qu'implique aussi l'analyse de textes ethnographiques (Hine, 2000).

De surcroît, la recherche ne s'est pas attardée à la notion d'intentionnalité derrière ces actes, en ne relevant pas le sens accordé aux discours par les groupes de femmes, ce qui constitue la troisième limite de cette recherche. Autrement dit, l'objectif de faire usage de l'analyse de discours (oral) en demandant aux auteures quelle est la signification qu'elles accordent aux pratiques langagières n'a pas été exploré à l'intérieur de ce mémoire. Toutefois, cet objectif pourrait être abordé dans le cadre d'une autre recherche en ayant recours à des entrevues comme complément à l'analyse de discours écrits.

Aujourd'hui, les textes sont perçus comme des transporteurs transparents de sens et utiliser Internet comme terrain de recherche implique pour l'ethnographe de développer une compréhension des différents sens à travers les pratiques textuelles (Hine, 2000). Cela signifie que nous avons dû faire appel à notre interprétation, à notre subjectivité tout au long de cette analyse. Toutefois, malgré la subjectivité inévitable, les risques d'une trop grande interprétation ont été minimisés à l'aide d'une réflexivité qui a été au cœur de nos démarches pour accéder à une plus grande rigueur scientifique.

## Forces et pistes de réflexion

L'une des forces de cette recherche est son caractère innovant, car elle s'inscrit dans un contexte social imprégné d'une diversité grandissante d'outils des technologies de l'information et des communications. De plus en plus de gens s'approprient ces formes de communication et de diffusion d'informations, et à l'instar de ceci, il s'avère pertinent pour la pratique que le travail social tienne compte des enjeux reliés à ces supports.

De plus, le corpus recueilli peut être considéré comme représentant une minorité des usages des pratiques discursives, et ainsi ne pas être représentatif de celles-ci. Toutefois, ce mémoire tient sa force au niveau empirique, puisqu'il était question de se pencher exclusivement sur l'acte comme une action en soi, car

nous faisons des choses avec notre langage. Nous produisons des effets avec le langage, mais le langage est aussi la chose que nous faisons. Le langage est le nom de notre activité : à la fois ce que nous faisons (le nom de l'action que nous accomplissons) et ce que nous effectuons, l'acte et ses conséquences (Butler, 2004 : 31).

Voyons maintenant quelle peut être la pertinence pour le travail social. Rappelons d'abord que le travail social se fonde sur des valeurs tels que l'égalité et le respect des droits humains, et ce dans une poursuite de justice sociale. Ainsi, cette recherche questionne les fondements mêmes de la justice sociale et permet de la repenser dans l'espace public d'aujourd'hui, tout en ouvrant une réflexion sur les façons d'intervenir, en tant qu'agent(e)s de changements, face aux inégalités sociales.

Ensuite, sa pertinence étant qu'elle considère que les pratiques sociales sont aussi langages. Une recherche ayant investi dans un objet d'étude en émergence comme celle de la mise en visibilité du langage est d'autant plus appropriée puisque « la



visibilité a finalement été peu étudiée comme une pratique sociale réglée par des normes et susceptible de se muer en exigence politique autour de laquelle des acteurs individuels et collectifs entrent en confrontation » (Voirol, 2005 : 10).

Ainsi, le fait de rapporter les paroles de groupes de femmes, en analysant leur discours, entraîne une meilleure compréhension du problème social. Elle laisse aussi entrevoir quelques constats en ce qui concerne les stratégies de mise en visibilité des groupes de femmes qui obligent à combiner la redistribution matérielle à la reconnaissance. D'abord, pour qu'un message soit rendu « visible », certaines conditions telles que la redistribution du matériel de communication et un égal accès à ces ressources doivent être rencontrées afin d'assurer une participation paritaire des femmes au sein de l'espace public qu'est le web. D'autant plus qu'il est difficile aujourd'hui de nier les relations inégalitaires entre hommes et femmes mais aussi en termes de statuts hiérarchiques, conséquences de la reproduction des rapports de pouvoir dans l'espace du web.

Ces constats s'avèrent aussi intéressants à inclure dans la réflexion en lien avec les pratiques sociales médiatisées de groupes de femmes du Québec et des autres provinces canadiennes. Les femmes et les groupes de femmes ne privilégient pas tous un égal accès aux différents outils informatiques et technologiques et demeurent, par conséquent, invisibles, dans les discours médiatisés. Ainsi, une ouverture aux diverses conditions de production et de consommation des textes pourrait s'avérer être une avenue intéressante pour ce type de recherche. En somme, ce mémoire de recherche de maîtrise souligne la pertinence de s'intéresser aux pratiques médiatisées sur le web pour contrer des injustices sociales si des acteurs souhaitent développer et améliorer leurs pratiques.

Pour ce qui est des apports pour la profession du travail social, la recherche permettra de mieux saisir et comprendre les types de pratique qui sont rendus visibles sur le

web et les stratégies de médiatisation dans la quête d'une justice sociale. Une bonne compréhension des stratégies d'actions des groupes de femmes concernant un problème social entraînera une meilleure prise en compte de leurs discours, ainsi qu'une meilleure connaissance de ce qu'elles ont à dire sur le sujet des violences post-séisme faites aux femmes. Aussi, l'ethnographie du web n'a pas la prétention de vouloir comprendre toutes les pratiques des usagers, « *but through their own practices can develop an understanding of what it is to be a user* » (Hine, 2000: 54).

L'usage de l'ethnographie web dans la recherche en travail social émerge depuis peu dans le domaine de la recherche en sciences sociales. Faire usage de cette méthode contribue entre autre à la construction d'une crédibilité scientifique et par le fait même, à la situer dans l'éventail des choix méthodologiques au même titre que les autres méthodologies plus traditionnelles.

De plus, les données recueillies participent au développement de connaissances empiriques et théoriques en proposant de nouvelles avenues scientifiques, notamment en ce qui a trait à l'usage des outils du web dans la médiatisation de pratiques sociales. Elles représentent des pratiques novatrices, et en ce sens, renouvellent le champ des connaissances dans le domaine de l'action collective en travail social. Enfin, le remède à toute injustice se détermine notamment à l'aide d'une théorie critique de la société mais est aussi accompagné d'une « intention pratique de vaincre l'injustice » (Fraser, 2004 : 152) qui favorise la construction d'un monde à l'intérieur duquel chacune des voix à une possibilité égale et paritaire d'être rendue visible.

## BIBLIOGRAPHIE

Adam, J. M. 1997. « Unités rédactionnelles et genres discursifs : cadre général pour une approche de la presse écrite ». *Pratiques*, no 94, p.3-18.

Alterpresse. 2011. *Haiti : Les femmes violentées font peu confiance aux institutions judiciaires : Conclusion d'une enquête de La Concertation nationale contre les violences faites aux femmes judiciaires*.

En ligne : <http://www.alterpresse.org/spip.php?article11956#.UgfuyZJyGXk>, consulté le 2 août 2013).

Alterpresse. 2013. *Haïti-Femmes : Des progrès, mais beaucoup à faire encore pour venir à bout du patriarcat*. En ligne :

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article14145>, consulté le 8 mars 2014.

Amnistie Internationale. 2011. *Doublement touchées : des femmes s'élèvent contre les violences sexuelles dans les camps Haïtiens*. Index : AMR36/001/2011, secrétariat internationale, Royaume-Uni.

En ligne : <http://www.amnesty.org/fr/library/asset/AMR36/001/2011/en/a4f14278-40f2-454b-b2c3-d9c50b3ba891/amr360012011fra.pdf>, consulté le 29 décembre 2010

Amnistie Internationale. 2011. Human rights concerns in Haiti. Index: AMR 36/011/2011.

En ligne : <http://www.amnesty.org/en/library/asset/AMR36/011/2011/en/f154f691-42be-4cf6-94b9-0ce909900919/amr360112011en.pdf>, consulté le 14 août 2011

Anadon, M. 2006. « La recherche dite « qualitative » : de la dynamique de son évolution aux acquis indéniables et aux questionnements présents », *Recherches Qualitatives*, Vol. 26 (1), pp.5-31.

Arendt, H. 1996. « Qu'est-ce que le politique ? » (Fragment 3a), Paris : Édition du seuil, p.74-94.

Austin, J. L. 1962. *How to do things with words*, Oxford University Press : London, 174 pages.

Austin, J. L. 1970. *Quand dire c'est faire*, Éditions du seuil : Paris, 202 p.

Barry, A. O. 2002. « Les bases théoriques en analyse du discours », Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie, *Les textes de méthodologie*, 35 p.



- Blais, M. et Martineau, S. 2006. « L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes », *Recherches Qualitatives*, vol.26, no 2, p.1-18.
- Blumer, H. 1971. « Social problems as collective behavior », University of California : Berkeley, *Social Problems* , Vol.18, no 3, p.298-306.
- Brighenti, A. M. 2010. « Visibility in Social Theory and Social Research », *Social Science collection*,  
En ligne :<http://www.palgraveconnect.com/pc/doi/10.1057/9780230282056>, consulté le 14 juin 2013
- Butler, J. 1997. *Excitable Speech : A Politics of the Performative*, Routledge », 185 p.
- Butler, J. 2004. *Le pouvoir des mots : politique du performatif*, éditions Amsterdam : Paris, 287 p.
- Campenhoudt, L. V. 2013. « Pour un malentendu qui fonctionne », dans *Qu'est-ce qu'un problème social aujourd'hui : repenser la non-conformité*, sous la dir. de Otero, M. et Roy, S., p. 21-40. Presses de l'Université du Québec : Québec.
- Cardon, D. et Granjon, F. 2010. *Médiactivistes*, Presses de Sciences Po : Paris, Coll. « contester », 152 p.
- Cardon, D. 2010. *La démocratie Internet. Promesses et limites*, éditions Seuil : Paris, coll. « La république des idées », 102 p.
- Charaudeau, P. 2007. « Analyse de discours et communication », dans *Sémiotique et communication : États des lieux et perspective d'un dialogue*, dir. de Ablali, D. et Mitropoulou, E., p.65-78. Coll. « Annales Littérales », Presses universitaires de Franche-Comté.
- Charmillo, M. et Dayer, C. 2007. « Démarche compréhensive et méthodes qualitatives : clarifications épistémologiques », *Recherches qualitatives*, Université de Genève, Hors-série, no 3, p.126-139.
- Corten, A. 2011. *L'État faible : Haïti et République Dominicaine*, Mémoire D'encrier : Montréal, 397 p.
- Décime, E. F. 2013, 26 février. Haïti-Femmes : Des progrès, mais beaucoup à faire encore pour venir à bout du patriarcat. Alterpresse. En ligne:

[http://www.alterpresse.org/spip.php?article14145#.UfvQH6zC1\\_A](http://www.alterpresse.org/spip.php?article14145#.UfvQH6zC1_A), consulté le 12 juillet 2013.

Dominguez, D. et al. 2007. « Virtual Ethnography », *Forum: Qualitative Social Research*, vol 8, no 3. En ligne : <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/rt/prINTERfriendly/274/601>, consulté le 26 septembre 2012.

Doucet, D. 2011, novembre, *Les violences faites aux femmes en contexte post-séisme*, Entretien par échange de courriels avec Denise Doucet, étudiante à l'université McGill.

Dorvil, H. et Mayer, R. 2001. « Problèmes sociaux : définitions et dimensions » in *Problèmes sociaux. Tome I. Théories et méthodologies*, p. 1-13, Coll. : « Problèmes sociaux et Interventions sociales », Les Presses de l'Université du Québec : Québec.

Duval, M. 2008. « L'action collective pensée par Hannah Arendt : comprendre l'agir ensemble pour le favoriser », *Service social*, vol. 54, no 1, p. 83-96.

Enarson, E. and Morrow, B. H. 1998. « The gendered terrain of disaster », Westport: Praeger, 273 p.

Enarson, E. 2000. « Gender and Natural Disaster », *In focus programme on crisis response and reconstruction*, 53 p.

Fischer, F. 2011. « La participation des citoyens et les débats sur les politiques : repenser la subjectivité et l'expression émotive », *Télescope*, vol. 17, no 1, p. 20-38.

Fortin, I. et al. 2009. « Équité de Genre, Justice et Sécurité en Haïti », *Institut Nord-Sud : Vue Panoramique, Séries Accès et Action*, 28 p.

Fraser, N. 1998. « Penser la justice sociale : entre redistribution et revendications identitaires », *politiques et sociétés*, vol. 17, no 3, p.9-36.

Fraser, N. 2004. « Les dilemmes de la justice dans une ère post-socialiste », *Revue du Mauss*, no 23, p.152-164.

Fraser, N. 2005. *Qu'est-ce que la justice sociale? Reconnaissance et redistribution*, La Découverte : Paris, 178 p.

Goldenberg, A. et Proulx, S. 2011. « L'agir politique au regard des technologies de l'information et de la communication », *revue internationale d'études québécoises*, vol. 4, no 1, p.99-120.

Grentholtz, L. 2010. « Haiti's Rape Crisis », Human Rights Watch, dans *The Daily*

*Beast*. En ligne : <http://www.hrw.org/en/news/2010/03/10/haitis-rape-crisis?print>, consulté le 9 novembre 2010.

Habermas, J. 2006. « Political Communication in Media Society : Does Democracy Still Enjoy an Epistemic Dimension », *Communication Theory*, no 16, p.411-426.

Hine, C. 2000. *Virtual Ethnography*, Sage publications : London, 175 p.

Hine, 2005. *Virtual Methods Issues in Social Research on the Internet*, Oxford : New-York, 238 p.

Holly, A. D. 2011. *De l'État en Haïti*, L'Harmattan : Paris, 238 p.

Honneth, A. 2004. « Recognition and Justice: Outline of a Plural Theory of Justice », *Acta Sociologica*, vol. 47, no 4, p.350-364.

Honneth, A. 2008. *La lutte pour la reconnaissance*, Les éditions du Cerf : Paris, 232 p.

Honneth, A. 2005. « Invisibilité : sur l'épistémologie de la « reconnaissance » », *Réseaux*, no 129-130, p. 39-57.

James, E. C. 2010. *Democratic insecurities : Violence, Trauma, and Intervention in Haiti*, University of California Press : London, England, 385 p.

Joseph, K. et Dongmo Kahou, P., F. (2011). « État de la situation des femmes haïtiennes : pré et post-séisme 2010 », *Voix Sans Frontières (VSF)*, 18 p.

Krieg-Planque, A. 2012. Compte rendu du livre de Maingueneau, D. *Les phrases sans texte*, Paris : Colin, 2012, coll. « U Linguistique », 184 pages. En ligne : <http://aad.revues.org/1482>

La Banque Mondiale .2014. Données statistiques Haïti (usagers Internet pour 100 personnes),  
En ligne <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/IT.NET.USER.P2>, consulté le 25 mai 2015.

Langlois, S. 1994. « Conclusions et perspectives. Fragmentation des problèmes sociaux », dans *Traité des problèmes sociaux*, sous la dir. de F. Dumont, S. Langlois et Y. Martin, p. 1107-1126. Québec :Institut québécois de recherche sur la culture.

Larrain, S. et Fernández, E. 2007. Étude sur la violence domestique et sexuelle en Haïti : « Une réponse à la violence faites aux femmes en Haïti », pour le compte du



Ministère à la condition Féminine et aux Droits de la Femme (MCFDF), 58 p.

Le Breton, D. 2004. *L'interactionnisme symbolique*, Presses Universitaires de France : Paris, 249 p.

Le Nouvelliste .2013. *Plus d'un Haïtien sur deux a un téléphone portable*, En ligne <http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/124296/Plus-dun-Haitien-sur-deux-a-un-telephone-portable.html>, consulté le 2 juin 2015.

Longtin, D. 2010. « La violence faite aux femmes en Haïti : entre le réseau (inter)national d'assistance et la représentation des organisations féministes haïtiennes (1991-2008) », Mémoire. Montréal (Québec, Canada), Université du Québec à Montréal, Maîtrise en science politique.

Louis, E. 2013. « Violences faites aux femmes en Haïti : État des lieux et perspectives ». *Haïti Perspectives*, vol. 2, no 3, p.45-49.

MADRE 2010. *Post-Earthquake Violence Against Women in Haiti: Failure to Prevent, Protect and Punish*, En ligne <http://www.commondreams.org/newswire/2010/05/18-23>, consulté le 9 novembre 2010

Maingueneau, D. 1993. *Analyse du discours et archive*, Coll. « Annales Littérales de l'Université de Franche-Comté », Presses Universitaire de Fanche-Comté, p.85-101.

Maingueneau, D. 2009. *Les termes clés de l'analyse du discours*, Éditions du Seuil : Paris, 143 p.

Manseau-Young, M-E. 2013. « Le témoignage public des femmes vivant avec le VIH/sida au sein du projet VIHsibilité : analyse féministe et interactionniste d'une forme d'intervention sociale » Mémoire. Montréal (Québec, Canada), Université du Québec à Montréal, Maîtrise en travail social.

Marcelin, L. H. 2011. « Violence, Human Insecurity and the Challenge of Rebuilding Haïti: A study of two Neighborhoods in Port-au-Prince», *Current Anthropology*, [manuscrit]

Mediametrie .2014. *Observatoire des Usages Internet : près de 7 internautes sur 10 aux Caraïbes au cours du dernier mois*, En ligne : <http://www.mediametrie.fr/internet/communiques/observatoire-des-usages-internet-pres-de-7-internautes-sur-10-aux-caraibes-au-cours-du-dernier-mois.php?id=1163#.VXZZ59xN2f3>, consulté le 2 juin 2015.

Millerand, F., Proulx, S. Rueff, J. 2010. *Web social, Mutation de la communication*. Québec, Presses de l'université du Québec, coll. « Communication », 374 p.

Millette, M. 2012. « Tensions entre production de soi et reconnaissance en ligne: le cas des podcasters indépendants montréalais », dans *Connexions. Communication numérique et lien social*, sous la direction de Proulx, S. et Klein, A. p. 135-148, Presses universitaires de Namur, Belgique.

Monnoyer-Smith, L. 2011. « La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques? », De Boeck, Supérieur, *Participation*, p.156-185

Morrow, B. H. 1999. « Identifying and Mapping Community Vulnerability Disasters », *Disasters*, vol. 23, no 1, p. 1-18.

Ngirumpatse, p. et Rousseau, C. 2011. « Penser un journalisme d'intervention : réapprendre à donner la parole », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 23, no 2, p. 138-151

Noël, G. et Timothé, A.-M. (2008). *Violence et prévention des ITSS : Expérience d'un projet de lutte en Haïti*, dans « Violences faites aux femmes », sous la dir. de Arcand, S et al., p. 428-440. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Oger, C. 2006. « Judith Butler, Le pouvoir des mots. Politique du performatif », *Mots. Les langages du politique*. En ligne <http://mots.revues.org/736>, consulté le 11 octobre 2012.

Organisation des Nations Unies (ONU). 2010. *Rapport des Nations Unies en Haïti : situation, défis et perspectives*. En ligne : <http://www.unwomen.org/~media/Headquarters/Media/Stories/en/UNreportHaiti2010pdf.pdf>, consulté le 6 février 2012.

OXFAM-Solidarité. 2010. « Solidarité Fanm Ayisyen (SOFA) », *Partenariat Sud*. En ligne <http://www.oxfamsol.be/fr/Solidarite-Fanm-Ayisyen-SOFA.html>, consulté le 03 mai 2013.

Pelchat, Y. 2010. « L'appel à la participation. Une vision privatisée de l'inégalité ? », *Nouvelles pratiques sociales*, vol.22 no 2, p.114-129.

Perreault, M. 2011. Compte rendu de Fraser, N. *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, La Découverte, coll. « La Découverte/Poche », 2011,178 p. En ligne <http://lectures.revues.org/5207>, consulté le 16 octobre 2012.

Pineira-Tresmontant, C. 2003. Compte rendu du livre de Charaudeau, P. *Le discours*



*d'information médiatique. La construction du miroir social*, 1997, Paris : Nathan / Institut national de l'audiovisuel, coll. « Médias-Recherches », En ligne : <http://mots.revues.org/6763>, consulté le 14 juin 2014.

Pittaway, E., Bartolomei, L. et Rees, S. 2004. « Gendered dimensions of the 2004 tsunami and a potential social work response in post-disaster situations », *International Social Work*, vol. 50 no 3, p. 307-319.

Proulx, S. 2005. Penser les usages des TIC aujourd'hui : enjeux, modèles, tendances, dans *Enjeux et usages des TIC : aspects sociaux et culturels*, dir. de Vieira, L. et Pinède, N., p. 7-20, Presses universitaires de Bordeaux : Bordeaux.

Proulx, S. et Breton, P. 2006. « Analyses politiques de la communication », dans *L'explosion de la communication à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*, Éditions Boréal, coll. « Compact », p. 191-220.

Reboul, A. et Moeschler, J. 1998. *La pragmatique aujourd'hui : une nouvelle science de la communication*, Éditions du Seuil, Paris, 209 p.

Redjeb, B., Robert, M. et Laforest, M. (2001). « Problème social, classification et perspectives d'analyse », dans *Problèmes sociaux: Théories et méthodologies*, sous la direction de Dorvil, H. et Mayer, R., p. 31-55. Presses de l'Université du Québec : Québec.

Santiago, M. 2006. « La tension entre théorie et terrain », dans *La méthodologie qualitative : Posture de recherche et travail de terrain*, sous la direction de Pierre Paillé, p. 201-223. Paris : Armand Colin.

Slakta, D. 1974. « Essai pour Austin ». Communication et analyse syntaxique, *Langue française*, no 21, p. 90-105. En ligne : [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/lfr\\_0023-8368\\_1974\\_num\\_21\\_1\\_5667#](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/lfr_0023-8368_1974_num_21_1_5667#), consulté le 25 mars 2013.

St. Cyr, M. et Susskind, Y. 2010. *Fournir une aide sensible au genre*, En ligne : <http://www.oregand.ca/veille/2010/01/haiti-fournir-une-aide-sensible-au-genre.html>, consulté le 6 février 2012.

Tilly C. et Tarrow S. 2008. *Politiques du conflit. De la grève à la révolution*, Les presses de SciencesPo : Paris, 396p.

UNHCR. 2003. *La violence sexuelle et sexiste contre les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées : principes directeurs pour la prévention et l'intervention*, 182 p. En ligne : <http://www.refworld.org/pdfid/41388ad04.pdf>



UNWomen, 2010. *Haiti: Restoring Shelter from Violence*. En ligne [http://www.peacewomen.org/news\\_article.php?id=849&type=news](http://www.peacewomen.org/news_article.php?id=849&type=news) consulté le 18 novembre 2011.

UNWomen. 2011. *Violence against Women, Gender Issues*. En ligne [http://www.unifem.org/gender\\_issues/violence\\_against\\_women/](http://www.unifem.org/gender_issues/violence_against_women/), consulté le 18 novembre 2011.

Varner, Bill. 2010. *Group: Haiti earthquake Camps Expose Women to Sex Violence*. IRIN. En ligne <http://www.irinnews.org/pdf/in-depth/GBV-IRIN-In-Depth.pdf>, consulté le 8 novembre 2010.

Voirol, O. 2005. « Visibilité et invisibilité : une introduction », *Réseaux*, vol. 1, n° 129-130, p. 9-36.

(2004, septembre). IRIN Web Special on violence against women and girls during and after conflict *Our Bodies - Their Battle Ground: Gender-based Violence in Conflict Zones*, 32 p. En ligne : <http://www.irinnews.org/in-depth/62814/20/our-bodies-their-battle-ground-gender-based-violence-in-conflict-zones>

(2011, 6 Janvier). Haïti - Social : Les violences faites aux femmes augmentent dans les camps. Haïti Libre. En ligne : <http://www.haitilibre.com/article-2051-haiti> 12 mai 2013.

(2012, novembre) Blogspot, *SOFA (Solidarite Fanm Ayisyen)*. En ligne : <http://sofahaiti.blogspot.ca/2012/11/solidarite-fanm-ayisyen-sofa.html>, consulté le 13 juin 2013.